

BACCALAURÉAT EN DROIT (LL. B.)

Description officielle

Cette page est à jour en date du 21 octobre 2014 et constitue la version officielle de ce programme à compter de la session d'automne 2014. L'Université Laval se réserve le droit de modifier ce programme sans préavis.

GRADE

Bachelier en droit (LL. B.)

99

CRÉDITS
INSCRITS

Renseignements et directives

OBJECTIFS

Au terme du premier cycle universitaire en droit, l'étudiant devrait avoir acquis, par son programme de formation, un ensemble d'habiletés visant à l'amener d'une formation fondamentale préuniversitaire à une formation à la fois disciplinaire et intégrante. Ainsi, tout titulaire d'un grade de baccalauréat en droit devra avoir acquis:

- une discipline de l'esprit par l'apprentissage de la méthode, des concepts de base, des principes fondamentaux et des techniques de recherche propres au droit;
- la capacité de s'exprimer en termes juridiques avec logique et précision;
- l'habileté à dégager les questions de droit pertinentes et d'utiliser ses connaissances et son sens critique pour choisir les avenues et les solutions possibles;
- l'intégration des connaissances qui le rende capable de les appliquer et de les communiquer correctement;
- un esprit accru d'analyse et de synthèse;
- le goût et la capacité de continuer à acquérir des connaissances et à développer sa culture;
- l'aptitude à faire un usage diversifié de ses connaissances juridiques dans un monde caractérisé par le changement;
- l'aisance à percevoir les limites de sa discipline ou de son champ d'études et de le situer par rapport à d'autres disciplines;
- la capacité de critiquer les institutions juridiques existantes;
- la sensibilité à l'éthique et aux conséquences sociales de son action, de son rôle d'agent de transformation sociale en tant que juriste, ainsi qu'à l'interdisciplinarité et à l'internationalisation.

PROFILS D'ÉTUDES

Profil développement durable

Le profil en développement durable constitue le parcours idéal pour l'étudiant qui veut approfondir ses connaissances dans l'application des concepts du développement durable et dans la compréhension de ses enjeux. Il vise à valoriser une expérience interdisciplinaire dans la résolution de problèmes tout en permettant à l'étudiant de développer ses compétences en lien avec le développement durable et son domaine d'études. Le profil est constitué de 12 crédits, soit 3 crédits pour le cours obligatoire DDU-1000 Fondements du développement durable, 3 crédits pour un cours spécialisé lié à la discipline du programme de l'étudiant, 6 crédits pouvant prendre la forme d'un stage, d'un projet d'intervention ou d'un ou deux cours spécialisés sélectionnés à partir d'une liste préétablie.

Profil entrepreneurial

Le profil entrepreneurial entend favoriser l'émergence et le développement des attitudes et compétences visant à prendre des initiatives, à réaliser des projets et à les gérer. Ce profil comporte obligatoirement 12 crédits répartis entre quatre cours de 3 crédits chacun. L'étudiant est invité à consulter le site www.profilentrepreneurial.ulaval.ca et à prendre contact avec la direction de programme afin de connaître les balises de ce profil.

Profil international

Ce programme offre, dans le cadre de ce profil, un certain nombre de places aux étudiants désireux de poursuivre une ou deux sessions d'études dans une université située à l'extérieur du Québec. L'étudiant est invité à prendre contact avec la direction de programme afin de connaître les conditions d'admissibilité à ce séjour d'études.

RESPONSABLE

Directrice du programme

Geneviève Motard
418 656-2131 poste 6134
premier-cycle@fd.ulaval.ca

Faculté de rattachement

Faculté de droit

Conditions d'admission

SESSION D'ADMISSION

AUTOMNE HIVER

ADMISSIBILITÉ

Pour connaître les exigences d'admission, choisir l'onglet correspondant à votre situation.

Études au Québec

Candidat titulaire d'un DEC

- Tout DEC

Candidat titulaire d'un DEC technique

Le candidat titulaire d'un DEC technique est invité à vérifier sur le site des DEC-BAC et passerelles s'il peut être admis sur la base d'une entente DEC-BAC ou bénéficier d'une passerelle.

Candidat sans DEC (candidat adulte)

- Être âgé de 21 ans ou plus
- Être titulaire d'un diplôme d'études secondaires (DES)
- Avoir quitté le système scolaire depuis plus de 2 ans

Le candidat adulte qui présente une combinaison de scolarité et d'expérience pertinente jugée équivalente à celle exigée du candidat titulaire d'un DEC peut être admissible. Toutefois, une scolarité d'appoint pourra être exigée à la suite de l'analyse du dossier.

Le nombre de places réservé aux candidats adultes est limité à trois.

Études au Canada hors Québec

- Diplôme d'études secondaires et une année d'études universitaires

Le candidat adulte qui présente une combinaison de scolarité et d'expérience pertinente jugée équivalente aux exigences mentionnées plus haut peut être admissible.

Le nombre de places réservé aux candidats adultes est limité à trois.

Critères de sélection

La candidature est analysée sur la base de la qualité du dossier scolaire.

Études hors Canada

- Diplôme d'études préuniversitaires totalisant 13 années
OU
- Diplôme d'études préuniversitaires totalisant 12 années et une année d'études supérieures
OU
- Baccalauréat de l'enseignement secondaire français (général ou technologique)

Pour connaître la liste des équivalences généralement accordées aux différents diplômes internationaux,

consulter le [Tableau d'équivalences](#).

Le candidat résident permanent ou citoyen canadien peut être admissible à titre de candidat adulte.

Le nombre de places réservé aux candidats adultes est limité à trois.

Critères de sélection

La candidature est analysée sur la base de la qualité du dossier scolaire.

En savoir plus sur les études universitaires au Québec.

CONNAISSANCE DU FRANÇAIS

L'étudiant admis à ce baccalauréat doit se conformer aux Dispositions relatives à l'application de la Politique sur l'usage du français à l'Université Laval.

Candidat non francophone

Le candidat dont la langue d'enseignement des études primaires et secondaires n'est pas le français doit faire la preuve d'un niveau minimal de connaissance de la langue française. À cette fin, il doit passer le Test de français international (TFI) auprès d'un établissement du réseau Educational Testing Service (ETS) au moment du dépôt de la demande d'admission et obtenir un résultat minimal de 860/990. Ses compétences en français écrit seront évaluées à son arrivée et, le cas échéant, un cours de français correctif pourrait être ajouté à son cheminement.

CONTINGENTEMENT OU CAPACITÉ D'ACCUEIL

Le baccalauréat en droit est un programme contingenté à 330 places (265 à la session d'automne et 65 à la session d'hiver). Trois places sont réservées annuellement aux candidats adultes.

DATE LIMITE DE DÉPÔT

La date à respecter pour le dépôt d'une demande d'admission varie selon le profil des candidats. Toute l'information se trouve dans la section Admission.

Structure du programme

ACTIVITÉS DE FORMATION COMMUNES



Cours	Titre	Crédits exigés
	DROIT	51

<u>DRT-1000</u>	L'univers du droit		3
<u>DRT-1001</u>	Obligations I : contrat		3
<u>DRT-1002</u>	Droit constitutionnel		3
<u>DRT-1004</u>	Droit des personnes physiques et de la famille		3
<u>DRT-1009</u>	Droit international public		3
<u>DRT-1003</u>	Droit des biens		3
<u>DRT-1005</u>	Droit administratif I		3
<u>DRT-1008</u>	Documentation juridique et rédaction d'une note de recherche		3
<u>DRT-2000</u>	Obligations II : responsabilité		3
<u>DRT-2552</u>	Droits et libertés de la personne		3
<u>DRT-1006</u>	Procédure civile I		3
<u>DRT-1007</u>	Droit pénal général		3
<u>DRT-2002</u>	Obligations III : exécution et extinction		3
<u>DRT-2003</u>	Droit du travail fondamental		3
<u>DRT-2004</u>	L'entreprise et ses principaux contrats		3
<u>DRT-2005</u>	La preuve		3
<u>DRT-2006</u>	Droit des sociétés		3

AUTRES ACTIVITÉS

Cours	Titre	Crédits exigés
AUTRES EXIGENCES		48

RÈGLE 1 - 3 À 6 CRÉDITS PARMIS:

<u>DRT-2001</u>	Droit administratif II	 3
<u>DRT-2253</u>	Successions et libéralités	 3






















RÈGLE 2 - 3 À 12 CRÉDITS PARMIS:












Formation critique		
<u>DRT-2100</u>	Histoire du droit public	3
<u>DRT-2101</u>	Histoire du droit privé	3
<u>DRT-2102</u>	Sociologie du droit	 3
<u>DRT-2103</u>	Droit comparé	3
<u>DRT-2104</u>	Analyse économique du droit	3
<u>DRT-2105</u>	Droit privé de common law	 3
<u>DRT-2106</u>	Philosophie du droit	 3
<u>DRT-2107</u>	Analyse féministe du droit	3









L'étudiant peut suivre le cours PHI-2107 à la place du cours DRT-2106. Contacter la direction de programme pour procéder au c










RÈGLE 3 - 3 À 15 CRÉDITS PARMIS:

Formation à l'expression écrite ou orale		
--	--	--

<u>DRT-2200</u>	Rédaction et interprétation des lois		3
<u>DRT-2202</u>	Tribunal-école : audition en appel		3
<u>DRT-2203</u>	Séminaire	 	3
<u>DRT-2204</u>	Recherche dirigée et rédaction d'écrits juridiques I	 	3
<u>DRT-2205</u>	Recherche dirigée et rédaction d'écrits juridiques II	 	3
<u>DRT-2207</u>	Concours de plaidoirie - volet pratique	 	3
<u>DRT-2212</u>	Concours de rédaction juridique	 	3
<u>DRT-2217</u>	Programme de pages à l'Assemblée nationale du Québec - volet recherche	 	3
<u>DRT-2220</u>	Clinique fiscale		3
<u>DRT-2221</u>	Concours de plaidoirie - volet théorique		3
RÈGLE 4 - 3 À 27 CRÉDITS PARMIS :			
Formation pratique			
<u>DRT-2201</u>	Stage à la magistrature I	 	3
<u>DRT-2208</u>	Stage à la magistrature II	 	3
<u>DRT-2211</u>	Clinique de droit international pénal et humanitaire		3
<u>DRT-2213</u>	Stage en milieu gouvernemental I	 	3
<u>DRT-2214</u>	Stage aux Cahiers de droit I	 	3
<u>DRT-2215</u>	Stage aux Cahiers de droit II	 	3
<u>DRT-2216</u>	Programme de pages à l'Assemblée nationale du Québec - volet pratique		3





<u>DRT-2218</u>	Stage en milieu communautaire	 	3
<u>DRT-2219</u>	Stage d'été axé sur la carrière		3
<u>DRT-2256</u>	Stage en milieu gouvernemental II	 	3
Droit international			
<u>DRT-2151</u>	Droit international privé		3
<u>DRT-2152</u>	Droit international économique		3
<u>DRT-2153</u>	Droit du commerce international		3
<u>DRT-2154</u>	Droit international pénal, humanitaire et des droits de la personne		3
Droit civil			
<u>DRT-2250</u>	Sûretés réelles et publicité des droits		3
<u>DRT-2251</u>	Contrats de vente, de louage et d'entreprise ou de service		3
<u>DRT-2252</u>	Droit patrimonial de la famille		3
<u>DRT-2254</u>	Faillite et insolvabilité		3
<u>DRT-2255</u>	Droit de l'enfance et de la jeunesse		3
Droit économique			
<u>DRT-2300</u>	Droit des assurances		3
<u>DRT-2301</u>	Droit de la consommation		3
<u>DRT-2302</u>	Droit d'auteur		3
<u>DRT-2303</u>	Droit bancaire		3















<u>DRT-2304</u>	Droit de la concurrence		3
<u>DRT-2305</u>	Droit de la propriété industrielle		3
<u>DRT-2350</u>	Droit de la petite et moyenne entreprise		3
<u>DRT-2351</u>	Financement de l'entreprise		3
<u>DRT-2352</u>	Droit des valeurs mobilières		3
Droit fiscal			
<u>DRT-2400</u>	Droit fiscal fondamental		3
<u>DRT-2401</u>	Fiscalité des sociétés par actions		3
<u>DRT-2402</u>	Planification successorale et fiscale		3
Droit judiciaire			
<u>DRT-2450</u>	Procédure civile II		3
<u>DRT-2451</u>	Activités cliniques sur les modes de prévention et de règlement des différends		3
<u>DRT-3450</u>	Approche intégrée du droit civil et de la procédure civile		3
Droit pénal			
<u>DRT-2500</u>	Procédure pénale		3
<u>DRT-2501</u>	Preuve pénale et détermination de la peine		3
<u>DRT-2502</u>	Infractions contre les personnes		3
<u>DRT-2503</u>	Infractions contre la propriété		3

Droit public				
<u>DRT-2550</u>	Droit municipal			3
<u>DRT-2551</u>	Droit de l'environnement			3
<u>DRT-2554</u>	Aménagement durable du territoire			3
<u>DRT-2555</u>	Fédéralisme et partage des compétences			3
<u>DRT-2556</u>	Droit et procédure parlementaires			3
<u>DRT-2557</u>	Droit et peuples autochtones			3
<u>DRT-2558</u>	Droit de l'immigration			3
<u>DRT-2650</u>	Droit professionnel			3
Droit du travail				
<u>DRT-2553</u>	Travail, État et protection sociale			3
<u>DRT-2600</u>	Liberté syndicale et représentation collective au travail			3
<u>DRT-2603</u>	Droit de la santé et de la sécurité au travail			3
<u>DRT-2604</u>	Travail, normes internationales et mondialisation			3
<u>DRT-2605</u>	Dignité du salarié et normes du travail			3
Méthodologie				
<u>DRT-2210</u>	Logique et argumentation juridiques			3
Autres cours				
<u>DRT-2651</u>	Encadrement pédagogique			3

<u>DRT-2652</u>	Sujet avancé en droit I		3
<u>DRT-2653</u>	Sujet avancé en droit II		3
<u>DRT-2654</u>	Sujets spéciaux en droit I		3
<u>DRT-2655</u>	Sujets spéciaux en droit II		3
<u>DRT-2656</u>	Sujets spéciaux en droit III		3


RÈGLE 5 - 12 CRÉDITS PARMIS:

Humanités			
<u>ANT-1005</u>	Anthropologie des familles et des parentés actuelles		3
<u>ANT-2314</u>	Anthropologie de la consommation		3
<u>HST-2103</u>	Démocratie athénienne		3
<u>HST-2107</u>	Droit et société à Rome		3
<u>HST-2402</u>	Histoire des femmes au Québec		3
<u>PHI-1002</u>	Introduction à l'éthique	 	3
<u>PHI-1004</u>	Aristote	 	3
<u>PHI-2101</u>	Kant : sa philosophie morale		3
<u>PHI-2102</u>	Philosophie de l'action		3
<u>PHI-2125</u>	Éthique sociale et économique		3
<u>SOC-2107</u>	Sociologie des organisations		3
<u>SOC-2135</u>	Vie privée dans la modernité		3
<u>THL-2008</u>	Éthique sociale et politique		3

Criminologie et service social					
<u>ANT-1005</u>	Anthropologie des familles et des parentés actuelles				3
<u>ANT-2310</u>	Anthropologie des conflits et de la violence				3
<u>CRI-1110</u>	Femmes, criminalité et justice				3
<u>CRI-2015</u>	Principes d'intervention auprès de clientèles involontaires				3
<u>PHI-2119</u>	Foucault				3
<u>PSY-1104</u>	Psychologie de la famille				3
<u>PSY-2110</u>	Psychologie des dépendances				3
Travail et emploi					
<u>CSO-1002</u>	Travail humain				3
<u>CSO-1200</u>	Sociologie clinique du travail				3
<u>ECN-1902</u>	Économique et marché du travail I				3
<u>HST-2451</u>	Mutations du travail au Québec au XXe siècle				3
<u>MNG-2000</u>	Gestion des ressources humaines				3
<u>PSY-1902</u>	Psychologie et travail				3
<u>RLT-1001</u>	Syndicalisme				3
<u>RLT-1003</u>	Travail et structure organisationnelle				3
<u>RLT-1006</u>	Pratiques de gestion des ressources humaines				3
<u>RLT-3000</u>	Convention collective				3
<u>SOC-</u>	Sociologie du travail				3

2105



Politique et société



ANT-2100 Anthropologie politique  3



HST-2405 État, société et pouvoir au Québec, 1760-1960 3



HST-2453 Nationalisme au Canada français 3


HST-2458 Culture politique au Canada et au Québec au XXe siècle 3

POL-1001 Politique et démocratie au Canada et au Québec   3

POL-1003 Régimes politiques et sociétés dans le monde   3

POL-1006 Introduction à l'administration publique   3


POL-1008 Les idées politiques modernes et contemporaines   3

POL-2202 Administrations publiques canadiennes et québécoises  3

POL-2400 Fédéralisme canadien 3



POL-2411 Évolution sociopolitique du Québec 3

POL-2414 Acteurs et enjeux politiques au Canada et au Québec 3



POL-2417 Parlementarisme comparé : Québec-France  3

POL-2502 Les idées politiques au Québec 3

Relations internationales et développement

ANT-2304 Anthropologie et développement   3

ECN-1110 Économie du développement  3

<u>ECN-1140</u>	Énergie et problèmes économiques internationaux	 	3
<u>GIE-2100</u>	Développement international : acteurs et processus		3
<u>GIE-2101</u>	Gestion de projets internationaux		3
<u>GIE-2102</u>	Enjeux éthiques de la gestion de l'aide internationale		3
<u>GPL-2502</u>	Stage international humanitaire		6
<u>HST-1008</u>	Le monde aux XIXe et XXe siècles		3
<u>POL-1005</u>	Introduction aux relations internationales	 	3
<u>POL-2301</u>	Relations internationales avant 1945		3
<u>POL-2302</u>	Relations internationales en Europe depuis 1945		3
<u>POL-2312</u>	Relations internationales du Canada et du Québec		3
Diversité culturelle			
<u>ANT-1102</u>	Anthropologie du religieux		3
<u>ANT-1201</u>	Culture, histoire, identité : facettes du Québec contemporain		3
<u>ANT-1304</u>	Sexualités et cultures		3
<u>ANT-1701</u>	Introduction aux peuples autochtones du Canada		3
<u>ANT-1901</u>	Diversité culturelle : contexte et enjeux		3
<u>ANT-2302</u>	Minorités et ethnicité		3
<u>ANT-2307</u>	Dossiers autochtones contemporains	  	3
<u>COM-4150</u>	Communication interculturelle internationale	  	3

<u>ETN-1105</u>	Choc de cultures : le Québec contemporain		3
<u>HST-2401</u>	Cultures religieuses au Québec		3
<u>HST-2455</u>	Histoire, mémoire, identité : Québec et Canada contemporains		3
<u>POL-2325</u>	Régimes politiques, religions et laïcités dans le monde	 	3
<u>SCR-2110</u>	Les nouvelles religions au Québec	 	3
<u>SOC-2113</u>	Sociologie de la culture		3
<u>SOC-2136</u>	Ethnicité dans les sociétés contemporaines		3

Langues et communications

Allemand : ALL-1010 à ALL-3103

Anglais : ANL-2010 à ANL-3905

Arabe : ARA-1010 à ARA-2020

Chinois : CHN-1010 à CHN-3020



Espagnol : ESG-1010 à ESG-3020

Italien : ITL-1010 à ITL-3020

Japonais : JAP-1010 à JAP-3020

Portugais : POR-1010 à POR-3020

Russe : RUS-1010 à RUS-1020

<u>COM-1004</u>	Journalisme et société		3
<u>COM-1500</u>	Communication orale en public		3
<u>LAT-1001</u>	Découverte du latin I		3





et tous les cours de premier cycle, à l'exception des cours portant le sigle DRT, des cours correctifs en français et des cours d'an inférieurs à ANL-2010.

L'étudiant doit atteindre le niveau intermédiaire II en anglais (TOEIC : 675) pour compléter son programme.

L'étudiant admis au profil entrepreneurial ou au profil en développement durable doit choisir les activités qui y sont prévues.

PROFILS D'ÉTUDES

Cours	Titre		Crédits exigés
PROFIL EN DÉVELOPPEMENT DURABLE			12
<u>DDU-1000</u>	Fondements du développement durable	  	3
RÈGLE 1 - 3 CRÉDITS PARMIS :			
<u>DRT-2551</u>	Droit de l'environnement	 	3
<u>DRT-2554</u>	Aménagement durable du territoire		3
RÈGLE 2 - 6 CRÉDITS PARMIS :			
<u>ANT-2303</u>	Anthropologie et environnement		3
<u>BIO-1910</u>	Écologie et pollution		3
<u>DDU-1200</u>	Patrimoine et développement durable		3
<u>GGR-1006</u>	Changements climatiques	  	3
<u>MNG-2110</u>	Développement durable et gestion des organisations	  	3
<u>PHI-1116</u>	Philosophie de la nature		3
<u>POL-2207</u>	Politiques environnementales		3
<u>SOC-2114</u>	Environnement et société		3
PROFIL ENTREPRENEURIAL			12

<u>ENT-1000</u>	Savoir entreprendre : la passion de créer et d'agir	 	3
<u>ENT-3000</u>	Portfolio entrepreneurial I		3
<u>ENT-3010</u>	Portfolio entrepreneurial II		3

RÈGLE 1 - 3 CRÉDITS PARMIS:

<u>CTB-1000</u>	Comptabilité générale	 	3
<u>DRT-2304</u>	Droit de la concurrence		3
<u>DRT-2350</u>	Droit de la petite et moyenne entreprise		3
<u>DRT-2351</u>	Financement de l'entreprise		3
<u>MNG-1000</u>	L'entreprise et sa gestion	  	3
<u>MNG-1001</u>	Comportement organisationnel	   	3
<u>MNG-2000</u>	Gestion des ressources humaines	 	3
<u>MNG-4144</u>	Transmission et relève d'entreprise	  	3
<u>MNG-4145</u>	Travail autonome et microentreprise	 	3

Les cours CTB-1000, MNG-1000, MNG-1001 et MNG-2000 sont également offerts en version anglaise : CTB-1106, MNG-1002, et MNG-2002.

PROFIL INTERNATIONAL

EHE-1DRT	Études - Profil international - Baccalauréat en droit		12
----------	---	--	----

CERTIFICAT EN DROIT

Description officielle

Cette page est à jour en date du 7 novembre 2014 et constitue la version officielle de ce programme à compter de la session d'hiver 2015. L'Université Laval se réserve le droit de modifier ce programme sans préavis.

DIPLÔME

Certificat

30
CRÉDITS
INSCRITS

Renseignements et directives

OBJECTIFS

Ce programme vise à permettre au non-juriste d'acquérir des connaissances, des habiletés et des aptitudes qui lui permettent de se situer par rapport à son environnement juridique et qui accroissent la qualité de ses interventions dans sa vie professionnelle.

FORMATION À DISTANCE

Ce programme peut être suivi à distance. Pour connaître les cours offerts, consulter le site : www.distance.ulaval.ca.

RESPONSABLE

Directrice du programme

Geneviève Motard

418 656-2131 poste 6134

premier-cycle@fd.ulaval.ca

Faculté de rattachement

Faculté de droit

REMARQUES SUR LES COURS

Aucun cours de ce certificat ne sera crédité au programme de baccalauréat en droit.

INSERTION DANS UN AUTRE PROGRAMME

Une fois terminé, ce certificat peut entrer dans la composition d'un baccalauréat multidisciplinaire.

Conditions d'admission

SESSION D'ADMISSION

AUTOMNE HIVER

ADMISSIBILITÉ

Pour connaître les exigences d'admission, choisir l'onglet correspondant à votre situation.

Études au Québec

Candidat titulaire d'un DEC

- Tout DEC

Candidat sans DEC (candidat adulte)

- Être âgé de 21 ans ou plus
- Être titulaire d'un diplôme d'études secondaires (DES)
- Avoir quitté le système scolaire depuis plus de 2 ans

Le candidat adulte qui présente une combinaison de scolarité et d'expérience pertinente jugée équivalente à celle exigée du candidat titulaire d'un DEC peut être admissible. Toutefois, une scolarité d'appoint pourra être exigée à la suite de l'analyse du dossier.

Études au Canada hors Québec

- Diplôme d'études secondaires et une année d'études universitaires

Le candidat adulte qui présente une combinaison de scolarité et d'expérience pertinente jugée équivalente aux exigences mentionnées plus haut peut être admissible.

Critères de sélection

La candidature est analysée sur la base de la qualité du dossier scolaire.

Études hors Canada

- Diplôme d'études préuniversitaires totalisant 13 années
OU
- Diplôme d'études préuniversitaires totalisant 12 années et une année d'études supérieures
OU
- Baccalauréat de l'enseignement secondaire français (général ou technologique)

Pour connaître la liste des équivalences généralement accordées aux différents diplômes internationaux, consulter le [Tableau d'équivalences](#).

Le candidat résident permanent ou citoyen canadien peut être admissible à titre de candidat adulte.

Critères de sélection

La candidature est analysée sur la base de la qualité du dossier scolaire.

En savoir plus sur les études universitaires au Québec.

CONNAISSANCE DU FRANÇAIS

Le candidat dont la langue d'enseignement des études primaires et secondaires n'est pas le français doit, pour être admissible, faire la preuve d'un niveau minimal de connaissance de la langue française. À cette fin, il doit passer le Test de français international (TFI) auprès d'un établissement du réseau Educational Testing Service (ETS) au moment du dépôt de la demande d'admission. Pour ce programme, un résultat minimal de 680/990 est exigé.

DATE LIMITE DE DÉPÔT

La date à respecter pour le dépôt d'une demande d'admission varie selon le profil des candidats. Toute l'information se trouve dans la section [Admission](#).

Structure du programme

ACTIVITÉS DE FORMATION COMMUNES

Cours	Titre		Crédits exigés
DROIT			30
<u>DRT-1901</u>	Introduction générale au droit	  	3
<u>DRT-1700</u>	Droit des obligations		3
<u>DRT-1701</u>	Droit public fondamental	 	3
RÈGLE 1 - 18 À 21 CRÉDITS PARMIS:			
<u>CNS-1002</u>	Législation et consommation		3
<u>DRT-1710</u>	Droit des personnes		3
<u>DRT-1711</u>	Droit du patrimoine privé	 	3
<u>DRT-1712</u>	Droit des administrations publiques	 	3
<u>DRT-1714</u>	Droit pénal	 	3
<u>DRT-1715</u>	Droit du travail et des associations		3
<u>DRT-1716</u>	Droit social		3
<u>DRT-1719</u>	Droit des services financiers	 	3
<u>DRT-1721</u>	Introduction au droit de l'environnement et au développement durable	  	3
<u>DRT-1722</u>	Modes de règlement des différends et des litiges	 	3
<u>DRT-_____</u>	Droit international public		3

1723

DRT-1902

Droits et libertés de la personne



3

DRT-1903

Législation de l'agroalimentaire



3

L'étudiant peut remplacer un cours optionnel du certificat par un cours de premier cycle de 3 crédits, autre qu'un cours du baccalauréat en droit.

RÈGLE 2 - 0 À 3 CRÉDITS PARMIS :

DRT-1718

Aspects juridiques des affaires



3

DRT-1720

Droit économique



3

Version: 2014-11-07 14:04:27 / 2014-11-04 16:50:42

MICROPROGRAMME EN DROIT

Description officielle

Cette page est à jour en date du 7 novembre 2014 et constitue la version officielle de ce programme à compter de la session d'hiver 2015. L'Université Laval se réserve le droit de modifier ce programme sans préavis.

DIPLÔME

Attestation d'études de premier cycle

15
CRÉDITS
INSCRITS

Renseignements et directives

OBJECTIFS

Permettre au non-juriste d'acquérir des connaissances qui lui permettent de se situer par rapport à son environnement

juridique et qui accroissent la qualité de ses interventions dans sa vie professionnelle.

FORMATION À DISTANCE

Ce microprogramme peut être suivi à distance. Pour connaître les cours offerts, consulter le site : www.distance.ulaval.ca.

RESPONSABLE

Directrice du programme

Geneviève Motard

418 656-2131 poste 6134

premier-cycle@fd.ulaval.ca

Faculté de rattachement

Faculté de droit

REMARQUES SUR LES COURS

Aucun cours de ce microprogramme ne sera crédité au programme de baccalauréat en droit.

INSERTION DANS UN AUTRE PROGRAMME

Une fois terminé, ce microprogramme peut être intégré, en tout ou en partie, dans les programmes suivants si l'étudiant répond à leurs exigences d'admission :

- certificat en droit;
 - baccalauréat multidisciplinaire (formation complémentaire).
-

Conditions d'admission

SESSION D'ADMISSION

AUTOMNE HIVER

ADMISSIBILITÉ

Pour connaître les exigences d'admission, choisir l'onglet correspondant à votre situation.

Études au Québec

Candidat titulaire d'un DEC

- Tout DEC

Candidat sans DEC (candidat adulte)

- Être âgé de 21 ans ou plus
- Être titulaire d'un diplôme d'études secondaires (DES)
- Avoir quitté le système scolaire depuis plus de 2 ans

Le candidat adulte qui présente une combinaison de scolarité et d'expérience pertinente jugée équivalente à celle exigée du candidat titulaire d'un DEC peut être admissible. Toutefois, une scolarité d'appoint pourra être exigée à la suite de l'analyse du dossier.

Études au Canada hors Québec

- Diplôme d'études secondaires et une année d'études universitaires

Le candidat adulte qui présente une combinaison de scolarité et d'expérience pertinente jugée équivalente aux exigences mentionnées plus haut peut être admissible.

Critères de sélection

La candidature est analysée sur la base de la qualité du dossier scolaire.

Études hors Canada

Ce programme s'adresse principalement aux citoyens canadiens et aux résidents permanents car l'offre de cours peut couvrir plus d'une session ; le candidat non canadien intéressé par le programme doit s'assurer de pouvoir obtenir les documents légaux nécessaires à son entrée au Canada.

- Diplôme d'études préuniversitaires totalisant 13 années
OU
- Diplôme d'études préuniversitaires totalisant 12 années et une année d'études supérieures
OU
- Baccalauréat de l'enseignement secondaire français (général ou technologique)

Pour connaître la liste des équivalences généralement accordées aux différents diplômes internationaux, consulter le Tableau d'équivalences.

Le candidat résident permanent ou citoyen canadien peut être admissible à titre de candidat adulte.

Critères de sélection

La candidature est analysée sur la base de la qualité du dossier scolaire.

En savoir plus sur les études universitaires au Québec.

CONNAISSANCE DU FRANÇAIS








Le candidat dont la langue d'enseignement des études primaires et secondaires n'est pas le français doit, pour être admissible, faire la preuve d'un niveau minimal de connaissance de la langue française. À cette fin, il doit passer le Test de français international (TFI) auprès d'un établissement du réseau Educational Testing Service (ETS) au moment du dépôt de la demande d'admission. Pour ce programme, un résultat minimal de 680/990 est exigé.

DATE LIMITE DE DÉPÔT

La date à respecter pour le dépôt d'une demande d'admission varie selon le profil des candidats. Toute l'information se trouve dans la section Admission.




Structure du programme

ACTIVITÉS DE FORMATION COMMUNES

Cours	Titre		Crédits exigés
DROIT			15
<u>DRT-1901</u>	Introduction générale au droit	 	 3
RÈGLE 1 - 9 À 12 CRÉDITS PARMIS:			
<u>CNS-1002</u>	Législation et consommation		 3
<u>DRT-1700</u>	Droit des obligations		3
<u>DRT-1701</u>	Droit public fondamental	 	3

<u>DRT-1710</u>	Droit des personnes			3
<u>DRT-1711</u>	Droit du patrimoine privé			3
<u>DRT-1712</u>	Droit des administrations publiques			3
<u>DRT-1714</u>	Droit pénal			3
<u>DRT-1715</u>	Droit du travail et des associations			3
<u>DRT-1716</u>	Droit social			3
<u>DRT-1719</u>	Droit des services financiers			3
<u>DRT-1721</u>	Introduction au droit de l'environnement et au développement durable	 		3
<u>DRT-1722</u>	Modes de règlement des différends et des litiges			3
<u>DRT-1723</u>	Droit international public			3
<u>DRT-1902</u>	Droits et libertés de la personne			3
<u>DRT-1903</u>	Législation de l'agroalimentaire			3

RÈGLE 2 - 0 À 3 CRÉDITS PARMIS:

<u>DRT-1718</u>	Aspects juridiques des affaires			3
<u>DRT-1720</u>	Droit économique			3

DIPLÔME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SPÉCIALISÉES EN DROIT - DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, DÉVELOPPEMENT DURABLE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Description officielle

Cette page est à jour en date du 5 août 2014 et constitue la version officielle de ce programme à compter de la session d'hiver 2015. L'Université Laval se réserve le droit de modifier ce programme sans préavis.

DIPLÔME

Diplôme d'études supérieures spécialisées

30
CRÉDITS
INSCRITS

Renseignements et directives

OBJECTIFS

Le diplôme d'études supérieures spécialisées en droit - droit de l'environnement, développement durable et sécurité alimentaire s'adresse à une clientèle variée qui désire acquérir une formation professionnelle, pratique, polyvalente et de haut niveau. Il doit permettre à l'étudiant d'atteindre les objectifs suivants :

- acquérir une formation professionnelle pratique en droit de l'environnement, développement durable et sécurité alimentaire;
- analyser de manière critique les règles et les pratiques afférentes au droit de l'environnement, développement durable et sécurité alimentaire;
- s'ouvrir à l'interdisciplinarité;
- aborder les problèmes juridiques dans une perspective globale;
- renforcer la capacité d'analyse, l'esprit de synthèse, le raisonnement et la capacité de communiquer oralement et par écrit.

RESPONSABLE

Pour information

cycles-superieurs@fd.ulaval.ca

Faculté de rattachement

Faculté de droit

Conditions d'admission

SESSION D'ADMISSION

AUTOMNE HIVER

ADMISSIBILITÉ

Exigences générales

Être titulaire d'un baccalauréat en droit, délivré par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent. La moyenne cumulative normalement exigée du titulaire d'un baccalauréat est de 3,00 sur 4,33 (des résultats scolaires jugés équivalents sont exigés pour des études effectuées dans des systèmes scolaires où la notation est différente). Toutefois, l'ensemble du dossier de candidature est pris en compte par la direction des programmes.

Le titulaire d'un baccalauréat dans une autre discipline qui, par ailleurs, est titulaire d'un certificat en droit ou d'une formation juridique équivalente est admissible à ce programme, dans la mesure où il y a compatibilité entre la formation et le projet d'études du candidat.

Exigences particulières

En plus des documents relatifs au dossier scolaire qui sont exigés avec le formulaire de demande d'admission, chaque candidat doit présenter un curriculum vitæ, trois lettres de recommandation ainsi qu'un texte d'une page dans lequel il fait part de ses champs d'intérêt et des objectifs qu'il cherche à atteindre par son projet d'études.

Un candidat diplômé hors Québec doit produire, à l'appui de sa candidature, une lettre de recommandation délivrée par son établissement d'origine qui permette d'apprécier la qualité de son dossier par rapport aux autres étudiants de sa promotion.

La maîtrise de la langue française est nécessaire pour la poursuite de ce programme. De plus, le candidat doit posséder une connaissance suffisante de l'anglais écrit.

Depuis la session d'hiver 2013, le candidat qui n'a pas fait ses études primaires et secondaires en français doit passer le Test de français international (TFI). L'obtention d'un résultat égal ou supérieur à 825/990 est une exigence d'admission. L'étudiant doit faire le test avant de soumettre sa demande d'admission.

L'étudiant qui n'obtient pas le résultat minimum peut, sous certaines conditions, être admis de manière conditionnelle dans le programme d'études. Cependant, il doit faire le nécessaire pour satisfaire à l'exigence avant la fin de sa première session d'inscription. Une scolarité d'appoint sera alors recommandée par l'École de langues de l'Université Laval. La réussite du cours FLE-3003, FLE-3311 ou FLE-3312 permet de satisfaire à l'exigence d'admission.

Sélection

Chaque candidature est évaluée par la direction de programme, qui tient compte, dans son évaluation, de la préparation antérieure du candidat, de la qualité de son dossier scolaire, de ses rapports d'appréciation, de sa motivation ainsi que des ressources de la Faculté de droit. Lors de l'admission, la direction de programme peut imposer une scolarité préparatoire d'un ou de plusieurs cours du baccalauréat en droit.

En savoir plus sur les études universitaires au Québec.

DATE LIMITE DE DÉPÔT

La date à respecter pour le dépôt d'une demande d'admission varie selon le profil des candidats. Toute l'information se trouve dans la section Admission.












Structure du programme


ACTIVITÉS DE FORMATION COMMUNES

Cours	Titre	Crédits exigés
	ENVIRONNEMENT, DÉVELOPPEMENT DURABLE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	30

RÈGLE 1 - 18 CRÉDITS PARMIS:

Cours de cheminement			
<u>DRT-6013</u>	Droit international de l'environnement	 	3
<u>DRT-6025</u>	Droit de l'environnement et contrôle de la pollution		3
<u>DRT-6038</u>	Droit, gouvernance et développement durable		3
<u>DRT-6046</u>	Sécurité alimentaire mondiale	 	3
<u>DRT-6047</u>	La responsabilité civile et les nouveaux risques		3
<u>DRT-6050</u>	Droit de la biodiversité		3

<u>DRT-6052</u>	Sujets spéciaux en droit de l'environnement I		3
<u>DRT-6053</u>	Sujets spéciaux en droit de l'environnement II		3
<u>DRT-6055</u>	Droit, territoire et peuples autochtones		3
<u>DRT-6056</u>	Gouvernance de l'entreprise		3
<u>DRT-6059</u>	Droit pénal de l'environnement		3
<u>DRT-6092</u>	Instruments économiques en droit de l'environnement		3
<u>DRT-6106</u>	Rôle des citoyens dans la protection juridique de l'environnement		3
<u>DRT-6107</u>	Droit des ressources naturelles		3
<u>DRT-6108</u>	Droit de l'énergie		3
<u>DRT-6109</u>	Droit de l'eau		3
<u>DRT-6110</u>	Droit privé et environnement		3
<u>DRT-6121</u>	Concours de plaidoirie I		3
<u>DRT-6122</u>	Concours de plaidoirie II		3
<u>DRT-6125</u>	Droit et gestion des services de santé		3
<u>DRT-7001</u>	Cours individualisé		3
<u>DRT-7002</u>	Diversité culturelle et développement durable en droit international		3
<u>DRT-7004</u>	Droit international de la mer		3
<u>DRT-</u>			







<u>7006</u>	Stage en droit I		3
<u>DRT-7007</u>	Stage en droit II		3

RÈGLE 2 - 0 À 6 CRÉDITS PARMI:

Cours hors cheminement			
<u>DRT-6000</u>	Droit de l'Organisation mondiale du commerce		3
<u>DRT-6001</u>	Libre-échange en Amérique du Nord		3
<u>DRT-6002</u>	Égalité et discrimination		3
<u>DRT-6003</u>	Libertés fondamentales		3
<u>DRT-6007</u>	Théories féministes du droit		3
<u>DRT-6011</u>	Contrats commerciaux internationaux		3
<u>DRT-6012</u>	Droit international de la propriété intellectuelle		3
<u>DRT-6014</u>	Sujets spéciaux I		3
<u>DRT-6015</u>	Sujets spéciaux II		3
<u>DRT-6016</u>	Sujets spéciaux III		3
<u>DRT-6020</u>	Création, fusion, acquisition et transmission d'entreprises		3
<u>DRT-6021</u>	L'entreprise et ses modes de financement		3
<u>DRT-6024</u>	Règlement des différends en droit privé interne et international : matières civiles et commerciales		3
<u>DRT-_____</u>	Sujets spéciaux en droit des affaires I		3












6026






<u>DRT-6027</u>	Sujets spéciaux en droit des affaires II	3
<u>DRT-6029</u>	Droit international des droits de la personne	3
<u>DRT-6030</u>	Droit international du travail	3
<u>DRT-6031</u>	Sujets spéciaux en droit international et transnational I	 3
<u>DRT-6032</u>	Sujets spéciaux en droit international et transnational II	3
<u>DRT-6039</u>	Droits fondamentaux en milieu de travail	3
<u>DRT-6040</u>	Fédéralisme, fédérations et identités culturelles	3
<u>DRT-6041</u>	Matières civiles et commerciales : droits québécois/européen	3
<u>DRT-6042</u>	Le contrat d'assurance et ses outils de régulation	3
<u>DRT-6043</u>	Droit contemporain des contrats	3
<u>DRT-6044</u>	Droit de l'Union européenne	3
<u>DRT-6045</u>	Droit européen des droits de la personne	3
<u>DRT-6048</u>	Droit bancaire international	3
<u>DRT-6049</u>	Droit international de l'enfance	3
<u>DRT-6063</u>	Propriété intellectuelle de l'entreprise et nouvelle économie	3
<u>DRT-6064</u>	Droit des investissements directs étrangers	3
<u>DRT-6065</u>	Droit du commerce électronique	3

<u>DRT-6074</u>	Droit et gestion de la santé et de la sécurité au travail	 	3
<u>DRT-6076</u>	Droit international de la culture		3
<u>DRT-6077</u>	Droit international pénal		3
<u>DRT-6090</u>	Sujets spéciaux : droits fondamentaux I		3
<u>DRT-6091</u>	Sujets spéciaux : droits fondamentaux II		3
<u>DRT-6094</u>	Régimes de redressement des entreprises		3
<u>DRT-6095</u>	Clinique de droit international pénal et humanitaire		3
<u>DRT-6101</u>	Théories de l'interprétation juridique		3
<u>DRT-6102</u>	Recherche empirique en droit		3
<u>DRT-6103</u>	Théories et méthodes du droit comparé		3
<u>DRT-6104</u>	Droit public avancé		3
<u>DRT-6105</u>	Droit civil avancé		3
<u>DRT-6111</u>	Justice pénale I		3
<u>DRT-6113</u>	Histoire et théorie des droits fondamentaux		3
<u>DRT-6114</u>	Aspects comparatifs et internationaux du droit de la concurrence		3
<u>DRT-6115</u>	Procédure et preuve en droit international pénal		3
<u>DRT-6116</u>	Droit international des réfugiés		3

<u>DRT-6117</u>	Droit international public avancé		3
<u>DRT-6147</u>	Justice pénale II		3
<u>DRT-6148</u>	Droit international des droits économiques, sociaux et culturels		3
<u>DRT-6149</u>	Droit international humanitaire		3
<u>DRT-6150</u>	Droit de l'Organisation mondiale du commerce avancé		3
<u>DRT-6151</u>	Criminalité économique		3

RÈGLE 3 - 6 À 12 CRÉDITS PARMIS:

Cours hors faculté			
<u>AME-6006</u>	Séminaire : les transports, l'environnement et la sécurité		 3
<u>AME-6008</u>	Gestion environnementale en milieu rural		3
<u>AME-6013</u>	Études d'impacts sur l'environnement		 3
<u>AME-6021</u>	Écologie et aménagement		3
<u>BIO-6900</u>	Évolution et biodiversité : actualités		3
<u>BIO-6901</u>	Écologie et environnement : actualités		 3
<u>CTB-6099</u>	Écocontrôle et gestion des coûts environnementaux		3
<u>ECN-6951</u>	Développement durable, ressources et environnement		 3
<u>ENV-7900</u>	Toxicologie agroenvironnementale		 3
<u>ERU-7000</u>	Agriculture et ressources naturelles		3

<u>ERU-7001</u>	Ruralité et sous-développement		3
<u>ETH-7001</u>	Enjeux théoriques et pratiques de l'éthique appliquée		3
<u>FOR-7009</u>	Politiques forestières		3
<u>GGR-7010</u>	Paysage : art, science et politique		3
<u>GGR-7016</u>	Analyse géographique des problèmes contemporains		3
<u>GGR-7017</u>	Problèmes de développement II		3
<u>GGR-7019</u>	Géographie du système agroalimentaire		3
<u>GGR-7023</u>	Géographie historique : homme, environnement et temps		3
<u>GGR-7024</u>	Enjeux du développement en Asie		3
<u>MNG-6009</u>	Systèmes de gestion du développement durable		3
<u>PHI-7200</u>	Recherches en éthique médicale et environnementale		3
<u>POL-7036</u>	Écopolitique mondiale		3
<u>SAC-6006</u>	Introduction à la santé environnementale		3
<u>SLS-6030</u>	Séminaire en sols et environnement		3
<u>SOC-7044</u>	Environnement et développement durable		4

Tout étudiant désireux de choisir un cours hors faculté non énuméré dans cette liste peut présenter une demande motivée à la d programme.

DIPLÔME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SPÉCIALISÉES EN DROIT - DROIT DES AFFAIRES

Description officielle

Cette page est à jour en date du 7 août 2014 et constitue la version officielle de ce programme à compter de la session d'hiver 2015. L'Université Laval se réserve le droit de modifier ce programme sans préavis.

DIPLÔME

Diplôme d'études supérieures spécialisées

30
CREDITS
INSCRITS

Renseignements et directives

OBJECTIFS

Le diplôme d'études supérieures spécialisées en droit - droit des affaires s'adresse à une clientèle variée qui désire acquérir une formation professionnelle de haut niveau. Il vise l'étude des dimensions juridiques de l'entreprise dans une perspective appliquée, décloisonnée et ouverte à l'interdisciplinarité. Il se caractérise par une méthode d'enseignement active, basée sur l'étude de situations concrètes liées à la vie de l'entreprise.

Ce programme doit permettre à l'étudiant d'atteindre les objectifs suivants :

- acquérir des connaissances approfondies en droit des affaires;
- renforcer les habiletés professionnelles requises, plus particulièrement la capacité d'analyse, l'esprit de synthèse, le raisonnement, le sens critique, la créativité, les aptitudes à la négociation et à la médiation, la capacité de communiquer oralement et par écrit;
- développer la conscience professionnelle et l'intégrité, de même que des comportements ou des attitudes de nature préventive, tout en tenant compte de la dimension éthique des situations;
- accroître les aptitudes à la recherche juridique en traitant par écrit, de façon claire et cohérente, un problème relativement complexe.

RESPONSABLE

Pour information

cycles-superieurs@fd.ulaval.ca

Faculté de rattachement

Faculté de droit

Conditions d'admission

SESSION D'ADMISSION

AUTOMNE HIVER

ADMISSIBILITÉ

Exigences générales

Être titulaire d'un baccalauréat en droit, délivré par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent. La moyenne cumulative normalement exigée du titulaire d'un baccalauréat est de 3,00 sur 4,33 (des résultats scolaires jugés équivalents sont exigés pour des études effectuées dans des systèmes scolaires où la notation est différente). Toutefois, l'ensemble du dossier de candidature est pris en compte par la direction des programmes.

Le titulaire d'un baccalauréat dans une autre discipline qui, par ailleurs, est titulaire d'un certificat en droit ou d'une formation juridique équivalente est admissible à ce programme, dans la mesure où il y a compatibilité entre la formation et le projet d'études du candidat.

Exigences particulières

En plus des documents relatifs au dossier scolaire qui sont exigés avec le formulaire de demande d'admission, chaque candidat doit présenter un curriculum vitæ, trois lettres de recommandation ainsi qu'un texte d'une page dans lequel il fait part de ses champs d'intérêt et des objectifs qu'il cherche à atteindre par son projet d'études.

Un candidat diplômé hors Québec doit produire, à l'appui de sa candidature, une lettre de recommandation délivrée par son établissement d'origine qui permette d'apprécier la qualité de son dossier par rapport aux autres étudiants de sa promotion.

La maîtrise de la langue française est nécessaire pour la poursuite de ce programme. De plus, le candidat doit posséder une connaissance suffisante de l'anglais écrit.

Depuis la session d'hiver 2013, le candidat qui n'a pas fait ses études primaires et secondaires en français doit passer le Test de français international (TFI). L'obtention d'un résultat égal ou supérieur à 825/990 est une exigence d'admission. L'étudiant doit faire le test avant de soumettre sa demande d'admission.

L'étudiant qui n'obtient pas le résultat minimum peut, sous certaines conditions, être admis de manière conditionnelle dans le programme d'études. Cependant, il doit faire le nécessaire pour satisfaire à l'exigence avant la fin de sa première session d'inscription. Une scolarité d'appoint sera alors recommandée par l'École de langues de l'Université Laval. La réussite du cours FLE-3003, FLE-3311 ou FLE-3312 permet de satisfaire à l'exigence d'admission.

Sélection

Chaque candidature est évaluée par la direction de programme, qui tient compte, dans son évaluation, de la préparation antérieure du candidat, de la qualité de son dossier scolaire, de ses rapports d'appréciation, de sa motivation ainsi que des ressources de la Faculté de droit. Lors de l'admission, la direction de programme peut imposer une scolarité préparatoire d'un ou de plusieurs cours du baccalauréat en droit.

En savoir plus sur les études universitaires au Québec.

DATE LIMITE DE DÉPÔT

La date à respecter pour le dépôt d'une demande d'admission varie selon le profil des candidats. Toute l'information se trouve dans la section Admission.








Structure du programme


ACTIVITÉS DE FORMATION COMMUNES

Cours	Titre	Crédits exigés
DROIT DES AFFAIRES		30








RÈGLE 1 - 21 CRÉDITS PARMIS :

Cours de cheminement		
<u>DRT-6011</u>	Contrats commerciaux internationaux	3
<u>DRT-6020</u>	Création, fusion, acquisition et transmission d'entreprises	3
<u>DRT-6021</u>	L'entreprise et ses modes de financement	3
<u>DRT-6024</u>	Règlement des différends en droit privé interne et international : matières civiles et commerciales	3
<u>DRT-6025</u>	Droit de l'environnement et contrôle de la pollution 	3
<u>DRT-6026</u>	Sujets spéciaux en droit des affaires I	3
<u>DRT-6027</u>	Sujets spéciaux en droit des affaires II	3








<u>DRT-6039</u>	Droits fondamentaux en milieu de travail		3
<u>DRT-6041</u>	Matières civiles et commerciales : droits québécois/européen		3
<u>DRT-6042</u>	Le contrat d'assurance et ses outils de régulation		3
<u>DRT-6047</u>	La responsabilité civile et les nouveaux risques		3
<u>DRT-6048</u>	Droit bancaire international		3
<u>DRT-6056</u>	Gouvernance de l'entreprise		3
<u>DRT-6063</u>	Propriété intellectuelle de l'entreprise et nouvelle économie		3
<u>DRT-6064</u>	Droit des investissements directs étrangers		3
<u>DRT-6065</u>	Droit du commerce électronique		3
<u>DRT-6074</u>	Droit et gestion de la santé et de la sécurité au travail	 	3
<u>DRT-6092</u>	Instruments économiques en droit de l'environnement		3
<u>DRT-6094</u>	Régimes de redressement des entreprises		3
<u>DRT-6114</u>	Aspects comparatifs et internationaux du droit de la concurrence		3
<u>DRT-6125</u>	Droit et gestion des services de santé		3
<u>DRT-6151</u>	Criminalité économique		3
<u>DRT-7001</u>	Cours individualisé		3
<u>DRT-7006</u>	Stage en droit I		3

<u>DRT-7007</u>	Stage en droit II		3
-----------------	-------------------	---	---

RÈGLE 2 - 6 CRÉDITS PARMIS:






















Cours hors cheminement			
<u>DRT-6000</u>	Droit de l'Organisation mondiale du commerce		3
<u>DRT-6001</u>	Libre-échange en Amérique du Nord		3
<u>DRT-6002</u>	Égalité et discrimination		3
<u>DRT-6003</u>	Libertés fondamentales		3
<u>DRT-6007</u>	Théories féministes du droit		3
<u>DRT-6012</u>	Droit international de la propriété intellectuelle		3
<u>DRT-6013</u>	Droit international de l'environnement 		3
<u>DRT-6014</u>	Sujets spéciaux I		3
<u>DRT-6015</u>	Sujets spéciaux II		3
<u>DRT-6016</u>	Sujets spéciaux III		3
<u>DRT-6029</u>	Droit international des droits de la personne		3
<u>DRT-6030</u>	Droit international du travail		3
<u>DRT-6031</u>	Sujets spéciaux en droit international et transnational I		3
<u>DRT-6032</u>	Sujets spéciaux en droit international et transnational II		3
<u>DRT-6038</u>	Droit, gouvernance et développement durable		3

<u>DRT-6040</u>	Fédéralisme, fédérations et identités culturelles			3
<u>DRT-6043</u>	Droit contemporain des contrats			3
<u>DRT-6044</u>	Droit de l'Union européenne			3
<u>DRT-6045</u>	Droit européen des droits de la personne			3
<u>DRT-6046</u>	Sécurité alimentaire mondiale			3
<u>DRT-6049</u>	Droit international de l'enfance			3
<u>DRT-6050</u>	Droit de la biodiversité			3
<u>DRT-6052</u>	Sujets spéciaux en droit de l'environnement I			3
<u>DRT-6053</u>	Sujets spéciaux en droit de l'environnement II			3
<u>DRT-6055</u>	Droit, territoire et peuples autochtones			3
<u>DRT-6059</u>	Droit pénal de l'environnement			3
<u>DRT-6076</u>	Droit international de la culture			3
<u>DRT-6077</u>	Droit international pénal			3
<u>DRT-6090</u>	Sujets spéciaux : droits fondamentaux I			3
<u>DRT-6091</u>	Sujets spéciaux : droits fondamentaux II			3
<u>DRT-6095</u>	Clinique de droit international pénal et humanitaire			3
<u>DRT-6101</u>	Théories de l'interprétation juridique			3

<u>DRT-6102</u>	Recherche empirique en droit		3
<u>DRT-6103</u>	Théories et méthodes du droit comparé		3
<u>DRT-6104</u>	Droit public avancé		3
<u>DRT-6105</u>	Droit civil avancé		3
<u>DRT-6106</u>	Rôle des citoyens dans la protection juridique de l'environnement		3
<u>DRT-6107</u>	Droit des ressources naturelles		3
<u>DRT-6108</u>	Droit de l'énergie		3
<u>DRT-6109</u>	Droit de l'eau		3
<u>DRT-6110</u>	Droit privé et environnement		3
<u>DRT-6111</u>	Justice pénale I		3
<u>DRT-6113</u>	Histoire et théorie des droits fondamentaux		3
<u>DRT-6115</u>	Procédure et preuve en droit international pénal		3
<u>DRT-6116</u>	Droit international des réfugiés		3
<u>DRT-6117</u>	Droit international public avancé		3
<u>DRT-6121</u>	Concours de plaidoirie I		3
<u>DRT-6122</u>	Concours de plaidoirie II		3
<u>DRT-6147</u>	Justice pénale II		3
<u>DRT-</u>	Droit international des droits		

<u>6148</u>	économiques, sociaux et culturels		3
<u>DRT-6149</u>	Droit international humanitaire		3
<u>DRT-6150</u>	Droit de l'Organisation mondiale du commerce avancé		3
<u>DRT-7002</u>	Diversité culturelle et développement durable en droit international		3
<u>DRT-7004</u>	Droit international de la mer		3

RÈGLE 3 - 3 CRÉDITS PARMIS:

Cours hors faculté			
<u>CTB-6007</u>	Comptabilité	 	3
<u>CTB-6099</u>	Écocontrôle et gestion des coûts environnementaux		3
<u>ECN-6956</u>	Économie internationale et firmes multinationales		3
<u>ETH-6002</u>	La décision éthique		3
<u>GSE-6003</u>	Économie	 	3
<u>GSF-6008</u>	Finance corporative	  	3
<u>GSO-6005</u>	Opérations	   	3
<u>MNG-6008</u>	Éthique des affaires		3
<u>MNG-6157</u>	Comportement humain et organisation	  	3
<u>MQT-6002</u>	Aide à la décision	  	3
<u>MRK-6004</u>	Marketing	 	3

Tout étudiant désireux de choisir un cours hors faculté non énuméré dans cette liste peut présenter une demande motivée à la d
programme.

Version: 2014-09-02 14:41:34 / 2014-10-17 11:13:18

DIPLÔME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SPÉCIALISÉES EN DROIT - DROIT INTERNATIONAL ET TRANSNATIONAL

Description officielle

Cette page est à jour en date du 5 août 2014 et constitue la version officielle de ce programme à compter de la session d'hiver 2015. L'Université Laval se réserve le droit de modifier ce programme sans préavis.

DIPLÔME

Diplôme d'études supérieures spécialisées

30
CREDITS
INSCRITS

Renseignements et directives

OBJECTIFS

Le diplôme d'études supérieures spécialisées en droit - droit international et transnational s'adresse à une clientèle variée qui désire acquérir une formation professionnelle spécialisée de haut niveau.

Il doit permettre à l'étudiant d'atteindre les objectifs suivants :

- acquérir une formation professionnelle spécialisée en droit international et transnational;
- analyser, de manière critique, les règles et les pratiques afférentes au droit international et transnational;
- s'ouvrir à l'interdisciplinarité;
- renforcer la capacité d'analyse, l'esprit de synthèse, le raisonnement et l'habileté à communiquer oralement et par écrit;
- accroître les aptitudes à la recherche juridique en traitant par écrit, de façon claire et cohérente, un problème relativement complexe.

RESPONSABLE

Faculté de rattachement

Faculté de droit

Conditions d'admission

SESSION D'ADMISSION

AUTOMNE HIVER

ADMISSIBILITÉ

Exigences générales

Être titulaire d'un baccalauréat en droit, délivré par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent. La moyenne cumulative normalement exigée du titulaire d'un baccalauréat est de 3,00 sur 4,33 (des résultats scolaires jugés équivalents sont exigés pour des études effectuées dans des systèmes scolaires où la notation est différente). Toutefois, l'ensemble du dossier de candidature est pris en compte par la direction des programmes.

Le titulaire d'un baccalauréat dans une autre discipline qui, par ailleurs, est titulaire d'un certificat en droit ou d'une formation juridique équivalente est admissible à ce programme, dans la mesure où il y a compatibilité entre la formation et le projet d'études du candidat.

Exigences particulières

En plus des documents relatifs au dossier scolaire qui sont exigés avec le formulaire de demande d'admission, chaque candidat doit présenter un curriculum vitæ, trois lettres de recommandation ainsi qu'un texte d'une page dans lequel il fait part de ses champs d'intérêt et des objectifs qu'il cherche à atteindre par son projet d'études.

Un candidat diplômé hors Québec doit produire, à l'appui de sa candidature, une lettre de recommandation délivrée par son établissement d'origine qui permette d'apprécier la qualité de son dossier par rapport aux autres étudiants de sa promotion.

La maîtrise de la langue française est nécessaire pour la poursuite de ce programme. De plus, le candidat doit posséder une connaissance suffisante de l'anglais écrit.

Depuis la session d'hiver 2013, le candidat qui n'a pas fait ses études primaires et secondaires en français doit passer le Test de français international (TFI). L'obtention d'un résultat égal ou supérieur à 825/990 est une exigence d'admission. L'étudiant doit faire le test avant de soumettre sa demande d'admission.

L'étudiant qui n'obtient pas le résultat minimum peut, sous certaines conditions, être admis de manière conditionnelle dans le programme d'études. Cependant, il doit faire le nécessaire pour satisfaire à l'exigence avant la fin de sa première session d'inscription. Une scolarité d'appoint sera alors recommandée par l'École de langues de l'Université Laval. La réussite du cours FLE-3003, FLE-3311 ou FLE-3312 permet de satisfaire à l'exigence d'admission.

Sélection

Chaque candidature est évaluée par la direction de programme, qui tient compte, dans son évaluation, de la préparation antérieure du candidat, de la qualité de son dossier scolaire, de ses rapports d'appréciation, de sa motivation ainsi que des ressources de la Faculté de droit. Lors de l'admission, la direction de programme peut imposer une scolarité préparatoire d'un ou de plusieurs cours du baccalauréat en droit.

En savoir plus sur les études universitaires au Québec.

DATE LIMITE DE DÉPÔT

La date à respecter pour le dépôt d'une demande d'admission varie selon le profil des candidats. Toute l'information se trouve dans la section Admission.






Structure du programme

ACTIVITÉS DE FORMATION COMMUNES

Cours	Titre	Crédits exigés
DROIT INTERNATIONAL ET TRANSNATIONAL		30

RÈGLE 1 - 21 CRÉDITS PARMIS:

Cours de cheminement		
<u>DRT-6000</u>	Droit de l'Organisation mondiale du commerce	 3
<u>DRT-6001</u>	Libre-échange en Amérique du Nord	3
<u>DRT-6011</u>	Contrats commerciaux internationaux	3
<u>DRT-6012</u>	Droit international de la propriété intellectuelle	3
<u>DRT-6013</u>	Droit international de l'environnement 	 3
<u>DRT-6024</u>	Règlement des différends en droit privé interne et international : matières civiles et commerciales	3
<u>DRT-6029</u>	Droit international des droits de la personne	3






<u>DRT-6030</u>	Droit international du travail		3
<u>DRT-6031</u>	Sujets spéciaux en droit international et transnational I		3
<u>DRT-6032</u>	Sujets spéciaux en droit international et transnational II		3
<u>DRT-6041</u>	Matières civiles et commerciales : droits québécois/européen		3
<u>DRT-6044</u>	Droit de l'Union européenne		3
<u>DRT-6045</u>	Droit européen des droits de la personne		3
<u>DRT-6046</u>	Sécurité alimentaire mondiale	 	3
<u>DRT-6048</u>	Droit bancaire international		3
<u>DRT-6049</u>	Droit international de l'enfance		3
<u>DRT-6050</u>	Droit de la biodiversité		3
<u>DRT-6064</u>	Droit des investissements directs étrangers		3
<u>DRT-6076</u>	Droit international de la culture		3
<u>DRT-6077</u>	Droit international pénal		3
<u>DRT-6095</u>	Clinique de droit international pénal et humanitaire		3
<u>DRT-6114</u>	Aspects comparatifs et internationaux du droit de la concurrence		3
<u>DRT-6115</u>	Procédure et preuve en droit international pénal		3
<u>DRT-6116</u>	Droit international des réfugiés		3








<u>DRT-6117</u>	Droit international public avancé		3
<u>DRT-6121</u>	Concours de plaidoirie I		3
<u>DRT-6122</u>	Concours de plaidoirie II		3
<u>DRT-6148</u>	Droit international des droits économiques, sociaux et culturels		3
<u>DRT-6149</u>	Droit international humanitaire		3
<u>DRT-6150</u>	Droit de l'Organisation mondiale du commerce avancé		3
<u>DRT-7001</u>	Cours individualisé		3
<u>DRT-7002</u>	Diversité culturelle et développement durable en droit international		3
<u>DRT-7004</u>	Droit international de la mer		3
<u>DRT-7006</u>	Stage en droit I		3
<u>DRT-7007</u>	Stage en droit II		3


RÈGLE 2 - 6 CRÉDITS PARMIS:

Cours hors cheminement

<u>DRT-6002</u>	Égalité et discrimination		3
<u>DRT-6003</u>	Libertés fondamentales		3
<u>DRT-6007</u>	Théories féministes du droit		3
<u>DRT-6014</u>	Sujets spéciaux I		3
<u>DRT-6015</u>	Sujets spéciaux II		3








<u>DRT-6016</u>	Sujets spéciaux III		3
<u>DRT-6020</u>	Création, fusion, acquisition et transmission d'entreprises		3
<u>DRT-6021</u>	L'entreprise et ses modes de financement		3
<u>DRT-6025</u>	Droit de l'environnement et contrôle de la pollution		3
<u>DRT-6026</u>	Sujets spéciaux en droit des affaires I		3
<u>DRT-6027</u>	Sujets spéciaux en droit des affaires II		3
<u>DRT-6038</u>	Droit, gouvernance et développement durable		3
<u>DRT-6039</u>	Droits fondamentaux en milieu de travail		3
<u>DRT-6040</u>	Fédéralisme, fédérations et identités culturelles		3
<u>DRT-6042</u>	Le contrat d'assurance et ses outils de régulation		3
<u>DRT-6043</u>	Droit contemporain des contrats		3
<u>DRT-6047</u>	La responsabilité civile et les nouveaux risques		3
<u>DRT-6052</u>	Sujets spéciaux en droit de l'environnement I		3
<u>DRT-6053</u>	Sujets spéciaux en droit de l'environnement II		3
<u>DRT-6055</u>	Droit, territoire et peuples autochtones		3
<u>DRT-6056</u>	Gouvernance de l'entreprise		3
<u>DRT-6059</u>	Droit pénal de l'environnement		3

<u>DRT-6063</u>	Propriété intellectuelle de l'entreprise et nouvelle économie			3
<u>DRT-6065</u>	Droit du commerce électronique			3
<u>DRT-6074</u>	Droit et gestion de la santé et de la sécurité au travail			3
<u>DRT-6090</u>	Sujets spéciaux : droits fondamentaux I			3
<u>DRT-6091</u>	Sujets spéciaux : droits fondamentaux II			3
<u>DRT-6092</u>	Instruments économiques en droit de l'environnement			3
<u>DRT-6094</u>	Régimes de redressement des entreprises			3
<u>DRT-6101</u>	Théories de l'interprétation juridique			3
<u>DRT-6102</u>	Recherche empirique en droit			3
<u>DRT-6103</u>	Théories et méthodes du droit comparé			3
<u>DRT-6104</u>	Droit public avancé			3
<u>DRT-6105</u>	Droit civil avancé			3
<u>DRT-6106</u>	Rôle des citoyens dans la protection juridique de l'environnement			3
<u>DRT-6107</u>	Droit des ressources naturelles			3
<u>DRT-6108</u>	Droit de l'énergie			3
<u>DRT-6109</u>	Droit de l'eau			3
<u>DRT-6110</u>	Droit privé et environnement			3
<u>DRT-</u>				

<u>6111</u>	Justice pénale I		3
<u>DRT-6113</u>	Histoire et théorie des droits fondamentaux		3
<u>DRT-6125</u>	Droit et gestion des services de santé		3
<u>DRT-6147</u>	Justice pénale II		3
<u>DRT-6151</u>	Criminalité économique		3

RÈGLE 3 - 3 CRÉDITS PARMIS:

Cours hors faculté			
<u>ECN-6601</u>	Problèmes de développement économique dans le contexte international		3
<u>ECN-6602</u>	Problèmes économiques internationaux		3
<u>ECN-6950</u>	Analyse des politiques macroéconomiques		3
<u>ECN-6956</u>	Économie internationale et firmes multinationales		3
<u>ECN-6958</u>	Pauvreté et développement économique		3
<u>ECN-7950</u>	Politiques canadiennes et québécoises du commerce extérieur		3
<u>ECN-7951</u>	Séminaire sur le commerce international		3
<u>ERU-7001</u>	Ruralité et sous-développement		3
<u>ETH-7001</u>	Enjeux théoriques et pratiques de l'éthique appliquée		3
<u>GGR-7017</u>	Problèmes de développement II		3
<u>GGR-_____</u>	Géographie du système agroalimentaire		3

7019			
<u>GGR-7024</u>	Enjeux du développement en Asie		3
<u>GIE-6000</u>	Données fondamentales de la mondialisation	 	3
<u>GIE-6001</u>	Gestion des projets internationaux	 	3
<u>POL-7001</u>	Analyse de la politique étrangère		3
<u>POL-7016</u>	Géopolitique de l'Asie-Pacifique		3
<u>POL-7020</u>	Institutions nord-américaines		3
<u>POL-7022</u>	La paix : problématiques et stratégies		3
<u>POL-7023</u>	La politique étrangère des USA		3
<u>POL-7025</u>	Management public		3
<u>POL-7026</u>	Parlementarisme		3
<u>POL-7034</u>	Institutions internationales		3
<u>POL-7035</u>	Politique et société en Afrique		3
<u>POL-7036</u>	Écopolitique mondiale		3
<u>POL-7040</u>	Problèmes actuels de la démocratie		3
<u>SCR-6004</u>	Islam: tradition et modernité		3
<u>SOC-7044</u>	Environnement et développement durable		4

Tout étudiant désireux de choisir un cours hors faculté non énuméré dans cette liste peut présenter une demande motivée à la d programme.

Version: 2014-09-02 14:41:34 / 2014-11-04 16:50:42

DIPLÔME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SPÉCIALISÉES EN DROIT - DROITS FONDAMENTAUX

Description officielle

Cette page est à jour en date du 7 août 2014 et constitue la version officielle de ce programme à compter de la session d'hiver 2015. L'Université Laval se réserve le droit de modifier ce programme sans préavis.

DIPLÔME

Diplôme d'études supérieures spécialisées

30
CRÉDITS
INSCRITS

Renseignements et directives

OBJECTIFS

Le diplôme d'études supérieures spécialisées en droit - droits fondamentaux s'adresse à une clientèle variée qui désire acquérir une formation professionnelle spécialisée de haut niveau.

Il doit permettre à l'étudiant d'atteindre les objectifs suivants :

- acquérir une formation professionnelle pratique spécialisée en droits fondamentaux;
- analyser de manière critique les règles et les pratiques afférentes aux droits fondamentaux;
- s'ouvrir au droit comparé et à l'interdisciplinarité;
- renforcer la capacité d'analyse, l'esprit de synthèse, le raisonnement et la capacité de communiquer oralement et par écrit;
- accroître les aptitudes à la recherche juridique en traitant par écrit, de façon claire et cohérente, un problème relativement complexe.

RESPONSABLE

Pour information

cycles-superieurs@fd.ulaval.ca

Faculté de rattachement

Faculté de droit

Conditions d'admission

SESSION D'ADMISSION

AUTOMNE HIVER

ADMISSIBILITÉ

Exigences générales

Être titulaire d'un baccalauréat en droit, délivré par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent. La moyenne cumulative normalement exigée du titulaire d'un baccalauréat est de 3,00 sur 4,33 (des résultats scolaires jugés équivalents sont exigés pour des études effectuées dans des systèmes scolaires où la notation est différente). Toutefois, l'ensemble du dossier de candidature est pris en compte par la direction des programmes.

Le titulaire d'un baccalauréat dans une autre discipline qui, par ailleurs, est titulaire d'un certificat en droit ou d'une formation juridique équivalente est admissible à ce programme, dans la mesure où il y a compatibilité entre la formation et le projet d'études du candidat.

Exigences particulières

En plus des documents relatifs au dossier scolaire qui sont exigés avec le formulaire de demande d'admission, chaque candidat doit présenter un curriculum vitæ, trois lettres de recommandation ainsi qu'un texte d'une page dans lequel il fait part de ses champs d'intérêt et des objectifs qu'il cherche à atteindre par son projet d'études.

Un candidat diplômé hors Québec doit produire, à l'appui de sa candidature, une lettre de recommandation délivrée par son établissement d'origine qui permette d'apprécier la qualité de son dossier par rapport aux autres étudiants de sa promotion.

La maîtrise de la langue française est nécessaire pour la poursuite de ce programme. De plus, le candidat doit posséder une connaissance suffisante de l'anglais écrit.

Depuis la session d'hiver 2013, le candidat qui n'a pas fait ses études primaires et secondaires en français doit passer le Test de français international (TFI). L'obtention d'un résultat égal ou supérieur à 825/990 est une exigence d'admission. L'étudiant doit faire le test avant de soumettre sa demande d'admission.

L'étudiant qui n'obtient pas le résultat minimum peut, sous certaines conditions, être admis de manière conditionnelle dans le programme d'études. Cependant, il doit faire le nécessaire pour satisfaire à l'exigence avant la fin de sa première session d'inscription. Une scolarité d'appoint sera alors recommandée par l'École de langues de l'Université Laval. La réussite du cours FLE-3003, FLE-3311 ou FLE-3312 permet de satisfaire à l'exigence d'admission.

Sélection

Chaque candidature est évaluée par la direction de programme, qui tient compte, dans son évaluation, de la préparation antérieure du candidat, de la qualité de son dossier scolaire, de ses rapports d'appréciation, de sa motivation ainsi que des ressources de la Faculté de droit. Lors de l'admission, la direction de programme peut imposer une scolarité préparatoire d'un ou de plusieurs cours du baccalauréat en droit selon la spécialité choisie.

En savoir plus sur les études universitaires au Québec.

DATE LIMITE DE DÉPÔT

La date à respecter pour le dépôt d'une demande d'admission varie selon le profil des candidats. Toute l'information se trouve dans la section Admission.









Structure du programme

ACTIVITÉS DE FORMATION COMMUNES

Cours	Titre	Crédits exigés
DROITS FONDAMENTAUX		30




RÈGLE 1 - 21 CRÉDITS PARMIS:


Cours de cheminement		
<u>DRT-6002</u>	Égalité et discrimination	 3
<u>DRT-6003</u>	Libertés fondamentales	 3
<u>DRT-6007</u>	Théories féministes du droit	3
<u>DRT-6029</u>	Droit international des droits de la personne	3
<u>DRT-6030</u>	Droit international du travail	3
<u>DRT-6039</u>	Droits fondamentaux en milieu de travail	3
<u>DRT-</u>	Droit européen des droits de la	3









6045	personne			
<u>DRT-6046</u>	Sécurité alimentaire mondiale			3
<u>DRT-6049</u>	Droit international de l'enfance			3
<u>DRT-6055</u>	Droit, territoire et peuples autochtones			3
<u>DRT-6076</u>	Droit international de la culture			3
<u>DRT-6077</u>	Droit international pénal			3
<u>DRT-6090</u>	Sujets spéciaux : droits fondamentaux I			3
<u>DRT-6091</u>	Sujets spéciaux : droits fondamentaux II			3
<u>DRT-6095</u>	Clinique de droit international pénal et humanitaire			3
<u>DRT-6104</u>	Droit public avancé			3
<u>DRT-6111</u>	Justice pénale I			3
<u>DRT-6113</u>	Histoire et théorie des droits fondamentaux			3
<u>DRT-6115</u>	Procédure et preuve en droit international pénal			3
<u>DRT-6116</u>	Droit international des réfugiés			3
<u>DRT-6121</u>	Concours de plaidoirie I			3
<u>DRT-6122</u>	Concours de plaidoirie II			3
<u>DRT-6125</u>	Droit et gestion des services de santé			3
<u>DRT-6147</u>	Justice pénale II			3

<u>DRT-6148</u>	Droit international des droits économiques, sociaux et culturels		3
<u>DRT-6149</u>	Droit international humanitaire		3
<u>DRT-6151</u>	Criminalité économique		3
<u>DRT-7002</u>	Diversité culturelle et développement durable en droit international		3
<u>DRT-7006</u>	Stage en droit I		3
<u>DRT-7007</u>	Stage en droit II		3

RÈGLE 2 - 6 CRÉDITS PARMIS:

Cours hors cheminement			
<u>DRT-6000</u>	Droit de l'Organisation mondiale du commerce		3
<u>DRT-6001</u>	Libre-échange en Amérique du Nord		3
<u>DRT-6011</u>	Contrats commerciaux internationaux		3
<u>DRT-6012</u>	Droit international de la propriété intellectuelle		3
<u>DRT-6013</u>	Droit international de l'environnement 		3
<u>DRT-6014</u>	Sujets spéciaux I		3
<u>DRT-6015</u>	Sujets spéciaux II		3
<u>DRT-6016</u>	Sujets spéciaux III		3
<u>DRT-6020</u>	Création, fusion, acquisition et transmission d'entreprises		3
<u>DRT-</u>	L'entreprise et ses modes de		3

<u>6021</u>	financement		
<u>DRT-6024</u>	Règlement des différends en droit privé interne et international : matières civiles et commerciales		3
<u>DRT-6025</u>	Droit de l'environnement et contrôle de la pollution		3
<u>DRT-6026</u>	Sujets spéciaux en droit des affaires I		3
<u>DRT-6027</u>	Sujets spéciaux en droit des affaires II		3
<u>DRT-6031</u>	Sujets spéciaux en droit international et transnational I		3
<u>DRT-6032</u>	Sujets spéciaux en droit international et transnational II		3
<u>DRT-6038</u>	Droit, gouvernance et développement durable		3
<u>DRT-6040</u>	Fédéralisme, fédérations et identités culturelles		3
<u>DRT-6041</u>	Matières civiles et commerciales : droits québécois/européen		3
<u>DRT-6042</u>	Le contrat d'assurance et ses outils de régulation		3
<u>DRT-6043</u>	Droit contemporain des contrats		3
<u>DRT-6044</u>	Droit de l'Union européenne		3
<u>DRT-6047</u>	La responsabilité civile et les nouveaux risques		3
<u>DRT-6048</u>	Droit bancaire international		3
<u>DRT-6050</u>	Droit de la biodiversité		3
<u>DRT-6052</u>	Sujets spéciaux en droit de l'environnement I		3
<u>DRT-</u>	Sujets spéciaux en droit de		

6053	l'environnement II		3
DRT-6056	Gouvernance de l'entreprise		3
DRT-6059	Droit pénal de l'environnement		3
DRT-6063	Propriété intellectuelle de l'entreprise et nouvelle économie		3
DRT-6064	Droit des investissements directs étrangers		3
DRT-6065	Droit du commerce électronique		3
DRT-6074	Droit et gestion de la santé et de la sécurité au travail	 	3
DRT-6092	Instruments économiques en droit de l'environnement		3
DRT-6094	Régimes de redressement des entreprises		3
DRT-6101	Théories de l'interprétation juridique		3
DRT-6102	Recherche empirique en droit		3
DRT-6103	Théories et méthodes du droit comparé		3
DRT-6105	Droit civil avancé		3
DRT-6106	Rôle des citoyens dans la protection juridique de l'environnement		3
DRT-6107	Droit des ressources naturelles		3
DRT-6108	Droit de l'énergie		3
DRT-6109	Droit de l'eau		3
DRT-	Droit privé et environnement		3

6110

<u>DRT-6114</u>	Aspects comparatifs et internationaux du droit de la concurrence		3
<u>DRT-6117</u>	Droit international public avancé		3
<u>DRT-6150</u>	Droit de l'Organisation mondiale du commerce avancé		3
<u>DRT-7001</u>	Cours individualisé		3
<u>DRT-7004</u>	Droit international de la mer		3

RÈGLE 3 - 3 CRÉDITS PARMIS:

Cours hors faculté			
<u>ECN-6958</u>	Pauvreté et développement économique		3
<u>ERU-7001</u>	Ruralité et sous-développement		3
<u>ERU-7005</u>	Gestion du développement agricole et rural		3
<u>ETH-6003</u>	Théories morales contemporaines		3
<u>ETH-7001</u>	Enjeux théoriques et pratiques de l'éthique appliquée		3
<u>GGR-7004</u>	Géographie culturelle		3
<u>PHI-7202</u>	Droit, éthique et société		3
<u>PHI-7205</u>	Théories de la justice sociale		3
<u>PHI-7206</u>	Questions de métaéthique		3
<u>PHI-7207</u>	Notions fondamentales d'éthique		3
<u>POL-7011</u>	États de droit, religions et sectes: analyse comparée		3
<u>POL-</u>			

<u>7014</u>	Féminisme et politique	3
<u>POL-7017</u>	Groupes d'intérêt et représentation démocratique	3
<u>POL-7033</u>	Mouvements sociaux et idéologies politiques	3
<u>POL-7035</u>	Politique et société en Afrique	3
<u>POL-7036</u>	Écopolitique mondiale	3
<u>POL-7040</u>	Problèmes actuels de la démocratie	3
<u>POL-7042</u>	Questions stratégiques contemporaines	3
<u>SOC-6000</u>	Lectures dirigées	4
<u>SOC-7015</u>	Séminaire sur l'identité contemporaine	4
<u>SOC-7020</u>	Échanges, réseaux et sociabilité	4
<u>SOC-7027</u>	Fondements du lien social	4
<u>SOC-7032</u>	Questions de développement : Politiques sociales comparées	4
<u>SOC-7044</u>	Environnement et développement durable	4
<u>SVS-7005</u>	Études féministes : théories, enjeux et pratiques	3
<u>SVS-7017</u>	Diversité sexuelle et intervention sociale	3
<u>SVS-7018</u>	Diversité culturelle et intervention sociale	3

Tout étudiant désireux de suivre un cours hors faculté non énuméré dans cette liste peut présenter une demande motivée à la d programme.

DOCTORAT EN DROIT (LL. D.)

Présentation générale

Recherche dans le domaine

RECHERCHE À LA FACULTÉ

Un nombre considérable de projets de recherche mobilisent les professeurs de la Faculté dans différents domaines du droit. Une bonne partie d'entre eux est d'ailleurs financée par les plus importants organismes au pays. Si vous choisissez de poursuivre vos études aux cycles supérieurs, il vous sera possible de collaborer à leurs travaux de recherche, et d'allier ce travail à votre formation.

La Faculté de droit compte 14 chaires, centres et groupes de recherche:

- Centre d'études en droit économique (CÉDÉ)
- Chaire de recherche du Canada en droit de l'environnement (CRCDE)
- Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires (CRDIP)
- Chaire de rédaction juridique Louis-Philippe-Pigeon (CRJ)
- Clinique de droit international pénal et humanitaire (CDIPH)
- Groupe de recherche en droit des services financiers (GRDSF)
- Groupe d'études en droits et libertés (GEDEL)
- Chaire d'études maghrébines
- Groupe de recherche sur les aspects juridiques internationaux et transnationaux de l'intégration économique (AJIT)
- Groupe de recherche pour l'avancement de la fiscalité et des finances publiques (GRAFFIP)
- Cercle Europe
- Réseau international des juristes pour la diversité des expressions culturelles (RIJDEC)
- Chaire Jean-Monnet en intégration européenne de l'Université Laval
- Chaire de recherche du Canada sur la justice internationale pénale et les droits fondamentaux

La Faculté se démarque par l'excellence de ses étudiants aux cycles supérieurs. Plusieurs thèses et mémoires des étudiants ont d'ailleurs été primés à l'échelle nationale et internationale. De plus, une bibliothèque comprenant une collection exhaustive de sources juridiques fédérales, québécoises et internationales vous donnera accès à plusieurs outils pour réussir vos études.

DIRECTEURS DE RECHERCHE

Responsabilité civile, santé et sécurité des consommateurs, droit des contrats, droit européen.
Marie-Ève Arbour

Droit d'auteur, sociologie du droit, politiques culturelles.
Georges Azzaria

Droit de la mer (Arctique), mondialisation et protection de l'environnement, développement durable, responsabilités communes mais différenciées, droit international de l'environnement.

Kristin Bartenstein

Droit des obligations, droit des assurances.

André Bélanger

Critique identitaire, théorie du droit, histoire de la pensée juridique, analyse féministe du droit, médiation familiale, pouvoir judiciaire, opinions dissidentes sur les motifs et sur les résultats, droit comparé.

Marie-Claire Belleau

Droit civil (français et québécois), plus particulièrement droit des biens et droit des sûretés.

Aurore Benadiba

Droit économique, droit de l'entreprise, droit des sociétés, droit des PME, les aspects juridiques du commerce électronique, droit de la concurrence et de la distribution.

Charlaine Bouchard

Publicité foncière, cadastre, droit des biens, droit notarial.

François Brochu

Droit constitutionnel, droit constitutionnel comparé, fédéralisme, partage des compétences, droits de la personne.

Eugénie Brouillet

Droits et libertés de la personne, droit du travail.

Christian Brunelle

Droit international public, droit international économique, aspects juridiques de l'intégration économique régionale et internationale, droit constitutionnel et fédéralisme.

Charles-Emmanuel Côté

Droit des sociétés par actions, droit des valeurs mobilières, gouvernance des entreprises.

Raymonde Crête

Droit civil et économique, droit des obligations, droit comparé (droit civil et common law), théorie et histoire du droit.

Michelle Cumyn

Droit international public, droit humanitaire international, droit européen, droit international des droits de la personne.

Olivier Delas

Droit des sûretés, droit des contrats, droit de la faillite et de l'insolvabilité.

Jacques Deslauriers

Droit criminel, droits et libertés de la personne, droit de l'enfance et de la jeunesse.

Julie Desrosiers

Droit économique, droit de la concurrence, protection du consommateur, formes juridiques d'entreprises, droit comparé, droit transnational (CEDEAO, UEMOA, OHADA, UE).

Karounga Diawara

Droit des services financiers, gouvernance des entreprises, aspects juridiques de la gestion de patrimoine, droit des sociétés par actions, droit des valeurs mobilières, financement d'entreprise, droit disciplinaire et professionnel.

Cynthia Duclos

Responsabilité civile, assurance automobile, évaluation du préjudice corporel, contrats, protection du consommateur.

Daniel Gardner

Droit de la famille, droit des personnes, droit de l'enfance et protection de la jeunesse.

Dominique Goubau

Droit international humanitaire, droit international pénal, droit international des droits de la personne, droit international des réfugiés.

Julia Grignon

Droit international économique, droit de l'OMC et préférences collectives, diversité culturelle, culture et développement durable, droit international public.

Véronique Guèvremont

Droit international privé, droit civil, droit comparé, procédure civile.

Sylvette Guillemard

Droit de l'environnement, droit pénal de l'environnement, développement durable, protection de l'Arctique, nouveaux modes de régulation.

Paule Halley

Droit social, droit administratif, science législative, théorie du droit, histoire du droit public.

Pierre Issalys

Droit bancaire, droit du commerce électronique, droit de la consommation, droit des sociétés par actions.

Marc Lacoursière

Droit du travail, droit de la santé et de la sécurité au travail, droits et libertés de la personne.

Anne-Marie Laflamme

Droit international pénal, droit pénal canadien, droit international humanitaire, droit international et interne des droits de la personne.

Fannie Lafontaine

Droits et libertés de la personne (international et interne), pluralisme culturel et droit, droit administratif, droit du travail.

Louis-Philippe Lampron

Droit civil québécois, droit civil français, droit et religions, droit comparé, théorie du droit.

Christelle Landheer-Cieslak

Théories féministes, droit des femmes, discrimination, harcèlement sexuel, droit des contrats, droit de la responsabilité civile, violence faite aux femmes, droits de la personne.

Louise Langevin

Fiscalité, politique fiscale, fiscalité des sociétés internationales, problèmes sociaux touchant la fiscalité.

André Lareau

Méthodologie du droit, méthodologie de la recherche, rédaction juridique, droit professionnel, droit disciplinaire, légistique, interprétation des lois, droit comparé.

Lucie Lauzière

Droit international de l'environnement, droit de l'environnement, développement durable, principe des responsabilités communes mais différenciées, aménagement durable du territoire.

Sophie Lavallée

Droit administratif et judiciaire.

Pierre Lemieux

Droit des obligations, droit civil, droit constitutionnel.

Frédéric Lévesque

Philosophie du droit, méthodologie juridique, épistémologie juridique, logique et argumentation en droit, droit comparé, droit autochtone et politique autochtone.

Bjarne Melkevik

Droit des personnes, droit de la famille, droit des successions, droit notarial, production et évolution du droit.

Christine Morin

Droit constitutionnel et droit des autochtones.

Geneviève Motard

Droit des biens, contrats spéciaux, sûretés, droit criminel économique et droit civil économique.

Mario Naccarato

Droit civil, histoire du droit québécois, histoire de la culture juridique québécoise.

Sylvio Normand

Droit international économique, accords de l'OMC, ALÉNA, libre-échange dans les Amériques, mesures sanitaires et phytosanitaires, santé et commerce, droit des investissements, règlement des différends économiques.

Richard Ouellet

Droit de l'agroalimentaire national et international, sécurité alimentaire, droit international public.

Geneviève Parent

Droit pénal, droit comparé, droit civil.

Pierre Rainville

Droit du travail et de l'emploi, droit international du travail, droits et libertés de la personne, droits économiques et sociaux.

Dominic Roux

Interprétation des lois, droits et libertés de la personne, méthodologie du droit.

Mélanie Samson

Preuve et procédure pénale, droit pénal, pénologie, droit comparé.

Alexandre Stylios

Droit constitutionnel, droit public comparé, droits et libertés de la personne et droit administratif.

Patrick Taillon

Droit des sociétés, droit des marchés financiers, gouvernance de l'entreprise, responsabilité sociale des entreprises, théorie des organisations, normes comptables et financières, droit de l'entreprise.

Ivan Tchotourian

Droit des sociétés par actions, droit de l'entreprise, principes fondamentaux du droit criminel et pénal (excluant procédure et preuve), droit successoral, droit des individus et de leurs animaux domestiques.

Jean Turgeon

Droit du commerce international, droit international privé, droit de la propriété intellectuelle, droit comparé.

Sophie Verville

Droit constitutionnel; droits et libertés de la personne; droits économiques sociaux et culturels; sociologie du droit et recherche empirique; pluralisme; théorie du droit; droit, politiques publiques et inégalités sociales.

Christine Vézina

Description officielle

Cette page est à jour en date du 18 juin 2014 et constitue la version officielle de ce programme à compter de la session d'automne 2014. L'Université Laval se réserve le droit de modifier ce programme sans préavis.

GRADE

Docteur en droit (LL. D.)

90
CREDITS
INSCRITS

Renseignements et directives

OBJECTIFS

Ce programme vise à former des chercheurs autonomes, capables d'apporter une contribution substantielle à l'avancement des connaissances de la science juridique.

Il doit permettre à l'étudiant d'atteindre les objectifs suivants :

- poursuivre des recherches originales, de façon autonome;
- contribuer, de façon substantielle et directe, à l'avancement des connaissances;
- interpréter des données relativement complexes;
- acquérir un esprit critique envers sa discipline.

RESPONSABLE

Directeur du programme

Dominic Roux

418 656-2131 poste 2956

Télécopieur: 418 656-7714

cycles-superieurs@fd.ulaval.ca

Pour information

Sylvain Lavoie

Conseiller à la gestion des études

418 656-3511 poste 5221

Télécopieur: 418 656-7714

sylvain.lavoie@fd.ulaval.ca

Faculté de rattachement

Faculté de droit

SOUTIEN FINANCIER

Bourses de réussite de la Faculté des études supérieures et postdoctorales de 16 000 \$

Tout étudiant admis au doctorat et inscrit à temps complet de manière ininterrompue se voit accorder un montant de 16 000 \$, payable en versements étalés en fonction, principalement, de la progression des études. Ce montant est cumulable avec toute autre bourse.

Bourses d'excellence

La Faculté de droit et des donateurs externes offrent plusieurs bourses d'excellence, telles que la bourse d'excellence en droit Augustin-Norbert Morin, d'une valeur de 45 000 \$, les bourses d'accueil de 5 000 \$ et les bourses de rédaction de thèse de 5 000 \$. Pour plus d'information au sujet de ces bourses, visiter le site de la Faculté de droit.

Consulter le Guide sur la préparation des demandes de bourses aux organismes subventionnaires en appui à la rédaction des demandes de bourses.

REMARQUES SUR LES COURS

Durant son programme, l'étudiant peut suivre un cours de deuxième cycle optionnel en lien avec son sujet de thèse.

L'inscription à ce cours doit être approuvée conjointement par le directeur de recherche et la direction des programmes de 2^e et 3^e cycles.

TRAVAIL DE RÉDACTION

La thèse est un travail d'envergure d'environ 350 pages portant sur un sujet original. La prélecture est une étape obligatoire de l'évaluation de la thèse dans ce programme. Elle consiste à faire lire la version originale de la thèse par un professeur non impliqué dans le travail de l'étudiant avant que ne soit donnée l'autorisation de déposer la version qui sera soumise à l'évaluation par un jury. La thèse est évaluée par quatre examinateurs, dont au moins un professeur de l'extérieur. Il y a soutenance publique.

Conditions d'admission

SESSION D'ADMISSION

AUTOMNE HIVER ÉTÉ

ADMISSIBILITÉ

Exigences générales

Être titulaire d'une maîtrise en droit, délivrée par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent. Un candidat dont la formation de deuxième cycle ne comporte aucun travail substantiel de recherche n'est pas admissible, sauf si l'ensemble de son dossier témoigne d'une capacité de mener à terme, de manière autonome, un projet de recherche d'envergure.

Exigences particulières

En plus des documents relatifs au dossier scolaire et qui sont exigés avec le formulaire de demande d'admission, chaque candidat doit présenter un curriculum vitæ, trois lettres de recommandation, la version électronique de son mémoire, ainsi qu'un texte d'environ deux pages dans lequel il fait part de ses champs d'intérêt et des objectifs qu'il cherche à atteindre par son projet d'études. De plus, il doit exposer dans un texte d'environ trois pages son projet d'études doctorales. Cette présentation doit comprendre le titre provisoire de la thèse, une esquisse du sujet de recherche, une ébauche de plan et une bibliographie sommaire.

Lorsque le dossier d'admission est jugé admissible par la direction des programmes de 2^e et 3^e cycles, un professeur de la Faculté contacte le candidat afin de discuter de sa candidature et du projet de recherche qu'il a soumis. Si cet entretien est concluant, une offre d'admission est faite, et le directeur est officiellement désigné par la direction de programmes.

La maîtrise de la langue française est nécessaire pour la poursuite de ce programme. Le candidat qui n'a pas fait ses études primaires et secondaires en français doit passer le Test de français international (TFI), ou l'équivalent, et obtenir la note minimale de 825/990. De plus, le candidat doit posséder une connaissance suffisante de l'anglais écrit.

Sélection

Chaque candidature est évaluée par la direction de programme, qui tient compte, dans son évaluation, de la préparation antérieure du candidat, de la qualité de son dossier scolaire, de ses rapports d'appréciation, de son aptitude à la recherche, de sa motivation ainsi que des ressources de la Faculté de droit. Dans certains cas, lors de l'admission, la direction de programme peut imposer une scolarité préparatoire.

En savoir plus sur les études universitaires au Québec.

DATE LIMITE DE DÉPÔT

L'admission dans les programmes d'études aux cycles supérieurs n'est pas contingentée. Il est donc possible de déposer une demande d'admission en tout temps. Pour déposer une demande d'admission tardive, communiquer avec la direction des programmes de 2^e et 3^e cycles à cycles-supérieurs@fd.ulaval.ca.

Pour connaître les dates cibles pour déposer une demande d'admission, consulter la page Admission.

Structure du programme

ACTIVITÉS DE FORMATION COMMUNES

Cours	Titre	Crédits exigés
DROIT		25
<u>DRT-7000</u>	Méthodologie avancée en droit	3
<u>DRT-7005</u>	Séminaire de professeur invité	1

<u>DRT-8001</u>	Examen de thèse : volet rétrospectif		3
<u>DRT-8002</u>	Examen de thèse : volet prospectif		3
<u>DRT-8003</u>	Épistémologie juridique		3
<u>DRT-8004</u>	Élaboration du projet de thèse		6
<u>DRT-8005</u>	Lectures dirigées de doctorat I		3
<u>DRT-8006</u>	Lectures dirigées de doctorat II		3

RECHERCHE

L'étudiant doit réaliser toutes les activités de recherche prévues dans son programme.

<u>DRT-8811</u>	Activité de recherche - thèse 1		3
<u>DRT-8812</u>	Activité de recherche - thèse 2		3
<u>DRT-8813</u>	Activité de recherche - thèse 3		7/activité temps complet
<u>DRT-8814</u>	Activité de recherche - thèse 4		9/activité temps complet
<u>DRT-8815</u>	Activité de recherche - thèse 5		10/activité temps complet
<u>DRT-8816</u>	Activité de recherche - thèse 6		11/activité temps complet
<u>DRT-8817</u>	Activité de recherche - thèse 7		11/activité temps complet
<u>DRT-8818</u>	Activité de recherche - thèse 8		11/activité temps complet

MAÎTRISE EN DROIT - AVEC MÉMOIRE (LL. M.)

Présentation générale

Recherche dans le domaine

RECHERCHE À LA FACULTÉ

Un nombre considérable de projets de recherche mobilisent les professeurs de la Faculté dans différents domaines du droit. Une bonne partie d'entre eux est d'ailleurs financée par les plus importants organismes au pays. Si vous choisissez de poursuivre vos études aux cycles supérieurs, il vous sera possible de collaborer à leurs travaux de recherche, et d'allier ce travail à votre formation.

La Faculté de droit compte 14 chaires, centres et groupes de recherche:

- Centre d'études en droit économique (CÉDÉ)
- Chaire de recherche du Canada en droit de l'environnement (CRCDE)
- Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires (CRDIP)
- Chaire de rédaction juridique Louis-Philippe-Pigeon (CRJ)
- Clinique de droit international pénal et humanitaire (CDIPH)
- Groupe de recherche en droit des services financiers (GRDSF)
- Groupe d'études en droits et libertés (GEDEL)
- Chaire d'études maghrébines
- Groupe de recherche sur les aspects juridiques internationaux et transnationaux de l'intégration économique (AJIT)
- Groupe de recherche pour l'avancement de la fiscalité et des finances publiques (GRAFFIP)
- Cercle Europe
- Réseau international des juristes pour la diversité des expressions culturelles (RIJDEC)
- Chaire Jean-Monnet en intégration européenne de l'Université Laval
- Chaire de recherche du Canada sur la justice internationale pénale et les droits fondamentaux

La Faculté se démarque par l'excellence de ses étudiants aux cycles supérieurs. Plusieurs thèses et mémoires des étudiants ont d'ailleurs été primés à l'échelle nationale et internationale. De plus, une bibliothèque comprenant une collection exhaustive de sources juridiques fédérales, québécoises et internationales vous donnera accès à plusieurs outils pour réussir vos études.

DIRECTEURS DE RECHERCHE

Responsabilité civile, santé et sécurité des consommateurs, droit des contrats, droit européen.

Marie-Ève Arbour

Droit d'auteur, sociologie du droit, politiques culturelles.

Georges Azzaria

Droit de la mer (Arctique), mondialisation et protection de l'environnement, développement durable, responsabilités communes mais différenciées, droit international de l'environnement.

Kristin Bartenstein

Droit des obligations, droit des assurances.

André Bélanger

Critique identitaire, théorie du droit, histoire de la pensée juridique, analyse féministe du droit, médiation familiale, pouvoir judiciaire, opinions dissidentes sur les motifs et sur les résultats, droit comparé.

Marie-Claire Belleau

Droit civil (français et québécois), plus particulièrement droit des biens et droit des sûretés.

Aurore Benadiba

Droit économique, droit de l'entreprise, droit des sociétés, droit des PME, les aspects juridiques du commerce électronique, droit de la concurrence et de la distribution.

Charlaine Bouchard

Publicité foncière, cadastre, droit des biens, droit notarial.

François Brochu

Droit constitutionnel, droit constitutionnel comparé, fédéralisme, partage des compétences, droits de la personne.

Eugénie Brouillet

Droits et libertés de la personne, droit du travail.

Christian Brunelle

Droit international public, droit international économique, aspects juridiques de l'intégration économique régionale et internationale, droit constitutionnel et fédéralisme.

Charles-Emmanuel Côté

Droit des sociétés par actions, droit des valeurs mobilières, gouvernance des entreprises.

Raymonde Crête

Droit civil et économique, droit des obligations, droit comparé (droit civil et common law), théorie et histoire du droit.

Michelle Cumyn

Droit international public, droit humanitaire international, droit européen, droit international des droits de la personne.

Olivier Delas

Droit des sûretés, droit des contrats, droit de la faillite et de l'insolvabilité.

Jacques Deslauriers

Droit criminel, droits et libertés de la personne, droit de l'enfance et de la jeunesse.

Julie Desrosiers

Droit judiciaire.

Denis Ferland

Responsabilité civile, assurance automobile, évaluation du préjudice corporel, contrats, protection du consommateur.

Daniel Gardner

Droit de la famille, droit des personnes, droit de l'enfance et protection de la jeunesse.

Dominique Goubau

Droit international économique, droit de l'OMC et préférences collectives, diversité culturelle, culture et développement durable, droit international public.

Véronique Guèvremont

Droit international privé, droit civil, droit comparé, procédure civile.

Sylvette Guillemard

Droit de l'environnement, droit pénal de l'environnement, développement durable, protection de l'Arctique, nouveaux modes de régulation.

Paule Halley

Droit social, droit administratif, science législative, théorie du droit, histoire du droit public.

Pierre Issalys

Droit bancaire, droit du commerce électronique, droit de la consommation, droit des sociétés par actions.

Marc Lacoursière

Droit du travail, droit de la santé et de la sécurité au travail, droits et libertés de la personne.

Anne-Marie Laflamme

Droit international pénal, droit pénal canadien, droit international humanitaire, droit international et interne des droits de la personne.

Fannie Lafontaine

Droits et libertés de la personne (international et interne), pluralisme culturel et droit, droit administratif, droit du travail.

Louis-Philippe Lampron

Droit civil québécois, droit civil français, droit et religions, droit comparé, théorie du droit.

Christelle Landheer-Cieslak

Théories féministes, droit des femmes, discrimination, harcèlement sexuel, droit des contrats, droit de la responsabilité civile, violence faite aux femmes, droits de la personne.

Louise Langevin

Fiscalité, politique fiscale, fiscalité des sociétés internationales, problèmes sociaux touchant la fiscalité.

André Lareau

Méthodologie du droit, méthodologie de la recherche, rédaction juridique, droit professionnel, droit disciplinaire, légistique, interprétation des lois, droit comparé.

Lucie Lauzière

Droit international de l'environnement, droit de l'environnement, développement durable, principe des responsabilités communes mais différenciées, aménagement durable du territoire.

Sophie Lavallée

Droit administratif, droit public économique.

Denis Lemieux

Droit administratif et judiciaire.

Pierre Lemieux

Philosophie du droit, méthodologie juridique, épistémologie juridique, logique et argumentation en droit, droit comparé, droit autochtone et politique autochtone.

Bjarne Melkevik

Droit des personnes, droit de la famille, droit des successions, droit notarial, production et évolution du droit.

Christine Morin

Droit constitutionnel et droit des autochtones.

Geneviève Motard

Droit des biens, contrats spéciaux, sûretés, droit criminel économique et droit civil économique.

Mario Naccarato

Droit civil, histoire du droit québécois, histoire de la culture juridique québécoise.

Sylvio Normand

Droit international économique, accords de l'OMC, ALÉNA, libre-échange dans les Amériques, mesures sanitaires et phytosanitaires, santé et commerce, droit des investissements, règlement des différends économiques.

Richard Ouellet

Droit de l'agroalimentaire national et international, sécurité alimentaire, droit international public.

Geneviève Parent

Droit international privé, droit du commerce international, arbitrage, procédure civile, droits linguistiques.

Alain Prujiner

Droit pénal, droit comparé, droit civil.

Pierre Rainville

Droit municipal, droit administratif, droit de l'aménagement, méthodologie juridique.

Gilles Rousseau

Droit du travail et de l'emploi, droit international du travail, droits et libertés de la personne, droits économiques et sociaux, théorie du droit.

Dominic Roux

Droit constitutionnel, droit public comparé, droits et libertés de la personne et droit administratif.

Patrick Taillon

Droit des sociétés par actions, droit de l'entreprise, principes fondamentaux du droit criminel et pénal (excluant procédure et preuve), droit successoral, droit des individus et de leurs animaux domestiques.

Jean Turgeon

Droit du commerce international, droit international privé, droit de la propriété intellectuelle, droit comparé.

Sophie Verville

Description officielle

Cette page est à jour en date du 5 août 2014 et constitue la version officielle de ce programme à compter de la session d'hiver 2015. L'Université Laval se réserve le droit de modifier ce programme sans préavis.

GRADE

Maître en droit (LL. M.)

45

CREDITS
INSCRITS

Renseignements et directives

OBJECTIFS

Ce programme vise à accroître les aptitudes à la recherche juridique. Il met l'accent sur la formation méthodologique tant durant la scolarité que durant la rédaction du mémoire.

Cette maîtrise privilégie les axes d'enseignement et de recherche suivants : environnement, santé et droit; droits fondamentaux et droits collectifs; droit de l'environnement, de l'aménagement et des collectivités locales; droit des personnes et de la famille; droit et société; droit international et transnational; droit de l'entreprise.

Des cours sont également offerts dans d'autres secteurs du droit. De même, le mémoire peut porter sur tout sujet juridique qui cadre avec les vastes ressources humaines et documentaires de la Faculté.

Ce programme doit permettre à l'étudiant d'atteindre les objectifs suivants :

- acquérir une spécialité juridique et une formation avancée en méthodologie du droit;
- rendre l'étudiant capable d'utiliser ses connaissances et son expérience avec un esprit critique;
- développer l'esprit d'analyse et de synthèse;
- apprendre à présenter par écrit un travail de recherche d'une certaine complexité;
- permettre à l'étudiant de s'adapter à des situations nouvelles.

RESPONSABLE

Directeur du programme

Dominic Roux

418 656-2131 poste 2956

Télécopieur: 418 656-7714

cycles-superieurs@fd.ulaval.ca

Pour information

Sylvain Lavoie

Conseiller à la gestion des études

418 656-2131 poste 5221

Télécopieur: 418 656-7714

sylvain.lavoie@fd.ulaval.ca

Faculté de rattachement

Faculté de droit

SOUTIEN FINANCIER

Fonds de soutien financier facultaire

Outre les diverses bourses au mérite de 5 000 \$ à 10 000 \$ offertes par la Faculté de droit (www.ulaval.ca/fd), un montant de 1 500 \$ est octroyé à tout étudiant inscrit à la maîtrise qui dépose son mémoire, avec l'approbation de son directeur de

recherche, au plus tard pendant la sixième session suivant son admission au programme, pour l'évaluation par le jury.

Conditions d'admission

SESSION D'ADMISSION

AUTOMNE HIVER ÉTÉ

ADMISSIBILITÉ

Exigences générales

Être titulaire d'un baccalauréat en droit, délivré par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent. La moyenne cumulative normalement exigée du titulaire d'un baccalauréat est de 3,00 sur 4,33 (des résultats scolaires jugés équivalents sont exigés pour des études effectuées dans des systèmes scolaires où la notation est différente). Toutefois, l'ensemble du dossier de candidature est pris en compte par la direction des programmes.

Le titulaire d'un baccalauréat dans une autre discipline qui, par ailleurs, est titulaire d'un certificat en droit ou d'une formation juridique équivalente est admissible à ce programme, dans la mesure où il y a compatibilité entre la formation et le projet d'études du candidat.

Exigences particulières

En plus des documents relatifs au dossier scolaire qui sont exigés avec le formulaire de demande d'admission, chaque candidat doit présenter un curriculum vitæ, trois lettres de recommandation ainsi qu'un texte d'environ deux pages dans lequel il fait part de ses champs d'intérêt et des objectifs qu'il cherche à atteindre par son projet d'études. De plus, il doit exposer, dans un texte d'une page, le sujet de recherche qu'il compte entreprendre dans le cadre de son mémoire.

Un candidat diplômé hors Québec doit produire, à l'appui de sa candidature, une lettre de recommandation délivrée par son établissement d'origine qui permette d'apprécier la qualité de son dossier par rapport aux autres étudiants de sa promotion.

La maîtrise de la langue française est nécessaire pour la poursuite de ce programme. De plus, le candidat doit posséder une connaissance suffisante de l'anglais écrit.

Depuis la session d'hiver 2013, le candidat qui n'a pas fait ses études primaires et secondaires en français doit passer le Test de français international (TFI). L'obtention d'un résultat égal ou supérieur à 825/990 est une exigence d'admission. L'étudiant doit faire le test avant de soumettre sa demande d'admission.

L'étudiant qui n'obtient pas le résultat minimum peut, sous certaines conditions, être admis de manière conditionnelle dans le programme d'études. Cependant, il doit faire le nécessaire pour satisfaire à l'exigence avant la fin de sa première session d'inscription. Une scolarité d'appoint sera alors recommandée par l'École de langues de l'Université Laval. La réussite du cours FLE-3003, FLE-3311 ou FLE-3312 permet de satisfaire à l'exigence d'admission.

Sélection

Chaque candidature est évaluée par la direction de programme, qui tient compte, dans son évaluation, de la préparation antérieure du candidat, de la qualité de son dossier scolaire, de ses rapports d'appréciation, de son aptitude à la recherche, de sa motivation ainsi que des ressources de la Faculté de droit. Dans certains cas, lors de l'admission, la direction de programme peut imposer une scolarité préparatoire.

Recherchistes à la magistrature

La personne qui effectue le stage du Barreau du Québec à titre de recherchiste à la Cour d'appel du Québec ou à la Cour

supérieure du Québec et qui s'inscrit à la maîtrise avec mémoire peut, à certaines conditions, obtenir une équivalence de scolarité de 9 crédits.







En savoir plus sur les études universitaires au Québec.





DATE LIMITE DE DÉPÔT

La date à respecter pour le dépôt d'une demande d'admission varie selon le profil des candidats. Toute l'information se trouve dans la section Admission.






Structure du programme







ACTIVITÉS DE FORMATION COMMUNES









Cours	Titre		Crédits exigés
DROIT			19
<u>DRT-6080</u>	Lectures dirigées de maîtrise I		3
<u>DRT-6124</u>	Élaboration et présentation du projet de mémoire		3
<u>DRT-7000</u>	Méthodologie avancée en droit		3
<u>DRT-7005</u>	Séminaire de professeur invité		1
RÈGLE 1 - 9 CRÉDITS PARMIS :			
<u>DRT-6000</u>	Droit de l'Organisation mondiale du commerce		3
<u>DRT-6001</u>	Libre-échange en Amérique du Nord		3
<u>DRT-6002</u>	Égalité et discrimination		3
<u>DRT-6003</u>	Libertés fondamentales		3

<u>DRT-6007</u>	Théories féministes du droit			3
<u>DRT-6011</u>	Contrats commerciaux internationaux			3
<u>DRT-6012</u>	Droit international de la propriété intellectuelle			3
<u>DRT-6013</u>	Droit international de l'environnement			3
<u>DRT-6014</u>	Sujets spéciaux I			3
<u>DRT-6015</u>	Sujets spéciaux II			3
<u>DRT-6016</u>	Sujets spéciaux III			3
<u>DRT-6020</u>	Création, fusion, acquisition et transmission d'entreprises			3
<u>DRT-6021</u>	L'entreprise et ses modes de financement			3
<u>DRT-6024</u>	Règlement des différends en droit privé interne et international : matières civiles et commerciales			3
<u>DRT-6025</u>	Droit de l'environnement et contrôle de la pollution			3
<u>DRT-6026</u>	Sujets spéciaux en droit des affaires I			3
<u>DRT-6027</u>	Sujets spéciaux en droit des affaires II			3
<u>DRT-6029</u>	Droit international des droits de la personne			3
<u>DRT-6030</u>	Droit international du travail			3
<u>DRT-6031</u>	Sujets spéciaux en droit international et transnational I			3
<u>DRT-6032</u>	Sujets spéciaux en droit international et transnational II			3



<u>DRT-6038</u>	Droit, gouvernance et développement durable		3
<u>DRT-6039</u>	Droits fondamentaux en milieu de travail		3
<u>DRT-6040</u>	Fédéralisme, fédérations et identités culturelles		3
<u>DRT-6041</u>	Matières civiles et commerciales : droits québécois/européen		3
<u>DRT-6042</u>	Le contrat d'assurance et ses outils de régulation		3
<u>DRT-6043</u>	Droit contemporain des contrats		3
<u>DRT-6044</u>	Droit de l'Union européenne		3
<u>DRT-6045</u>	Droit européen des droits de la personne		3
<u>DRT-6046</u>	Sécurité alimentaire mondiale	 	3
<u>DRT-6047</u>	La responsabilité civile et les nouveaux risques		3
<u>DRT-6048</u>	Droit bancaire international		3
<u>DRT-6049</u>	Droit international de l'enfance		3
<u>DRT-6050</u>	Droit de la biodiversité		3
<u>DRT-6052</u>	Sujets spéciaux en droit de l'environnement I		3
<u>DRT-6053</u>	Sujets spéciaux en droit de l'environnement II		3
<u>DRT-6055</u>	Droit, territoire et peuples autochtones		3
<u>DRT-6056</u>	Gouvernance de l'entreprise		3
<u>DRT-</u>			

6059	Droit pénal de l'environnement		3
DRT-6063	Propriété intellectuelle de l'entreprise et nouvelle économie		3
DRT-6064	Droit des investissements directs étrangers		3
DRT-6065	Droit du commerce électronique		3
DRT-6074	Droit et gestion de la santé et de la sécurité au travail	 	3
DRT-6076	Droit international de la culture		3
DRT-6077	Droit international pénal		3
DRT-6090	Sujets spéciaux : droits fondamentaux I		3
DRT-6091	Sujets spéciaux : droits fondamentaux II		3
DRT-6092	Instruments économiques en droit de l'environnement		3
DRT-6094	Régimes de redressement des entreprises		3
DRT-6095	Clinique de droit international pénal et humanitaire		3
DRT-6101	Théories de l'interprétation juridique		3
DRT-6102	Recherche empirique en droit		3
DRT-6103	Théories et méthodes du droit comparé		3
DRT-6104	Droit public avancé		3
DRT-6105	Droit civil avancé		3
DRT-	Rôle des citoyens dans la protection		3

<u>6106</u>	juridique de l'environnement		
<u>DRT-6107</u>	Droit des ressources naturelles		3
<u>DRT-6108</u>	Droit de l'énergie		3
<u>DRT-6109</u>	Droit de l'eau		3
<u>DRT-6110</u>	Droit privé et environnement		3
<u>DRT-6111</u>	Justice pénale I		3
<u>DRT-6113</u>	Histoire et théorie des droits fondamentaux		3
<u>DRT-6114</u>	Aspects comparatifs et internationaux du droit de la concurrence		3
<u>DRT-6115</u>	Procédure et preuve en droit international pénal		3
<u>DRT-6116</u>	Droit international des réfugiés		3
<u>DRT-6117</u>	Droit international public avancé		3
<u>DRT-6119</u>	Stage de recherche 1		3
<u>DRT-6120</u>	Stage de recherche 2 (Cour d'appel ou Cour supérieure du Québec)		3
<u>DRT-6121</u>	Concours de plaidoirie I		3
<u>DRT-6122</u>	Concours de plaidoirie II		3
<u>DRT-6125</u>	Droit et gestion des services de santé		3
<u>DRT-6147</u>	Justice pénale II		3
<u>DRT-6148</u>	Droit international des droits économiques, sociaux et culturels		3

<u>DRT-6149</u>	Droit international humanitaire		3
<u>DRT-6150</u>	Droit de l'Organisation mondiale du commerce avancé		3
<u>DRT-6151</u>	Criminalité économique		3
<u>DRT-7001</u>	Cours individualisé		3
<u>DRT-7002</u>	Diversité culturelle et développement durable en droit international		3
<u>DRT-7004</u>	Droit international de la mer		3

RECHERCHE

L'étudiant doit réaliser toutes les activités de recherche prévues dans son programme.

<u>DRT-6811</u>	Activité de recherche - mémoire 1		3
<u>DRT-6812</u>	Activité de recherche - mémoire 2		7/activité temps complet
<u>DRT-6813</u>	Activité de recherche - mémoire 3		8/activité temps complet
<u>DRT-6814</u>	Activité de recherche - mémoire 4		8/activité temps complet

Version: 2014-11-06 12:08:31 / 2014-10-24 16:07:37

MAÎTRISE EN DROIT - DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, DÉVELOPPEMENT DURABLE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE (LL. M.)

Présentation générale

Recherche dans le domaine

RECHERCHE À LA FACULTÉ

Un nombre considérable de projets de recherche mobilisent les professeurs de la Faculté dans différents domaines du droit. Une bonne partie d'entre eux est d'ailleurs financée par les plus importants organismes au pays. Si vous choisissez de poursuivre vos études aux cycles supérieurs, il vous sera possible de collaborer à leurs travaux de recherche, et d'allier ce travail à votre formation.

La Faculté de droit compte 14 chaires, centres et groupes de recherche:

- Centre d'études en droit économique (CÉDÉ)
- Chaire de recherche du Canada en droit de l'environnement (CRCDE)
- Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires (CRDIP)
- Chaire de rédaction juridique Louis-Philippe-Pigeon (CRJ)
- Clinique de droit international pénal et humanitaire (CDIPH)
- Groupe de recherche en droit des services financiers (GRDSF)
- Groupe d'études en droits et libertés (GEDEL)
- Chaire d'études maghrébines
- Groupe de recherche sur les aspects juridiques internationaux et transnationaux de l'intégration économique (AJIT)
- Groupe de recherche pour l'avancement de la fiscalité et des finances publiques (GRAFFIP)
- Cercle Europe
- Réseau international des juristes pour la diversité des expressions culturelles (RIJDEC)
- Chaire Jean-Monnet en intégration européenne de l'Université Laval
- Chaire de recherche du Canada sur la justice internationale pénale et les droits fondamentaux

La Faculté se démarque par l'excellence de ses étudiants aux cycles supérieurs. Plusieurs thèses et mémoires des étudiants ont d'ailleurs été primés à l'échelle nationale et internationale. De plus, une bibliothèque comprenant une collection exhaustive de sources juridiques fédérales, québécoises et internationales vous donnera accès à plusieurs outils pour réussir vos études.

CONSEILLERS

Responsabilité civile, santé et sécurité des consommateurs, droit des contrats, droit européen.

Marie-Ève Arbour

Droit d'auteur, sociologie du droit, politiques culturelles.

Georges Azzaria

Droit de la mer (Arctique), mondialisation et protection de l'environnement, développement durable, responsabilités communes mais différenciées, droit international de l'environnement.

Kristin Bartenstein

Droit des obligations, droit des assurances.

André Bélanger

Critique identitaire, théorie du droit, histoire de la pensée juridique, analyse féministe du droit, médiation familiale, pouvoir judiciaire, opinions dissidentes sur les motifs et sur les résultats, droit comparé.

Marie-Claire Belleau

Droit civil (français et québécois), plus particulièrement droit des biens et droit des sûretés.

Aurore Benadiba

Droit économique, droit de l'entreprise, droit des sociétés, droit des PME, les aspects juridiques du commerce électronique, droit de la concurrence et de la distribution.

Charlaine Bouchard

Publicité foncière, cadastre, droit des biens, droit notarial.

François Brochu

Droit constitutionnel, droit constitutionnel comparé, fédéralisme, partage des compétences, droits de la personne.

Eugénie Brouillet

Droits et libertés de la personne, droit du travail.

Christian Brunelle

Droit international public, droit international économique, aspects juridiques de l'intégration économique régionale et internationale, droit constitutionnel et fédéralisme.

Charles-Emmanuel Côté

Droit des sociétés par actions, droit des valeurs mobilières, gouvernance des entreprises.

Raymonde Crête

Droit civil et économique, droit des obligations, droit comparé (droit civil et common law), théorie et histoire du droit.

Michelle Cumyn

Droit international public, droit humanitaire international, droit européen, droit international des droits de la personne.

Olivier Delas

Droit des sûretés, droit des contrats, droit de la faillite et de l'insolvabilité.

Jacques Deslauriers

Droit criminel, droits et libertés de la personne, droit de l'enfance et de la jeunesse.

Julie Desrosiers

Droit économique, droit de la concurrence, protection du consommateur, formes juridiques d'entreprises, droit comparé, droit transnational (CEDEAO, UEMOA, OHADA, UE).

Karounga Diawara

Droit judiciaire.

Denis Ferland

Responsabilité civile, assurance automobile, évaluation du préjudice corporel, contrats, protection du consommateur.

Daniel Gardner

Droit de la famille, droit des personnes, droit de l'enfance et protection de la jeunesse.

Dominique Goubau

Droit international économique, droit de l'OMC et préférences collectives, diversité culturelle, culture et développement durable, droit international public.

Véronique Guèvremont

Droit international privé, droit civil, droit comparé, procédure civile.

Sylvette Guillemard

Droit de l'environnement, droit pénal de l'environnement, développement durable, protection de l'Arctique, nouveaux modes de régulation.

Paule Halley

Droit social, droit administratif, science législative, théorie du droit, histoire du droit public.

Pierre Issalys

Droit bancaire, droit du commerce électronique, droit de la consommation, droit des sociétés par actions.

Marc Lacoursière

Droit du travail, droit de la santé et de la sécurité au travail, droits et libertés de la personne.

Anne-Marie Laflamme

Droit international pénal, droit pénal canadien, droit international humanitaire, droit international et interne des droits de la personne.

Fannie Lafontaine

Droits et libertés de la personne (international et interne), pluralisme culturel et droit, droit administratif, droit du travail.

Louis-Philippe Lampron

Droit civil québécois, droit civil français, droit et religions, droit comparé, théorie du droit.

Christelle Landheer-Cieslak

Théories féministes, droit des femmes, discrimination, harcèlement sexuel, droit des contrats, droit de la responsabilité civile, violence faite aux femmes, droits de la personne.

Louise Langevin

Fiscalité, politique fiscale, fiscalité des sociétés internationales, problèmes sociaux touchant la fiscalité.

André Lareau

Méthodologie du droit, méthodologie de la recherche, rédaction juridique, droit professionnel, droit disciplinaire, légistique, interprétation des lois, droit comparé.

Lucie Lauzière

Droit international de l'environnement, droit de l'environnement, développement durable, principe des responsabilités communes mais différenciées, aménagement durable du territoire.

Sophie Lavallée

Droit administratif, droit public économique.

Denis Lemieux

Droit administratif et judiciaire.

Pierre Lemieux

Frédéric Lévesque

Philosophie du droit, méthodologie juridique, épistémologie juridique, logique et argumentation en droit, droit comparé, droit autochtone et politique autochtone.

Bjarne Melkevik

Droit des personnes, droit de la famille, droit des successions, droit notarial, production et évolution du droit.

Christine Morin

Droit constitutionnel et droit des autochtones.

Geneviève Motard

Droit des biens, contrats spéciaux, sûretés, droit criminel économique et droit civil économique.

Mario Naccarato

Droit civil, histoire du droit québécois, histoire de la culture juridique québécoise.

Sylvio Normand

Droit international économique, accords de l'OMC, ALÉNA, libre-échange dans les Amériques, mesures sanitaires et phytosanitaires, santé et commerce, droit des investissements, règlement des différends économiques.

Richard Ouellet

Droit de l'agroalimentaire national et international, sécurité alimentaire, droit international public.

Geneviève Parent

Droit pénal, droit comparé, droit civil.

Pierre Rainville

Droit du travail et de l'emploi, droit international du travail, droits et libertés de la personne, droits économiques et sociaux, théorie du droit.

Dominic Roux

Mélanie Samson

Alexandre Stylios

Droit constitutionnel, droit public comparé, droits et libertés de la personne et droit administratif.

Patrick Taillon

Droit des sociétés par actions, droit de l'entreprise, principes fondamentaux du droit criminel et pénal (excluant procédure et preuve), droit successoral, droit des individus et de leurs animaux domestiques.

Jean Turgeon

Droit du commerce international, droit international privé, droit de la propriété intellectuelle, droit comparé.

Sophie Verville

Description officielle

Cette page est à jour en date du 5 août 2014 et constitue la version officielle de ce programme à compter de la session d'hiver 2015. L'Université Laval se réserve le droit de modifier ce programme sans préavis.

GRADE

Maître en droit (LL. M.)

45
CREDITS
INSCRITS

Renseignements et directives

OBJECTIFS

Cette maîtrise s'adresse à une clientèle variée qui désire acquérir une formation professionnelle, pratique, polyvalente et de haut niveau. Elle doit permettre à l'étudiant d'atteindre les objectifs suivants :

- acquérir une formation professionnelle pratique en droit de l'environnement, développement durable et sécurité alimentaire;
- analyser de manière critique les règles et les pratiques afférentes au droit de l'environnement, développement durable et sécurité alimentaire;
- s'ouvrir à l'interdisciplinarité;
- aborder les problèmes juridiques dans une perspective globale;
- renforcer la capacité d'analyse, l'esprit de synthèse, le raisonnement et la capacité de communiquer oralement et par écrit.

L'essai (environ 50 pages) qui complète la scolarité du programme vise à permettre à l'étudiant de développer ses habiletés de recherche et de rédaction.

PROFILS D'ÉTUDES

Profil international

L'option d'un profil international permet d'obtenir un soutien financier et logistique pour effectuer une session d'études dans une université partenaire. L'étudiant inscrit à un programme de maîtrise sans mémoire intéressé à s'en prévaloir est invité à prendre contact avec la direction de programme afin de connaître les conditions d'admissibilité à ce séjour d'études.

RESPONSABLE

Pour information

cycles-superieurs@fd.ulaval.ca

Faculté de rattachement

Faculté de droit

SOUTIEN FINANCIER

Fonds de soutien financier facultaire

Outre les diverses bourses au mérite de 7 500 \$ offertes par la Faculté de droit (www.ulaval.ca/fd), un montant de 1 500 \$ est octroyé à tout étudiant inscrit à la maîtrise qui dépose son essai, avec l'approbation de son conseiller, au plus tard pendant la sixième session suivant son admission au programme, pour l'évaluation par le jury.

Conditions d'admission

SESSION D'ADMISSION

AUTOMNE HIVER

ADMISSIBILITÉ

Exigences générales

Être titulaire d'un baccalauréat en droit, délivré par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent. La moyenne cumulative normalement exigée du titulaire d'un baccalauréat est de 3,00 sur 4,33 (des résultats scolaires jugés équivalents sont exigés pour des études effectuées dans des systèmes scolaires où la notation est différente). Toutefois, l'ensemble du dossier de candidature est pris en compte par la direction des programmes.

Le titulaire d'un baccalauréat dans une autre discipline qui, par ailleurs, est titulaire d'un certificat en droit ou d'une formation juridique équivalente est admissible à ce programme, dans la mesure où il y a compatibilité entre la formation et le projet d'études du candidat.

Exigences particulières

En plus des documents relatifs au dossier scolaire qui sont exigés avec le formulaire de demande d'admission, chaque candidat doit présenter un curriculum vitæ, trois lettres de recommandation ainsi qu'un texte d'une page dans lequel il fait part de ses champs d'intérêt et des objectifs qu'il cherche à atteindre par son projet d'études.

Un candidat diplômé hors Québec doit produire à l'appui de sa candidature une lettre de recommandation délivrée par son établissement d'origine qui permette d'apprécier la qualité de son dossier par rapport aux autres étudiants de sa promotion.

La maîtrise de la langue française est nécessaire pour la poursuite de ce programme. De plus, le candidat doit posséder une connaissance suffisante de l'anglais écrit.

Depuis la session d'hiver 2013, le candidat qui n'a pas fait ses études primaires et secondaires en français doit passer le Test de français international (TFI). L'obtention d'un résultat égal ou supérieur à 825/990 est une exigence d'admission. L'étudiant doit faire le test avant de soumettre une demande d'admission.

L'étudiant qui n'obtient pas le résultat minimum peut, sous certaines conditions, être admis de manière conditionnelle dans le programme d'études. Cependant, il doit faire le nécessaire pour satisfaire à l'exigence avant la fin de sa première session d'inscription. Une scolarité d'appoint sera alors recommandée par l'École de langues de l'Université Laval. La réussite du cours FLE-3003, FLE-3311 ou FLE-3312 permet de satisfaire à l'exigence d'admission.

Sélection

Chaque candidature est évaluée par la direction de programme, qui tient compte, dans son évaluation, de la préparation antérieure du candidat, de la qualité de son dossier scolaire, de ses rapports d'appréciation, de son aptitude à la recherche, de sa motivation ainsi que des ressources de la Faculté de droit. Lors de l'admission, la direction de programme peut imposer une scolarité préparatoire d'un ou de plusieurs cours du baccalauréat en droit selon la spécialité choisie.

En savoir plus sur les études universitaires au Québec.




DATE LIMITE DE DÉPÔT

La date à respecter pour le dépôt d'une demande d'admission varie selon le profil des candidats. Toute l'information se trouve dans la section Admission.

Structure du programme












ACTIVITÉS DE FORMATION COMMUNES

Cours	Titre	Crédits exigés
ENVIRONNEMENT, DÉVELOPPEMENT DURABLE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE		45

<u>DRT-6078</u>	Essai	 12
<u>DRT-6123</u>	Méthodologie de l'essai	 2
<u>DRT-7005</u>	Séminaire de professeur invité	 1

RÈGLE 1 - 18 CRÉDITS PARMIS:

Cours de cheminement		
<u>DRT-6013</u>	Droit international de l'environnement 	 3
<u>DRT-6025</u>	Droit de l'environnement et contrôle de la pollution 	3
<u>DRT-6038</u>	Droit, gouvernance et développement durable	 3
<u>DRT-6046</u>	Sécurité alimentaire mondiale 	 3
<u>DRT-6047</u>	La responsabilité civile et les nouveaux risques	3
<u>DRT-6050</u>	Droit de la biodiversité	3
<u>DRT-6052</u>	Sujets spéciaux en droit de l'environnement I	3
<u>DRT-6053</u>	Sujets spéciaux en droit de l'environnement II	3
<u>DRT-6055</u>	Droit, territoire et peuples autochtones	 3


<u>DRT-6056</u>	Gouvernance de l'entreprise		3
<u>DRT-6059</u>	Droit pénal de l'environnement		3
<u>DRT-6092</u>	Instruments économiques en droit de l'environnement		3
<u>DRT-6106</u>	Rôle des citoyens dans la protection juridique de l'environnement		3
<u>DRT-6107</u>	Droit des ressources naturelles		3
<u>DRT-6108</u>	Droit de l'énergie		3
<u>DRT-6109</u>	Droit de l'eau		3
<u>DRT-6110</u>	Droit privé et environnement		3
<u>DRT-6121</u>	Concours de plaidoirie I		3
<u>DRT-6122</u>	Concours de plaidoirie II		3
<u>DRT-6125</u>	Droit et gestion des services de santé		3
<u>DRT-7001</u>	Cours individualisé		3
<u>DRT-7002</u>	Diversité culturelle et développement durable en droit international		3
<u>DRT-7004</u>	Droit international de la mer		3
<u>DRT-7006</u>	Stage en droit I		3
<u>DRT-7007</u>	Stage en droit II		3


RÈGLE 2 - 0 À 6 CRÉDITS PARMIS:


Cours hors cheminement

<u>DRT-6000</u>	Droit de l'Organisation mondiale du commerce		3
<u>DRT-6001</u>	Libre-échange en Amérique du Nord		3
<u>DRT-6002</u>	Égalité et discrimination		3
<u>DRT-6003</u>	Libertés fondamentales		3
<u>DRT-6007</u>	Théories féministes du droit		3
<u>DRT-6011</u>	Contrats commerciaux internationaux		3
<u>DRT-6012</u>	Droit international de la propriété intellectuelle		3
<u>DRT-6014</u>	Sujets spéciaux I		3
<u>DRT-6015</u>	Sujets spéciaux II		3
<u>DRT-6016</u>	Sujets spéciaux III		3
<u>DRT-6020</u>	Création, fusion, acquisition et transmission d'entreprises		3
<u>DRT-6021</u>	L'entreprise et ses modes de financement		3
<u>DRT-6024</u>	Règlement des différends en droit privé interne et international : matières civiles et commerciales		3
<u>DRT-6026</u>	Sujets spéciaux en droit des affaires I		3
<u>DRT-6027</u>	Sujets spéciaux en droit des affaires II		3
<u>DRT-6029</u>	Droit international des droits de la personne		3
<u>DRT-6030</u>	Droit international du travail		3







<u>DRT-6031</u>	Sujets spéciaux en droit international et transnational I		3
<u>DRT-6032</u>	Sujets spéciaux en droit international et transnational II		3
<u>DRT-6039</u>	Droits fondamentaux en milieu de travail		3
<u>DRT-6040</u>	Fédéralisme, fédérations et identités culturelles		3
<u>DRT-6041</u>	Matières civiles et commerciales : droits québécois/européen		3
<u>DRT-6042</u>	Le contrat d'assurance et ses outils de régulation		3
<u>DRT-6043</u>	Droit contemporain des contrats		3
<u>DRT-6044</u>	Droit de l'Union européenne		3
<u>DRT-6045</u>	Droit européen des droits de la personne		3
<u>DRT-6048</u>	Droit bancaire international		3
<u>DRT-6049</u>	Droit international de l'enfance		3
<u>DRT-6063</u>	Propriété intellectuelle de l'entreprise et nouvelle économie		3
<u>DRT-6064</u>	Droit des investissements directs étrangers		3
<u>DRT-6065</u>	Droit du commerce électronique		3
<u>DRT-6074</u>	Droit et gestion de la santé et de la sécurité au travail	 	3
<u>DRT-6076</u>	Droit international de la culture		3
<u>DRT-6077</u>	Droit international pénal		3

<u>DRT-6090</u>	Sujets spéciaux : droits fondamentaux I		3
<u>DRT-6091</u>	Sujets spéciaux : droits fondamentaux II		3
<u>DRT-6094</u>	Régimes de redressement des entreprises		3
<u>DRT-6095</u>	Clinique de droit international pénal et humanitaire		3
<u>DRT-6101</u>	Théories de l'interprétation juridique		3
<u>DRT-6102</u>	Recherche empirique en droit		3
<u>DRT-6103</u>	Théories et méthodes du droit comparé		3
<u>DRT-6104</u>	Droit public avancé		3
<u>DRT-6105</u>	Droit civil avancé		3
<u>DRT-6111</u>	Justice pénale I		3
<u>DRT-6113</u>	Histoire et théorie des droits fondamentaux		3
<u>DRT-6114</u>	Aspects comparatifs et internationaux du droit de la concurrence		3
<u>DRT-6115</u>	Procédure et preuve en droit international pénal		3
<u>DRT-6116</u>	Droit international des réfugiés		3
<u>DRT-6117</u>	Droit international public avancé		3
<u>DRT-6147</u>	Justice pénale II		3
<u>DRT-6148</u>	Droit international des droits économiques, sociaux et culturels		3
<u>DRT-</u>			

<u>6149</u>	Droit international humanitaire		3
<u>DRT-6150</u>	Droit de l'Organisation mondiale du commerce avancé		3

<u>DRT-6151</u>	Criminalité économique		3
-----------------	------------------------	--	---

RÈGLE 3 - 6 À 12 CRÉDITS PARMIS:

Cours hors faculté			
<u>AME-6006</u>	Séminaire : les transports, l'environnement et la sécurité	 	3
<u>AME-6008</u>	Gestion environnementale en milieu rural		3
<u>AME-6013</u>	Études d'impacts sur l'environnement		3
<u>AME-6021</u>	Écologie et aménagement		3
<u>BIO-6900</u>	Évolution et biodiversité : actualités		3
<u>BIO-6901</u>	Écologie et environnement : actualités		3
<u>CTB-6099</u>	Écocontrôle et gestion des coûts environnementaux		3
<u>ECN-6951</u>	Développement durable, ressources et environnement	 	3
<u>ENV-7900</u>	Toxicologie agroenvironnementale	 	3
<u>ERU-7000</u>	Agriculture et ressources naturelles		3
<u>ERU-7001</u>	Ruralité et sous-développement		3
<u>ETH-7001</u>	Enjeux théoriques et pratiques de l'éthique appliquée		3
<u>FOR-7009</u>	Politiques forestières		3

<u>GGR-7010</u>	Paysage : art, science et politique		3
<u>GGR-7016</u>	Analyse géographique des problèmes contemporains		3
<u>GGR-7017</u>	Problèmes de développement II		3
<u>GGR-7019</u>	Géographie du système agroalimentaire		3
<u>GGR-7023</u>	Géographie historique : homme, environnement et temps		3
<u>GGR-7024</u>	Enjeux du développement en Asie		3
<u>MNG-6009</u>	Systèmes de gestion du développement durable		3
<u>PHI-7200</u>	Recherches en éthique médicale et environnementale		3
<u>POL-7036</u>	Écopolitique mondiale		3
<u>SAC-6006</u>	Introduction à la santé environnementale		3
<u>SLS-6030</u>	Séminaire en sols et environnement		3
<u>SOC-7044</u>	Environnement et développement durable		4

Tout étudiant désireux de choisir un cours hors faculté non énuméré dans cette liste peut présenter une demande motivée à la d programme.

PROFILS D'ÉTUDES

Cours	Titre	Crédits exigés
PROFIL INTERNATIONAL		
EHE-	Études - Profil international - Maîtrise	12

Version: 2014-09-02 14:41:34 / 2014-10-10 08:41:40

MAÎTRISE EN DROIT - DROIT DES AFFAIRES (LL. M.)

Présentation générale

Recherche dans le domaine

RECHERCHE À LA FACULTÉ

Un nombre considérable de projets de recherche mobilisent les professeurs de la Faculté dans différents domaines du droit. Une bonne partie d'entre eux est d'ailleurs financée par les plus importants organismes au pays. Si vous choisissez de poursuivre vos études aux cycles supérieurs, il vous sera possible de collaborer à leurs travaux de recherche, et d'allier ce travail à votre formation.

La Faculté de droit compte 14 chaires, centres et groupes de recherche:

- Centre d'études en droit économique (CÉDÉ)
- Chaire de recherche du Canada en droit de l'environnement (CRCDE)
- Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires (CRDIP)
- Chaire de rédaction juridique Louis-Philippe-Pigeon (CRJ)
- Clinique de droit international pénal et humanitaire (CDIPH)
- Groupe de recherche en droit des services financiers (GRDSF)
- Groupe d'études en droits et libertés (GEDEL)
- Chaire d'études maghrébines
- Groupe de recherche sur les aspects juridiques internationaux et transnationaux de l'intégration économique (AJIT)
- Groupe de recherche pour l'avancement de la fiscalité et des finances publiques (GRAFFIP)
- Cercle Europe
- Réseau international des juristes pour la diversité des expressions culturelles (RIJDEC)
- Chaire Jean-Monnet en intégration européenne de l'Université Laval
- Chaire de recherche du Canada sur la justice internationale pénale et les droits fondamentaux

La Faculté se démarque par l'excellence de ses étudiants aux cycles supérieurs. Plusieurs thèses et mémoires des étudiants ont d'ailleurs été primés à l'échelle nationale et internationale. De plus, une bibliothèque comprenant une collection exhaustive de sources juridiques fédérales, québécoises et internationales vous donnera accès à plusieurs outils pour réussir vos études.

CONSEILLERS

Champs de recherche suivis du nom des professeurs habilités à conseiller l'étudiant

Responsabilité civile, santé et sécurité des consommateurs, droit des contrats, droit européen.

Marie-Ève Arbour

Droit d'auteur, sociologie du droit, politiques culturelles.

Georges Azzaria

Droit de la mer (Arctique), mondialisation et protection de l'environnement, développement durable, responsabilités communes, mais différenciées, droit international de l'environnement.

Kristin Bartenstein

Droit des obligations, droit des assurances.

André Bélanger

Critique identitaire, théorie du droit, histoire de la pensée juridique, analyse féministe du droit, médiation familiale, pouvoir judiciaire, opinions dissidentes sur les motifs et sur les résultats, droit comparé.

Marie-Claire Belleau

Droit civil (français et québécois), plus particulièrement droit des biens et droit des sûretés.

Aurore Benadiba

Droit économique, droit de l'entreprise, droit des sociétés, droit des PME, les aspects juridiques du commerce électronique, droit de la concurrence et de la distribution.

Charlaine Bouchard

Publicité foncière, cadastre, droit des biens, droit notarial.

François Brochu

Droit constitutionnel, droit constitutionnel comparé, fédéralisme, partage des compétences, droits de la personne.

Eugénie Brouillet

Droits et libertés de la personne, droit du travail.

Christian Brunelle

Droit international public, droit international économique, aspects juridiques de l'intégration économique régionale et internationale, droit constitutionnel et fédéralisme.

Charles-Emmanuel Côté

Droit des sociétés par actions, droit des valeurs mobilières, gouvernance des entreprises.

Raymonde Crête

Droit civil et économique, droit des obligations, droit comparé (droit civil et common law), théorie et histoire du droit.

Michelle Cumyn

Droit international public, droit humanitaire international, droit européen, droit international des droits de la personne.

Olivier Delas

Droit des sûretés, droit des contrats, droit de la faillite et de l'insolvabilité.

Jacques Deslauriers

Droit criminel, droits et libertés de la personne, droit de l'enfance et de la jeunesse.

Julie Desrosiers

Droit économique, droit de la concurrence, protection du consommateur, formes juridiques d'entreprises, droit comparé, droit transnational (CEDEAO, UEMOA, OHADA, UE).

Karounga Diawara

Droit judiciaire.

Denis Ferland

Responsabilité civile, assurance automobile, évaluation du préjudice corporel, contrats, protection du consommateur.

Daniel Gardner

Droit de la famille, droit des personnes, droit de l'enfance et protection de la jeunesse.

Dominique Goubau

Droit international économique, droit de l'OMC et préférences collectives, diversité culturelle, culture et développement durable, droit international public.

Véronique Guèvremont

Droit international privé, droit civil, droit comparé, procédure civile.

Sylvette Guillemard

Droit de l'environnement, droit pénal de l'environnement, développement durable, protection de l'Arctique, nouveaux modes de régulation.

Paule Halley

Droit social, droit administratif, science législative, théorie du droit, histoire du droit public.

Pierre Issalys

Droit bancaire, droit du commerce électronique, droit de la consommation, droit des sociétés par actions.

Marc Lacoursière

Droit du travail, droit de la santé et de la sécurité au travail, droits et libertés de la personne.

Anne-Marie Laflamme

Droit international pénal, droit pénal canadien, droit international humanitaire, droit international et interne des droits de la personne.

Fannie Lafontaine

Droits et libertés de la personne (international et interne), pluralisme culturel et droit, droit administratif, droit du travail.

Louis-Philippe Lampron

Droit civil québécois, droit civil français, droit et religions, droit comparé, théorie du droit.

Christelle Landheer-Cieslak

Théories féministes, droit des femmes, discrimination, harcèlement sexuel, droit des contrats, droit de la responsabilité civile, violence faite aux femmes, droits de la personne.

Louise Langevin

Fiscalité, politique fiscale, fiscalité des sociétés internationales, problèmes sociaux touchant la fiscalité.

André Lareau

Méthodologie du droit, méthodologie de la recherche, rédaction juridique, droit professionnel, droit disciplinaire, légistique, interprétation des lois, droit comparé.

Lucie Lauzière

Droit international de l'environnement, droit de l'environnement, développement durable, principe des responsabilités communes, mais différenciées, aménagement durable du territoire.

Sophie Lavallée

Droit administratif, droit public économique.

Denis Lemieux

Droit administratif et judiciaire.

Pierre Lemieux

Droit des obligations, droit civil, droit constitutionnel.

Frédéric Lévesque

Philosophie du droit, méthodologie juridique, épistémologie juridique, logique et argumentation en droit, droit comparé, droit autochtone et politique autochtone.

Bjarne Melkevik

Droit des personnes, droit de la famille, droit des successions, droit notarial, production et évolution du droit.

Christine Morin

Droit constitutionnel et droit des autochtones.

Geneviève Motard

Droit des biens, contrats spéciaux, sûretés, droit criminel économique et droit civil économique.

Mario Naccarato

Droit civil, histoire du droit québécois, histoire de la culture juridique québécoise.

Sylvio Normand

Droit international économique, accords de l'OMC, ALENA, libre-échange dans les Amériques, mesures sanitaires et phytosanitaires, santé et commerce, droit des investissements, règlement des différends économiques.

Richard Ouellet

Droit de l'agroalimentaire national et international, sécurité alimentaire, droit international public.

Geneviève Parent

Droit pénal, droit comparé, droit civil.

Pierre Rainville

Droit du travail et de l'emploi, droit international du travail, droits et libertés de la personne, droits économiques et sociaux, théorie du droit.

Dominic Roux

Interprétation des lois, droits et libertés de la personne, méthodologie du droit.

Mélanie Samson

Preuve et procédure pénales, droit pénal, pénologie, droit comparé.

Alexandre Stylios

Droit constitutionnel, droit public comparé, droits et libertés de la personne et droit administratif.

Patrick Taillon

Droit des sociétés par actions, droit de l'entreprise, principes fondamentaux du droit criminel et pénal (excluant procédure et preuve), droit successoral, droit des individus et de leurs animaux domestiques.

Jean Turgeon

Droit du commerce international, droit international privé, droit de la propriété intellectuelle, droit comparé.

Sophie Verville

Description officielle

Cette page est à jour en date du 7 août 2014 et constitue la version officielle de ce programme à compter de la session d'hiver 2015. L'Université Laval se réserve le droit de modifier ce programme sans préavis.

GRADE

Maître en droit (LL. M.)

45
CREDITS
INSCRITS

Renseignements et directives

OBJECTIFS

Cette maîtrise s'adresse à une clientèle variée qui désire acquérir une formation professionnelle de haut niveau. Elle vise l'étude des dimensions juridiques de l'entreprise dans une perspective appliquée, décloisonnée et ouverte à l'interdisciplinarité. Elle se caractérise par une méthode d'enseignement active, basée sur l'étude de situations concrètes liées à la vie de l'entreprise.

Cette maîtrise doit permettre à l'étudiant d'atteindre les objectifs suivants :

- acquérir des connaissances approfondies en droit des affaires;
- renforcer les habiletés professionnelles requises, plus particulièrement la capacité d'analyse, l'esprit de synthèse, le raisonnement, le sens critique, la créativité, les aptitudes à la négociation et à la médiation, la capacité de communiquer oralement et par écrit;
- développer la conscience professionnelle et l'intégrité, de même que des comportements ou des attitudes de nature préventive, tout en tenant compte de la dimension éthique des situations;
- accroître les aptitudes à la recherche juridique en traitant par écrit, de façon claire et cohérente, un problème relativement complexe.

L'essai (environ 50 pages) qui complète la scolarité du programme vise à permettre à l'étudiant de parfaire ses habiletés de recherche et de rédaction.

PROFILS D'ÉTUDES

Profil international

L'option d'un profil international permet d'obtenir un soutien financier et logistique pour effectuer une session d'études dans une université partenaire. L'étudiant inscrit à un programme de maîtrise sans mémoire intéressé à s'en prévaloir est invité à prendre contact avec la direction de programme afin de connaître les conditions d'admissibilité à ce séjour d'études.

RESPONSABLE

Pour information

cycles-superieurs@fd.ulaval.ca

Faculté de rattachement

Faculté de droit

SOUTIEN FINANCIER

Fonds de soutien financier facultaire

Outre les diverses bourses au mérite de 7 500 \$ offertes par la Faculté de droit, un montant de 1 500 \$ est octroyé à tout étudiant inscrit à la maîtrise qui dépose son essai, avec l'approbation de son conseiller, au plus tard pendant la sixième session suivant son admission au programme, pour évaluation par le jury.

Conditions d'admission

SESSION D'ADMISSION

AUTOMNE HIVER

ADMISSIBILITÉ

Exigences générales

Être titulaire d'un baccalauréat en droit, délivré par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent. La moyenne cumulative normalement exigée du titulaire d'un baccalauréat est de 3,00 sur 4,33 (des résultats scolaires jugés équivalents sont exigés pour des études effectuées dans des systèmes scolaires où la notation est différente). Toutefois, l'ensemble du dossier de candidature est pris en compte par la direction des programmes.

Le titulaire d'un baccalauréat dans une autre discipline qui, par ailleurs, est titulaire d'un certificat en droit ou d'une formation juridique équivalente est admissible à ce programme, dans la mesure où il y a compatibilité entre la formation et le projet d'études du candidat.

Exigences particulières

En plus des documents relatifs au dossier scolaire qui sont exigés avec le formulaire de demande d'admission, chaque candidat doit présenter un curriculum vitæ, trois lettres de recommandation ainsi qu'un texte d'une page dans lequel il fait part de ses champs d'intérêt et des objectifs qu'il cherche à atteindre par son projet d'études.

Un candidat diplômé hors Québec doit produire, à l'appui de sa candidature, une lettre de recommandation délivrée par son établissement d'origine qui permette d'apprécier la qualité de son dossier par rapport aux autres étudiants de sa promotion.

La maîtrise de la langue française est nécessaire pour la poursuite de ce programme. De plus, le candidat doit posséder une connaissance suffisante de l'anglais écrit.

Depuis la session d'hiver 2013, le candidat qui n'a pas fait ses études primaires et secondaires en français doit passer le Test de français international (TFI). L'obtention d'un résultat égal ou supérieur à 825/990 est une exigence d'admission. L'étudiant doit faire le test avant de soumettre sa demande d'admission.

L'étudiant qui n'obtient pas le résultat minimum peut, sous certaines conditions, être admis de manière conditionnelle dans le programme d'études. Cependant, il doit faire le nécessaire pour satisfaire à l'exigence avant la fin de sa première session d'inscription. Une scolarité d'appoint sera alors recommandée par l'École de langues de l'Université Laval. La réussite du

cours FLE-3003, FLE-3311 ou FLE-3312 permet de satisfaire à l'exigence d'admission.

Sélection

Chaque candidature est évaluée par la direction de programme, qui tient compte, dans son évaluation, de la préparation antérieure du candidat, de la qualité de son dossier scolaire, de ses rapports d'appréciation, de son aptitude à la recherche, de sa motivation ainsi que des ressources de la Faculté de droit. Lors de l'admission, la direction de programme peut imposer une scolarité préparatoire d'un ou de plusieurs cours du baccalauréat en droit selon la spécialité choisie.




En savoir plus sur les études universitaires au Québec.

DATE LIMITE DE DÉPÔT

La date à respecter pour le dépôt d'une demande d'admission varie selon le profil des candidats. Toute l'information se trouve dans la section Admission.

Structure du programme

ACTIVITÉS DE FORMATION COMMUNES

Cours	Titre		Crédits exigés
DROIT DES AFFAIRES			45
<u>DRT-6078</u>	Essai		12
<u>DRT-6123</u>	Méthodologie de l'essai		2
<u>DRT-7005</u>	Séminaire de professeur invité		1






RÈGLE 1 - 21 CRÉDITS PARMIS:







Cours de cheminement			
<u>DRT-6011</u>	Contrats commerciaux internationaux		3
<u>DRT-6020</u>	Création, fusion, acquisition et transmission d'entreprises		3
<u>DRT-6021</u>	L'entreprise et ses modes de financement		3







<u>DRT-6024</u>	Règlement des différends en droit privé interne et international : matières civiles et commerciales		3
<u>DRT-6025</u>	Droit de l'environnement et contrôle de la pollution		3
<u>DRT-6026</u>	Sujets spéciaux en droit des affaires I		3
<u>DRT-6027</u>	Sujets spéciaux en droit des affaires II		3
<u>DRT-6039</u>	Droits fondamentaux en milieu de travail		3
<u>DRT-6041</u>	Matières civiles et commerciales : droits québécois/européen		3
<u>DRT-6042</u>	Le contrat d'assurance et ses outils de régulation		3
<u>DRT-6047</u>	La responsabilité civile et les nouveaux risques		3
<u>DRT-6048</u>	Droit bancaire international		3
<u>DRT-6056</u>	Gouvernance de l'entreprise		3
<u>DRT-6063</u>	Propriété intellectuelle de l'entreprise et nouvelle économie		3
<u>DRT-6064</u>	Droit des investissements directs étrangers		3
<u>DRT-6065</u>	Droit du commerce électronique		3
<u>DRT-6074</u>	Droit et gestion de la santé et de la sécurité au travail	 	3
<u>DRT-6092</u>	Instruments économiques en droit de l'environnement		3
<u>DRT-6094</u>	Régimes de redressement des entreprises		3
<u>DRT-6114</u>	Aspects comparatifs et internationaux du droit de la concurrence		3

<u>DRT-6125</u>	Droit et gestion des services de santé		3
<u>DRT-6151</u>	Criminalité économique		3
<u>DRT-7001</u>	Cours individualisé		3
<u>DRT-7006</u>	Stage en droit I		3
<u>DRT-7007</u>	Stage en droit II		3

RÈGLE 2 - 6 CRÉDITS PARMIS:

Cours hors cheminement			
<u>DRT-6000</u>	Droit de l'Organisation mondiale du commerce		3
<u>DRT-6001</u>	Libre-échange en Amérique du Nord		3
<u>DRT-6002</u>	Égalité et discrimination		3
<u>DRT-6003</u>	Libertés fondamentales		3
<u>DRT-6007</u>	Théories féministes du droit		3
<u>DRT-6012</u>	Droit international de la propriété intellectuelle		3
<u>DRT-6013</u>	Droit international de l'environnement 		3
<u>DRT-6014</u>	Sujets spéciaux I		3
<u>DRT-6015</u>	Sujets spéciaux II		3
<u>DRT-6016</u>	Sujets spéciaux III		3
<u>DRT-</u>	Droit international des droits de la		3

6029	personne			
<u>DRT-6030</u>	Droit international du travail			3
<u>DRT-6031</u>	Sujets spéciaux en droit international et transnational I			3
<u>DRT-6032</u>	Sujets spéciaux en droit international et transnational II			3
<u>DRT-6038</u>	Droit, gouvernance et développement durable			3
<u>DRT-6040</u>	Fédéralisme, fédérations et identités culturelles			3
<u>DRT-6043</u>	Droit contemporain des contrats			3
<u>DRT-6044</u>	Droit de l'Union européenne			3
<u>DRT-6045</u>	Droit européen des droits de la personne			3
<u>DRT-6046</u>	Sécurité alimentaire mondiale			3
<u>DRT-6049</u>	Droit international de l'enfance			3
<u>DRT-6050</u>	Droit de la biodiversité			3
<u>DRT-6052</u>	Sujets spéciaux en droit de l'environnement I			3
<u>DRT-6053</u>	Sujets spéciaux en droit de l'environnement II			3
<u>DRT-6055</u>	Droit, territoire et peuples autochtones			3
<u>DRT-6059</u>	Droit pénal de l'environnement			3
<u>DRT-6076</u>	Droit international de la culture			3
<u>DRT-6077</u>	Droit international pénal			3

<u>DRT-6090</u>	Sujets spéciaux : droits fondamentaux I		3
<u>DRT-6091</u>	Sujets spéciaux : droits fondamentaux II		3
<u>DRT-6095</u>	Clinique de droit international pénal et humanitaire		3
<u>DRT-6101</u>	Théories de l'interprétation juridique		3
<u>DRT-6102</u>	Recherche empirique en droit		3
<u>DRT-6103</u>	Théories et méthodes du droit comparé		3
<u>DRT-6104</u>	Droit public avancé		3
<u>DRT-6105</u>	Droit civil avancé		3
<u>DRT-6106</u>	Rôle des citoyens dans la protection juridique de l'environnement		3
<u>DRT-6107</u>	Droit des ressources naturelles		3
<u>DRT-6108</u>	Droit de l'énergie		3
<u>DRT-6109</u>	Droit de l'eau		3
<u>DRT-6110</u>	Droit privé et environnement		3
<u>DRT-6111</u>	Justice pénale I		3
<u>DRT-6113</u>	Histoire et théorie des droits fondamentaux		3
<u>DRT-6115</u>	Procédure et preuve en droit international pénal		3
<u>DRT-6116</u>	Droit international des réfugiés		3

<u>DRT-6117</u>	Droit international public avancé		3
<u>DRT-6121</u>	Concours de plaidoirie I		3
<u>DRT-6122</u>	Concours de plaidoirie II		3
<u>DRT-6147</u>	Justice pénale II		3
<u>DRT-6148</u>	Droit international des droits économiques, sociaux et culturels		3
<u>DRT-6149</u>	Droit international humanitaire		3
<u>DRT-6150</u>	Droit de l'Organisation mondiale du commerce avancé		3
<u>DRT-7002</u>	Diversité culturelle et développement durable en droit international		3
<u>DRT-7004</u>	Droit international de la mer		3

RÈGLE 3 - 3 CRÉDITS PARMIS:

Cours hors faculté			
<u>CTB-6007</u>	Comptabilité	 	3
<u>CTB-6099</u>	Écocontrôle et gestion des coûts environnementaux		3
<u>ECN-6956</u>	Économie internationale et firmes multinationales		3
<u>ETH-6002</u>	La décision éthique		3
<u>GSE-6003</u>	Économie	 	3
<u>GSF-6008</u>	Finance corporative	  	3
<u>GSO-6005</u>	Opérations	   	3

<u>MNG-6008</u>	Éthique des affaires		3
<u>MNG-6157</u>	Comportement humain et organisation		3
<u>MQT-6002</u>	Aide à la décision		3
<u>MRK-6004</u>	Marketing		3

Tout étudiant désireux de choisir un cours hors faculté non énuméré dans cette liste peut présenter une demande motivée à la d programme.

PROFILS D'ÉTUDES

Cours	Titre	Crédits exigés
PROFIL INTERNATIONAL		
EHE-6DRT	Études - Profil international - Maîtrise en droit	12

Version: 2014-09-02 14:41:34 / 2014-10-10 08:41:40

MAÎTRISE EN DROIT - DROIT INTERNATIONAL ET TRANSNATIONAL (LL. M.)

Présentation générale

Recherche dans le domaine

RECHERCHE À LA FACULTÉ

Un nombre considérable de projets de recherche mobilisent les professeurs de la Faculté dans différents domaines du droit.

Une bonne partie d'entre eux est d'ailleurs financée par les plus importants organismes au pays. Si vous choisissez de poursuivre vos études aux cycles supérieurs, il vous sera possible de collaborer à leurs travaux de recherche, et d'allier ce travail à votre formation.

La Faculté de droit compte 14 chaires, centres et groupes de recherche:

- Centre d'études en droit économique (CÉDÉ)
- Chaire de recherche du Canada en droit de l'environnement (CRCDE)
- Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires (CRDIP)
- Chaire de rédaction juridique Louis-Philippe-Pigeon (CRJ)
- Clinique de droit international pénal et humanitaire (CDIPH)
- Groupe de recherche en droit des services financiers (GRDSF)
- Groupe d'études en droits et libertés (GEDEL)
- Chaire d'études maghrébines
- Groupe de recherche sur les aspects juridiques internationaux et transnationaux de l'intégration économique (AJIT)
- Groupe de recherche pour l'avancement de la fiscalité et des finances publiques (GRAFFIP)
- Cercle Europe
- Réseau international des juristes pour la diversité des expressions culturelles (RIJDEC)
- Chaire Jean-Monnet en intégration européenne de l'Université Laval
- Chaire de recherche du Canada sur la justice internationale pénale et les droits fondamentaux

La Faculté se démarque par l'excellence de ses étudiants aux cycles supérieurs. Plusieurs thèses et mémoires des étudiants ont d'ailleurs été primés à l'échelle nationale et internationale. De plus, une bibliothèque comprenant une collection exhaustive de sources juridiques fédérales, québécoises et internationales vous donnera accès à plusieurs outils pour réussir vos études.

CONSEILLERS

Responsabilité civile, santé et sécurité des consommateurs, droit des contrats, droit européen.

Marie-Ève Arbour

Droit d'auteur, sociologie du droit, politiques culturelles.

Georges Azzaria

Droit de la mer (Arctique), mondialisation et protection de l'environnement, développement durable, responsabilités communes mais différenciées, droit international de l'environnement.

Kristin Bartenstein

Droit des obligations, droit des assurances.

André Bélanger

Critique identitaire, théorie du droit, histoire de la pensée juridique, analyse féministe du droit, médiation familiale, pouvoir judiciaire, opinions dissidentes sur les motifs et sur les résultats, droit comparé.

Marie-Claire Belleau

Droit civil (français et québécois), plus particulièrement droit des biens et droit des sûretés.

Aurore Benadiba

Droit économique, droit de l'entreprise, droit des sociétés, droit des PME, les aspects juridiques du commerce électronique, droit de la concurrence et de la distribution.

Charlaine Bouchard

Publicité foncière, cadastre, droit des biens, droit notarial.

François Brochu

Droit constitutionnel, droit constitutionnel comparé, fédéralisme, partage des compétences, droits de la personne.

Eugénie Brouillet

Droits et libertés de la personne, droit du travail.

Christian Brunelle

Droit international public, droit international économique, aspects juridiques de l'intégration économique régionale et internationale, droit constitutionnel et fédéralisme.

Charles-Emmanuel Côté

Droit des sociétés par actions, droit des valeurs mobilières, gouvernance des entreprises.

Raymonde Crête

Droit civil et économique, droit des obligations, droit comparé (droit civil et common law), théorie et histoire du droit.

Michelle Cumyn

Droit international public, droit humanitaire international, droit européen, droit international des droits de la personne.

Olivier Delas

Droit des sûretés, droit des contrats, droit de la faillite et de l'insolvabilité.

Jacques Deslauriers

Droit criminel, droits et libertés de la personne, droit de l'enfance et de la jeunesse.

Julie Desrosiers

Droit économique, droit de la concurrence, protection du consommateur, formes juridiques d'entreprises, droit comparé, droit transnational (CEDEAO, UEMOA, OHADA, UE).

Karounga Diawara

Droit judiciaire.

Denis Ferland

Responsabilité civile, assurance automobile, évaluation du préjudice corporel, contrats, protection du consommateur.

Daniel Gardner

Droit de la famille, droit des personnes, droit de l'enfance et protection de la jeunesse.

Dominique Goubau

Droit international économique, droit de l'OMC et préférences collectives, diversité culturelle, culture et développement durable, droit international public.

Véronique Guèvremont

Droit international privé, droit civil, droit comparé, procédure civile.

Sylvette Guillemard

Droit de l'environnement, droit pénal de l'environnement, développement durable, protection de l'Arctique, nouveaux modes de régulation.

Paule Halley

Droit social, droit administratif, science législative, théorie du droit, histoire du droit public.

Pierre Issalys

Droit bancaire, droit du commerce électronique, droit de la consommation, droit des sociétés par actions.

Marc Lacoursière

Droit du travail, droit de la santé et de la sécurité au travail, droits et libertés de la personne.

Anne-Marie Laflamme

Droit international pénal, droit pénal canadien, droit international humanitaire, droit international et interne des droits de la personne.

Fannie Lafontaine

Droits et libertés de la personne (international et interne), pluralisme culturel et droit, droit administratif, droit du travail.

Louis-Philippe Lampron

Droit civil québécois, droit civil français, droit et religions, droit comparé, théorie du droit.

Christelle Landheer-Cieslak

Théories féministes, droit des femmes, discrimination, harcèlement sexuel, droit des contrats, droit de la responsabilité civile, violence faite aux femmes, droits de la personne.

Louise Langevin

Fiscalité, politique fiscale, fiscalité des sociétés internationales, problèmes sociaux touchant la fiscalité.

André Lareau

Méthodologie du droit, méthodologie de la recherche, rédaction juridique, droit professionnel, droit disciplinaire, légistique, interprétation des lois, droit comparé.

Lucie Lauzière

Droit international de l'environnement, droit de l'environnement, développement durable, principe des responsabilités communes mais différenciées, aménagement durable du territoire.

Sophie Lavallée

Droit administratif, droit public économique.

Denis Lemieux

Droit administratif et judiciaire.

Pierre Lemieux

Frédéric Lévesque

Philosophie du droit, méthodologie juridique, épistémologie juridique, logique et argumentation en droit, droit comparé, droit autochtone et politique autochtone.

Bjarne Melkevik

Droit des personnes, droit de la famille, droit des successions, droit notarial, production et évolution du droit.

Christine Morin

Droit constitutionnel et droit des autochtones.

Geneviève Motard

Droit des biens, contrats spéciaux, sûretés, droit criminel économique et droit civil économique.

Mario Naccarato

Droit civil, histoire du droit québécois, histoire de la culture juridique québécoise.

Sylvio Normand

Droit international économique, accords de l'OMC, ALÉNA, libre-échange dans les Amériques, mesures sanitaires et phytosanitaires, santé et commerce, droit des investissements, règlement des différends économiques.

Richard Ouellet

Droit de l'agroalimentaire national et international, sécurité alimentaire, droit international public.

Geneviève Parent

Droit pénal, droit comparé, droit civil.

Pierre Rainville

Droit du travail et de l'emploi, droit international du travail, droits et libertés de la personne, droits économiques et sociaux, théorie du droit.

Dominic Roux

Mélanie Samson

Alexandre Stylios

Droit constitutionnel, droit public comparé, droits et libertés de la personne et droit administratif.

Patrick Taillon

Droit des sociétés par actions, droit de l'entreprise, principes fondamentaux du droit criminel et pénal (excluant procédure et preuve), droit successoral, droit des individus et de leurs animaux domestiques.

Jean Turgeon

Droit du commerce international, droit international privé, droit de la propriété intellectuelle, droit comparé.

Sophie Verville

Description officielle

Cette page est à jour en date du 5 août 2014 et constitue la version officielle de ce programme à compter de la session d'hiver 2015. L'Université Laval se réserve le droit de modifier ce programme sans préavis.

GRADE

Maître en droit (LL. M.)

45
CRÉDITS
INSCRITS

Renseignements et directives

OBJECTIFS

Cette maîtrise s'adresse à une clientèle variée qui désire acquérir une formation professionnelle spécialisée de haut niveau.

Elle doit permettre à l'étudiant d'atteindre les objectifs suivants :

- acquérir une formation professionnelle spécialisée en droit international et transnational;
- analyser, de manière critique, les règles et les pratiques afférentes au droit international et transnational;
- s'ouvrir à l'interdisciplinarité;
- renforcer la capacité d'analyse, l'esprit de synthèse, le raisonnement et l'habileté à communiquer oralement et par écrit;
- accroître les aptitudes à la recherche juridique en traitant par écrit, de façon claire et cohérente, un problème relativement complexe.

L'essai (environ 50 pages) qui complète la scolarité du programme vise à permettre à l'étudiant de développer ses habiletés de

recherche et de rédaction.

PROFILS D'ÉTUDES

Profil international

L'option d'un profil international permet d'obtenir un soutien financier et logistique pour effectuer une session d'études dans une université partenaire. L'étudiant inscrit à un programme de maîtrise sans mémoire intéressé à s'en prévaloir est invité à prendre contact avec la direction de programme afin de connaître les conditions d'admissibilité à ce séjour d'études.

RESPONSABLE

Pour information

cycles-superieurs@fd.ulaval.ca

Faculté de rattachement

Faculté de droit

SOUTIEN FINANCIER

Fonds de soutien financier facultaire

Outre les diverses bourses au mérite de 7 500 \$ offertes par la Faculté de droit (www.ulaval.ca/fd), un montant de 1 500 \$ est octroyé à tout étudiant inscrit à la maîtrise qui dépose son essai, avec l'approbation de son conseiller, au plus tard pendant la sixième session suivant son admission au programme, pour l'évaluation par le jury.

Conditions d'admission

SESSION D'ADMISSION

AUTOMNE HIVER

ADMISSIBILITÉ

Exigences générales

Être titulaire d'un baccalauréat en droit, délivré par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent. La moyenne cumulative normalement exigée du titulaire d'un baccalauréat est de 3,00 sur 4,33 (des résultats scolaires jugés équivalents

sont exigés pour des études effectuées dans des systèmes scolaires où la notation est différente). Toutefois, l'ensemble du dossier de candidature est pris en compte par la direction des programmes.

Le titulaire d'un baccalauréat dans une autre discipline qui, par ailleurs, est titulaire d'un certificat en droit ou d'une formation juridique équivalente est admissible à ce programme, dans la mesure où il y a compatibilité entre la formation et le projet d'études du candidat.

Exigences particulières

En plus des documents relatifs au dossier scolaire qui sont exigés avec le formulaire de demande d'admission, chaque candidat doit présenter un curriculum vitæ, trois lettres de recommandation ainsi qu'un texte d'une page dans lequel il fait part de ses champs d'intérêt et des objectifs qu'il cherche à atteindre par son projet d'études.

Un candidat diplômé hors Québec doit produire à l'appui de sa candidature une lettre de recommandation délivrée par son établissement d'origine qui permette d'apprécier la qualité de son dossier par rapport aux autres étudiants de sa promotion.

La maîtrise de la langue française est nécessaire pour la poursuite de ce programme. De plus, le candidat doit posséder une connaissance suffisante de l'anglais écrit.

Depuis la session d'hiver 2013, le candidat qui n'a pas fait ses études primaires et secondaires en français doit passer le Test de français international (TFI). L'obtention d'un résultat égal ou supérieur à 825/990 est une exigence d'admission. L'étudiant doit faire le test avant de soumettre sa demande d'admission.

L'étudiant qui n'obtient pas le résultat minimum peut, sous certaines conditions, être admis de manière conditionnelle dans le programme d'études. Cependant, il doit faire le nécessaire pour satisfaire à l'exigence avant la fin de sa première session d'inscription. Une scolarité d'appoint sera alors recommandée par l'École de langues de l'Université Laval. La réussite du cours FLE-3003, FLE-3311 ou FLE-3312 permet de satisfaire à l'exigence d'admission.

Sélection

Chaque candidature est évaluée par la direction de programme, qui tient compte, dans son évaluation, de la préparation antérieure du candidat, de la qualité de son dossier scolaire, de ses rapports d'appréciation, de son aptitude à la recherche, de sa motivation ainsi que des ressources de la Faculté de droit. Lors de l'admission, la direction de programme peut imposer une scolarité préparatoire d'un ou de plusieurs cours du baccalauréat en droit selon la spécialité choisie.

En savoir plus sur les études universitaires au Québec.




DATE LIMITE DE DÉPÔT

La date à respecter pour le dépôt d'une demande d'admission varie selon le profil des candidats. Toute l'information se trouve dans la section Admission.





Structure du programme









ACTIVITÉS DE FORMATION COMMUNES

Cours	Titre	Crédits exigés
	DROIT INTERNATIONAL ET TRANSNATIONAL	45

<u>DRT-6078</u>	Essai		12
<u>DRT-6123</u>	Méthodologie de l'essai		2
<u>DRT-7005</u>	Séminaire de professeur invité		1

RÈGLE 1 - 21 CRÉDITS PARMIS:

Cours de cheminement			
<u>DRT-6000</u>	Droit de l'Organisation mondiale du commerce		3
<u>DRT-6001</u>	Libre-échange en Amérique du Nord		3
<u>DRT-6011</u>	Contrats commerciaux internationaux		3
<u>DRT-6012</u>	Droit international de la propriété intellectuelle		3
<u>DRT-6013</u>	Droit international de l'environnement 		3
<u>DRT-6024</u>	Règlement des différends en droit privé interne et international : matières civiles et commerciales		3
<u>DRT-6029</u>	Droit international des droits de la personne		3
<u>DRT-6030</u>	Droit international du travail		3
<u>DRT-6031</u>	Sujets spéciaux en droit international et transnational I		3
<u>DRT-6032</u>	Sujets spéciaux en droit international et transnational II		3
<u>DRT-6041</u>	Matières civiles et commerciales : droits québécois/européen		3
<u>DRT-6044</u>	Droit de l'Union européenne		3
<u>DRT-</u>	Droit européen des droits de la		







6045	personne			3
DRT-6046	Sécurité alimentaire mondiale			3
DRT-6048	Droit bancaire international			3
DRT-6049	Droit international de l'enfance			3
DRT-6050	Droit de la biodiversité			3
DRT-6064	Droit des investissements directs étrangers			3
DRT-6076	Droit international de la culture			3
DRT-6077	Droit international pénal			3
DRT-6095	Clinique de droit international pénal et humanitaire			3
DRT-6114	Aspects comparatifs et internationaux du droit de la concurrence			3
DRT-6115	Procédure et preuve en droit international pénal			3
DRT-6116	Droit international des réfugiés			3
DRT-6117	Droit international public avancé			3
DRT-6121	Concours de plaidoirie I			3
DRT-6122	Concours de plaidoirie II			3
DRT-6148	Droit international des droits économiques, sociaux et culturels			3
DRT-6149	Droit international humanitaire			3
DRT-	Droit de l'Organisation mondiale du			3

<u>6150</u>	commerce avancé		
<u>DRT-7001</u>	Cours individualisé		3
<u>DRT-7002</u>	Diversité culturelle et développement durable en droit international		3
<u>DRT-7004</u>	Droit international de la mer		3
<u>DRT-7006</u>	Stage en droit I		3
<u>DRT-7007</u>	Stage en droit II		3

RÈGLE 2 - 6 CRÉDITS PARMIS:

Cours hors cheminement			
<u>DRT-6002</u>	Égalité et discrimination		3
<u>DRT-6003</u>	Libertés fondamentales		3
<u>DRT-6007</u>	Théories féministes du droit		3
<u>DRT-6014</u>	Sujets spéciaux I		3
<u>DRT-6015</u>	Sujets spéciaux II		3
<u>DRT-6016</u>	Sujets spéciaux III		3
<u>DRT-6020</u>	Création, fusion, acquisition et transmission d'entreprises		3
<u>DRT-6021</u>	L'entreprise et ses modes de financement		3
<u>DRT-6025</u>	Droit de l'environnement et contrôle de la pollution		3
<u>DRT-6026</u>	Sujets spéciaux en droit des affaires I		3

<u>DRT-6027</u>	Sujets spéciaux en droit des affaires II		3
<u>DRT-6038</u>	Droit, gouvernance et développement durable		3
<u>DRT-6039</u>	Droits fondamentaux en milieu de travail		3
<u>DRT-6040</u>	Fédéralisme, fédérations et identités culturelles		3
<u>DRT-6042</u>	Le contrat d'assurance et ses outils de régulation		3
<u>DRT-6043</u>	Droit contemporain des contrats		3
<u>DRT-6047</u>	La responsabilité civile et les nouveaux risques		3
<u>DRT-6052</u>	Sujets spéciaux en droit de l'environnement I		3
<u>DRT-6053</u>	Sujets spéciaux en droit de l'environnement II		3
<u>DRT-6055</u>	Droit, territoire et peuples autochtones		3
<u>DRT-6056</u>	Gouvernance de l'entreprise		3
<u>DRT-6059</u>	Droit pénal de l'environnement		3
<u>DRT-6063</u>	Propriété intellectuelle de l'entreprise et nouvelle économie		3
<u>DRT-6065</u>	Droit du commerce électronique		3
<u>DRT-6074</u>	Droit et gestion de la santé et de la sécurité au travail	 	3
<u>DRT-6090</u>	Sujets spéciaux : droits fondamentaux I		3
<u>DRT-6091</u>	Sujets spéciaux : droits fondamentaux II		3
<u>DRT-</u>	Instruments économiques en droit de		

<u>6092</u>	l'environnement		3
<u>DRT-6094</u>	Régimes de redressement des entreprises		3
<u>DRT-6101</u>	Théories de l'interprétation juridique		3
<u>DRT-6102</u>	Recherche empirique en droit		3
<u>DRT-6103</u>	Théories et méthodes du droit comparé		3
<u>DRT-6104</u>	Droit public avancé		3
<u>DRT-6105</u>	Droit civil avancé		3
<u>DRT-6106</u>	Rôle des citoyens dans la protection juridique de l'environnement		3
<u>DRT-6107</u>	Droit des ressources naturelles		3
<u>DRT-6108</u>	Droit de l'énergie		3
<u>DRT-6109</u>	Droit de l'eau		3
<u>DRT-6110</u>	Droit privé et environnement		3
<u>DRT-6111</u>	Justice pénale I		3
<u>DRT-6113</u>	Histoire et théorie des droits fondamentaux		3
<u>DRT-6125</u>	Droit et gestion des services de santé		3
<u>DRT-6147</u>	Justice pénale II		3
<u>DRT-6151</u>	Criminalité économique		3

RÈGLE 3 - 3 CRÉDITS PARMIS:

Cours hors faculté			
<u>ECN-6601</u>	Problèmes de développement économique dans le contexte international		3
<u>ECN-6602</u>	Problèmes économiques internationaux		3
<u>ECN-6950</u>	Analyse des politiques macroéconomiques		3
<u>ECN-6956</u>	Économie internationale et firmes multinationales		3
<u>ECN-6958</u>	Pauvreté et développement économique		3
<u>ECN-7950</u>	Politiques canadiennes et québécoises du commerce extérieur		3
<u>ECN-7951</u>	Séminaire sur le commerce international		3
<u>ERU-7001</u>	Ruralité et sous-développement		3
<u>ETH-7001</u>	Enjeux théoriques et pratiques de l'éthique appliquée		3
<u>GGR-7017</u>	Problèmes de développement II		3
<u>GGR-7019</u>	Géographie du système agroalimentaire		3
<u>GGR-7024</u>	Enjeux du développement en Asie		3
<u>GIE-6000</u>	Données fondamentales de la mondialisation	 	3
<u>GIE-6001</u>	Gestion des projets internationaux	 	3
<u>POL-7001</u>	Analyse de la politique étrangère		3
<u>POL-7016</u>	Géopolitique de l'Asie-Pacifique		3
<u>POL-</u>			

<u>7020</u>	Institutions nord-américaines		3
<u>POL-7022</u>	La paix : problématiques et stratégies		3
<u>POL-7023</u>	La politique étrangère des USA		3
<u>POL-7025</u>	Management public		3
<u>POL-7026</u>	Parlementarisme		3
<u>POL-7034</u>	Institutions internationales		3
<u>POL-7035</u>	Politique et société en Afrique		3
<u>POL-7036</u>	Écopolitique mondiale		3
<u>POL-7040</u>	Problèmes actuels de la démocratie		3
<u>SCR-6004</u>	Islam: tradition et modernité		3
<u>SOC-7044</u>	Environnement et développement durable		4

Tout étudiant désireux de choisir un cours hors faculté non énuméré dans cette liste peut présenter une demande motivée à la d programme.

PROFILS D'ÉTUDES

Cours	Titre	Crédits exigés
PROFIL INTERNATIONAL		
EHE-6DRT	Études - Profil international - Maîtrise en droit	12

MAÎTRISE EN DROIT - DROITS FONDAMENTAUX (LL. M.)

Présentation générale

Recherche dans le domaine

RECHERCHE À LA FACULTÉ

Un nombre considérable de projets de recherche mobilisent les professeurs de la Faculté dans différents domaines du droit. Une bonne partie d'entre eux est d'ailleurs financée par les plus importants organismes au pays. Si vous choisissez de poursuivre vos études aux cycles supérieurs, il vous sera possible de collaborer à leurs travaux de recherche, et d'allier ce travail à votre formation.

La Faculté de droit compte 14 chaires, centres et groupes de recherche:

- Centre d'études en droit économique (CÉDÉ)
- Chaire de recherche du Canada en droit de l'environnement (CRCDE)
- Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires (CRDIP)
- Chaire de rédaction juridique Louis-Philippe-Pigeon (CRJ)
- Clinique de droit international pénal et humanitaire (CDIPH)
- Groupe de recherche en droit des services financiers (GRDSF)
- Groupe d'études en droits et libertés (GEDEL)
- Chaire d'études maghrébines
- Groupe de recherche sur les aspects juridiques internationaux et transnationaux de l'intégration économique (AJIT)
- Groupe de recherche pour l'avancement de la fiscalité et des finances publiques (GRAFFIP)
- Cercle Europe
- Réseau international des juristes pour la diversité des expressions culturelles (RIJDEC)
- Chaire Jean-Monnet en intégration européenne de l'Université Laval
- Chaire de recherche du Canada sur la justice internationale pénale et les droits fondamentaux

La Faculté se démarque par l'excellence de ses étudiants aux cycles supérieurs. Plusieurs thèses et mémoires des étudiants ont d'ailleurs été primés à l'échelle nationale et internationale. De plus, une bibliothèque comprenant une collection exhaustive de sources juridiques fédérales, québécoises et internationales vous donnera accès à plusieurs outils pour réussir vos études.

CONSEILLERS

Champs de recherche suivis du nom des professeurs habilités à conseiller l'étudiant

Responsabilité civile, santé et sécurité des consommateurs, droit des contrats, droit européen.

Marie-Ève Arbour

Droit d'auteur, sociologie du droit, politiques culturelles.

Georges Azzaria

Droit de la mer (Arctique), mondialisation et protection de l'environnement, développement durable, responsabilités communes, mais différenciées, droit international de l'environnement.

Kristin Bartenstein

Droit des obligations, droit des assurances.

André Bélanger

Critique identitaire, théorie du droit, histoire de la pensée juridique, analyse féministe du droit, médiation familiale, pouvoir judiciaire, opinions dissidentes sur les motifs et sur les résultats, droit comparé.

Marie-Claire Belleau

Droit civil (français et québécois), plus particulièrement droit des biens et droit des sûretés.

Aurore Benadiba

Droit économique, droit de l'entreprise, droit des sociétés, droit des PME, les aspects juridiques du commerce électronique, droit de la concurrence et de la distribution.

Charlaine Bouchard

Publicité foncière, cadastre, droit des biens, droit notarial.

François Brochu

Droit constitutionnel, droit constitutionnel comparé, fédéralisme, partage des compétences, droits de la personne.

Eugénie Brouillet

Droits et libertés de la personne, droit du travail.

Christian Brunelle

Droit international public, droit international économique, aspects juridiques de l'intégration économique régionale et internationale, droit constitutionnel et fédéralisme.

Charles-Emmanuel Côté

Droit des sociétés par actions, droit des valeurs mobilières, gouvernance des entreprises.

Raymonde Crête

Droit civil et économique, droit des obligations, droit comparé (droit civil et common law), théorie et histoire du droit.

Michelle Cumyn

Droit international public, droit humanitaire international, droit européen, droit international des droits de la personne.

Olivier Delas

Droit des sûretés, droit des contrats, droit de la faillite et de l'insolvabilité.

Jacques Deslauriers

Droit criminel, droits et libertés de la personne, droit de l'enfance et de la jeunesse.

Julie Desrosiers

Droit économique, droit de la concurrence, protection du consommateur, formes juridiques d'entreprises, droit comparé, droit transnational (CEDEAO, UEMOA, OHADA, UE).

Karounga Diawara

Droit judiciaire.

Denis Ferland

Responsabilité civile, assurance automobile, évaluation du préjudice corporel, contrats, protection du consommateur.

Daniel Gardner

Droit de la famille, droit des personnes, droit de l'enfance et protection de la jeunesse.

Dominique Goubau

Droit international économique, droit de l'OMC et préférences collectives, diversité culturelle, culture et développement durable, droit international public.

Véronique Guèvremont

Droit international privé, droit civil, droit comparé, procédure civile.

Sylvette Guillemard

Droit de l'environnement, droit pénal de l'environnement, développement durable, protection de l'Arctique, nouveaux modes de régulation.

Paule Halley

Droit social, droit administratif, science législative, théorie du droit, histoire du droit public.

Pierre Issalys

Droit bancaire, droit du commerce électronique, droit de la consommation, droit des sociétés par actions.

Marc Lacoursière

Droit du travail, droit de la santé et de la sécurité au travail, droits et libertés de la personne.

Anne-Marie Laflamme

Droit international pénal, droit pénal canadien, droit international humanitaire, droit international et interne des droits de la personne.

Fannie Lafontaine

Droits et libertés de la personne (international et interne), pluralisme culturel et droit, droit administratif, droit du travail.

Louis-Philippe Lampron

Droit civil québécois, droit civil français, droit et religions, droit comparé, théorie du droit.

Christelle Landheer-Cieslak

Théories féministes, droit des femmes, discrimination, harcèlement sexuel, droit des contrats, droit de la responsabilité civile, violence faite aux femmes, droits de la personne.

Louise Langevin

Fiscalité, politique fiscale, fiscalité des sociétés internationales, problèmes sociaux touchant la fiscalité.

André Lareau

Méthodologie du droit, méthodologie de la recherche, rédaction juridique, droit professionnel, droit disciplinaire, légistique, interprétation des lois, droit comparé.

Lucie Lauzière

Droit international de l'environnement, droit de l'environnement, développement durable, principe des responsabilités communes, mais différenciées, aménagement durable du territoire.

Sophie Lavallée

Droit administratif, droit public économique.

Denis Lemieux

Droit administratif et judiciaire.

Pierre Lemieux

Droit des obligations, droit civil, droit constitutionnel.

Frédéric Lévesque

Philosophie du droit, méthodologie juridique, épistémologie juridique, logique et argumentation en droit, droit comparé, droit autochtone et politique autochtone.

Bjarne Melkevik

Droit des personnes, droit de la famille, droit des successions, droit notarial, production et évolution du droit.

Christine Morin

Droit constitutionnel et droit des autochtones.

Geneviève Motard

Droit des biens, contrats spéciaux, sûretés, droit criminel économique et droit civil économique.

Mario Naccarato

Droit civil, histoire du droit québécois, histoire de la culture juridique québécoise.

Sylvio Normand

Droit international économique, accords de l'OMC, ALENA, libre-échange dans les Amériques, mesures sanitaires et phytosanitaires, santé et commerce, droit des investissements, règlement des différends économiques.

Richard Ouellet

Droit de l'agroalimentaire national et international, sécurité alimentaire, droit international public.

Geneviève Parent

Droit pénal, droit comparé, droit civil.

Pierre Rainville

Droit du travail et de l'emploi, droit international du travail, droits et libertés de la personne, droits économiques et sociaux, théorie du droit.

Dominic Roux

Interprétation des lois, droits et libertés de la personne, méthodologie du droit.

Mélanie Samson

Preuve et procédure pénales, droit pénal, pénologie, droit comparé.

Alexandre Stylios

Droit constitutionnel, droit public comparé, droits et libertés de la personne et droit administratif.

Patrick Taillon

Droit des sociétés par actions, droit de l'entreprise, principes fondamentaux du droit criminel et pénal (excluant procédure et preuve), droit successoral, droit des individus et de leurs animaux domestiques.

Jean Turgeon

Droit du commerce international, droit international privé, droit de la propriété intellectuelle, droit comparé.

Sophie Verville

Description officielle

Cette page est à jour en date du 7 août 2014 et constitue la version officielle de ce programme à compter de la session d'hiver 2015. L'Université Laval se réserve le droit de modifier ce programme sans préavis.

GRADE

Maître en droit (LL. M.)

45

CRÉDITS INSCRITS

Renseignements et directives

OBJECTIFS

Cette maîtrise s'adresse à une clientèle variée qui désire acquérir une formation professionnelle spécialisée de haut niveau.

Elle doit permettre à l'étudiant d'atteindre les objectifs suivants :

- acquérir une formation professionnelle pratique spécialisée en droits fondamentaux;
- analyser de manière critique les règles et les pratiques afférentes aux droits fondamentaux;
- s'ouvrir au droit comparé et à l'interdisciplinarité;
- renforcer la capacité d'analyse, l'esprit de synthèse, le raisonnement et la capacité de communiquer oralement et par écrit;
- accroître les aptitudes à la recherche juridique en traitant par écrit, de façon claire et cohérente, un problème relativement complexe.

L'essai (environ 50 pages) qui complète la scolarité du programme vise à permettre à l'étudiant de développer ses habiletés de recherche et de rédaction.

PROFILS D'ÉTUDES

Profil international

L'option d'un profil international permet d'obtenir un soutien financier et logistique pour effectuer une session d'études dans une université partenaire. L'étudiant inscrit à un programme de maîtrise sans mémoire intéressé à s'en prévaloir est invité à prendre contact avec la direction de programme afin de connaître les conditions d'admissibilité à ce séjour d'études.

RESPONSABLE

Pour information

cycles-superieurs@fd.ulaval.ca

Faculté de rattachement

Faculté de droit

SOUTIEN FINANCIER

Fonds de soutien financier facultaire

Outre les diverses bourses au mérite de 7 500 \$ offertes par la Faculté de droit, un montant de 1 500 \$ est octroyé à tout étudiant inscrit à la maîtrise qui dépose son essai, avec l'approbation de son conseiller, au plus tard pendant la sixième session suivant son admission au programme, pour évaluation par le jury.

Conditions d'admission

SESSION D'ADMISSION

AUTOMNE HIVER

ADMISSIBILITÉ

Exigences générales

Être titulaire d'un baccalauréat en droit, délivré par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent. La moyenne cumulative normalement exigée du titulaire d'un baccalauréat est de 3,00 sur 4,33 (des résultats scolaires jugés équivalents sont exigés pour des études effectuées dans des systèmes scolaires où la notation est différente). Toutefois, l'ensemble du dossier de candidature est pris en compte par la direction des programmes.

Le titulaire d'un baccalauréat dans une autre discipline qui, par ailleurs, est titulaire d'un certificat en droit ou d'une formation juridique équivalente est admissible à ce programme, dans la mesure où il y a compatibilité entre la formation et le projet d'études du candidat.

Exigences particulières

En plus des documents relatifs au dossier scolaire qui sont exigés avec le formulaire de demande d'admission, chaque candidat doit présenter un curriculum vitæ, trois lettres de recommandation ainsi qu'un texte d'une page dans lequel il fait part de ses champs d'intérêt et des objectifs qu'il cherche à atteindre par son projet d'études.

Un candidat diplômé hors Québec doit produire, à l'appui de sa candidature, une lettre de recommandation délivrée par son établissement d'origine qui permette d'apprécier la qualité de son dossier par rapport aux autres étudiants de sa promotion.

La maîtrise de la langue française est nécessaire pour la poursuite de ce programme. De plus, le candidat doit posséder une connaissance suffisante de l'anglais écrit.

Depuis la session d'hiver 2013, le candidat qui n'a pas fait ses études primaires et secondaires en français doit passer le Test de français international (TFI). L'obtention d'un résultat égal ou supérieur à 825/990 est une exigence d'admission. L'étudiant doit faire le test avant de soumettre sa demande d'admission.

L'étudiant qui n'obtient pas le résultat minimum peut, sous certaines conditions, être admis de manière conditionnelle dans le programme d'études. Cependant, il doit faire le nécessaire pour satisfaire à l'exigence avant la fin de sa première session d'inscription. Une scolarité d'appoint sera alors recommandée par l'École de langues de l'Université Laval. La réussite du cours FLE-3003, FLE-3311 ou FLE-3312 permet de satisfaire à l'exigence d'admission.

Sélection

Chaque candidature est évaluée par la direction de programme, qui tient compte, dans son évaluation, de la préparation antérieure du candidat, de la qualité de son dossier scolaire, de ses rapports d'appréciation, de son aptitude à la recherche, de

sa motivation ainsi que des ressources de la Faculté de droit. Lors de l'admission, la direction de programme peut imposer une scolarité préparatoire d'un ou de plusieurs cours du baccalauréat en droit selon la spécialité choisie.






En savoir plus sur les études universitaires au Québec.









DATE LIMITE DE DÉPÔT

La date à respecter pour le dépôt d'une demande d'admission varie selon le profil des candidats. Toute l'information se trouve dans la section Admission.

Structure du programme




ACTIVITÉS DE FORMATION COMMUNES








Cours	Titre		Crédits exigés
DROITS FONDAMENTAUX			45
<u>DRT-6078</u>	Essai		12
<u>DRT-6123</u>	Méthodologie de l'essai		2
<u>DRT-7005</u>	Séminaire de professeur invité		1
RÈGLE 1 - 21 CRÉDITS PARMIS:			
Cours de cheminement			
<u>DRT-6002</u>	Égalité et discrimination		3
<u>DRT-6003</u>	Libertés fondamentales		3
<u>DRT-6007</u>	Théories féministes du droit		3
<u>DRT-6029</u>	Droit international des droits de la personne		3
<u>DRT-</u>	Droit international du travail		3

6030				
<u>DRT-6039</u>	Droits fondamentaux en milieu de travail			3
<u>DRT-6045</u>	Droit européen des droits de la personne			3
<u>DRT-6046</u>	Sécurité alimentaire mondiale			3
<u>DRT-6049</u>	Droit international de l'enfance			3
<u>DRT-6055</u>	Droit, territoire et peuples autochtones			3
<u>DRT-6076</u>	Droit international de la culture			3
<u>DRT-6077</u>	Droit international pénal			3
<u>DRT-6090</u>	Sujets spéciaux : droits fondamentaux I			3
<u>DRT-6091</u>	Sujets spéciaux : droits fondamentaux II			3
<u>DRT-6095</u>	Clinique de droit international pénal et humanitaire			3
<u>DRT-6104</u>	Droit public avancé			3
<u>DRT-6111</u>	Justice pénale I			3
<u>DRT-6113</u>	Histoire et théorie des droits fondamentaux			3
<u>DRT-6115</u>	Procédure et preuve en droit international pénal			3
<u>DRT-6116</u>	Droit international des réfugiés			3
<u>DRT-6121</u>	Concours de plaidoirie I			3
<u>DRT-6122</u>	Concours de plaidoirie II			3

<u>DRT-6125</u>	Droit et gestion des services de santé		3
<u>DRT-6147</u>	Justice pénale II		3
<u>DRT-6148</u>	Droit international des droits économiques, sociaux et culturels		3
<u>DRT-6149</u>	Droit international humanitaire		3
<u>DRT-6151</u>	Criminalité économique		3
<u>DRT-7002</u>	Diversité culturelle et développement durable en droit international		3
<u>DRT-7006</u>	Stage en droit I		3
<u>DRT-7007</u>	Stage en droit II		3
RÈGLE 2 - 6 CRÉDITS PARMIS:			
Cours hors cheminement			
<u>DRT-6000</u>	Droit de l'Organisation mondiale du commerce		3
<u>DRT-6001</u>	Libre-échange en Amérique du Nord		3
<u>DRT-6011</u>	Contrats commerciaux internationaux		3
<u>DRT-6012</u>	Droit international de la propriété intellectuelle		3
<u>DRT-6013</u>	Droit international de l'environnement 		3
<u>DRT-6014</u>	Sujets spéciaux I		3
<u>DRT-6015</u>	Sujets spéciaux II		3
<u>DRT-</u>	Sujets spéciaux III		3

6016

<u>DRT-6020</u>	Création, fusion, acquisition et transmission d'entreprises		3
<u>DRT-6021</u>	L'entreprise et ses modes de financement		3
<u>DRT-6024</u>	Règlement des différends en droit privé interne et international : matières civiles et commerciales		3
<u>DRT-6025</u>	Droit de l'environnement et contrôle de la pollution		3
<u>DRT-6026</u>	Sujets spéciaux en droit des affaires I		3
<u>DRT-6027</u>	Sujets spéciaux en droit des affaires II		3
<u>DRT-6031</u>	Sujets spéciaux en droit international et transnational I		3
<u>DRT-6032</u>	Sujets spéciaux en droit international et transnational II		3
<u>DRT-6038</u>	Droit, gouvernance et développement durable		3
<u>DRT-6040</u>	Fédéralisme, fédérations et identités culturelles		3
<u>DRT-6041</u>	Matières civiles et commerciales : droits québécois/européen		3
<u>DRT-6042</u>	Le contrat d'assurance et ses outils de régulation		3
<u>DRT-6043</u>	Droit contemporain des contrats		3
<u>DRT-6044</u>	Droit de l'Union européenne		3
<u>DRT-6047</u>	La responsabilité civile et les nouveaux risques		3
<u>DRT-6048</u>	Droit bancaire international		3
<u>DRT-</u>			

6050	Droit de la biodiversité		3
DRT-6052	Sujets spéciaux en droit de l'environnement I		3
DRT-6053	Sujets spéciaux en droit de l'environnement II		3
DRT-6056	Gouvernance de l'entreprise		3
DRT-6059	Droit pénal de l'environnement		3
DRT-6063	Propriété intellectuelle de l'entreprise et nouvelle économie		3
DRT-6064	Droit des investissements directs étrangers		3
DRT-6065	Droit du commerce électronique		3
DRT-6074	Droit et gestion de la santé et de la sécurité au travail	 	3
DRT-6092	Instruments économiques en droit de l'environnement		3
DRT-6094	Régimes de redressement des entreprises		3
DRT-6101	Théories de l'interprétation juridique		3
DRT-6102	Recherche empirique en droit		3
DRT-6103	Théories et méthodes du droit comparé		3
DRT-6105	Droit civil avancé		3
DRT-6106	Rôle des citoyens dans la protection juridique de l'environnement		3
DRT-6107	Droit des ressources naturelles		3
DRT-	Droit de l'énergie		3

6108

<u>DRT-6109</u>	Droit de l'eau		3
<u>DRT-6110</u>	Droit privé et environnement		3
<u>DRT-6114</u>	Aspects comparatifs et internationaux du droit de la concurrence		3
<u>DRT-6117</u>	Droit international public avancé		3
<u>DRT-6150</u>	Droit de l'Organisation mondiale du commerce avancé		3
<u>DRT-7001</u>	Cours individualisé		3
<u>DRT-7004</u>	Droit international de la mer		3

RÈGLE 3 - 3 CRÉDITS PARMIS:

Cours hors faculté

<u>ECN-6958</u>	Pauvreté et développement économique		3
<u>ERU-7001</u>	Ruralité et sous-développement		3
<u>ERU-7005</u>	Gestion du développement agricole et rural		3
<u>ETH-6003</u>	Théories morales contemporaines		3
<u>ETH-7001</u>	Enjeux théoriques et pratiques de l'éthique appliquée		3
<u>GGR-7004</u>	Géographie culturelle		3
<u>PHI-7202</u>	Droit, éthique et société		3
<u>PHI-7205</u>	Théories de la justice sociale		3
<u>PHI-7206</u>	Questions de métaéthique		3

<u>PHI-7207</u>	Notions fondamentales d'éthique	3
<u>POL-7011</u>	États de droit, religions et sectes: analyse comparée	3
<u>POL-7014</u>	Féminisme et politique	3
<u>POL-7017</u>	Groupes d'intérêt et représentation démocratique	3
<u>POL-7033</u>	Mouvements sociaux et idéologies politiques	3
<u>POL-7035</u>	Politique et société en Afrique	3
<u>POL-7036</u>	Écopolitique mondiale	3
<u>POL-7040</u>	Problèmes actuels de la démocratie	3
<u>POL-7042</u>	Questions stratégiques contemporaines	3
<u>SOC-6000</u>	Lectures dirigées	4
<u>SOC-7015</u>	Séminaire sur l'identité contemporaine	4
<u>SOC-7020</u>	Échanges, réseaux et sociabilité	4
<u>SOC-7027</u>	Fondements du lien social	4
<u>SOC-7032</u>	Questions de développement : Politiques sociales comparées	4
<u>SOC-7044</u>	Environnement et développement durable	4
<u>SVS-7005</u>	Études féministes : théories, enjeux et pratiques	3
<u>SVS-7017</u>	Diversité sexuelle et intervention sociale	3
<u>SVS-7018</u>	Diversité culturelle et intervention sociale	3

Tout étudiant désireux de suivre un cours hors faculté non énuméré dans cette liste peut présenter une demande motivée à la d programme.

PROFILS D'ÉTUDES

Cours	Titre	Crédits exigés
PROFIL INTERNATIONAL		
EHE-6DRT	Études - Profil international - Maîtrise en droit	12

Version: 2014-10-27 14:04:09 / 2014-10-10 08:41:40

MAÎTRISE EN DROIT NOTARIAL (LL. M.)

PROGRAMME EN VOIE D'APPROBATION - Ouvert aux fins d'admission

Après avoir reçu un avis favorable du Conseil universitaire de l'Université Laval, ce programme est maintenant en attente de l'approbation du Bureau de coopération interuniversitaire et du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (MESRST).

Description officielle

Cette page est à jour en date du 9 avril 2014 et constitue la version officielle de ce programme à compter de la session d'automne 2014. L'Université Laval se réserve le droit de modifier ce programme sans préavis.

GRADE

Maître en droit notarial (LL.M.)

54
CRÉDITS
INSCRITS

Renseignements et directives

ORIENTATION

Le programme assure une formation globale, continue et cohérente des futurs notaires. Il permet ainsi une meilleure préparation à l'exercice de la profession et une protection accrue du public. Les activités pédagogiques de celui-ci reposent sur l'accès à des savoirs et à des savoir-faire contextualisés. Elles favorisent notamment la construction de la pensée critique du futur notaire en regard du droit notarial, compétence essentielle à l'exercice du notariat.

OBJECTIFS

Les objectifs généraux de ce programme sont :

- d'approfondir et d'intégrer les connaissances juridiques enseignées au baccalauréat en droit;
 - d'acquérir des connaissances juridiques approfondies nécessaires à l'exercice de la profession, notamment en droit immobilier, en planification et liquidation successorales ainsi qu'en droit des affaires;
 - de transposer des connaissances théoriques en milieu professionnel, entre autres par l'analyse de situations juridiques et par la résolution de problèmes juridiques;
 - de maîtriser les habiletés requises pour l'exercice de la profession en faisant, par exemple, preuve de minutie et de rigueur, en adoptant des méthodes de travail efficaces et en utilisant son temps judicieusement;
 - d'intégrer les principes de l'éthique et de la déontologie de la profession, tels le respect du secret professionnel, l'impartialité, l'obligation d'agir avec honnêteté, franchise et objectivité;
 - de promouvoir et d'appliquer une approche préventive en insérant, par exemple, à l'acte des clauses permettant de recourir à des modes alternatifs de prévention et de règlements des différends tels que la médiation;
 - de faire preuve d'attitudes et de comportements attendus dans un milieu professionnel en étant, par exemple, courtois, ponctuel et assidu, en démontrant un sens de la clientèle et en entretenant des rapports interpersonnels harmonieux.
-

ORDRE PROFESSIONNEL

La réussite de cette maîtrise est l'une des conditions essentielles fixées par la Chambre des notaires du Québec pour être admis à l'exercice de la profession.

DURÉE ET RÉGIME D'ÉTUDES

Ce programme doit être effectué et réussi par l'étudiant dans les trois années à compter de la date de son inscription. Seul le régime d'inscription à temps complet est autorisé.

RESPONSABLE

Pour information

Brigitte Roy

cycles-superieurs@fd.ulaval.ca

Faculté de rattachement

Faculté de droit

SOUTIEN FINANCIER

La Faculté de droit offre à ses étudiants de l'aide financière afin de faciliter le financement de leurs études. Plusieurs bourses d'excellence sont décernées par la Faculté de droit et par des donateurs externes œuvrant dans différents domaines du droit. Un grand nombre des bourses offertes aux étudiants sont aussi gérées par le Bureau des bourses et de l'aide financière de l'Université Laval (BBAF).

REMARQUES SUR LES COURS

Cours

Les cours de droit notarial composant le volet I du programme (36 crédits) sont offerts à l'automne et à l'hiver. La formation théorique vise à parfaire et à compléter les connaissances juridiques relevant des matières essentielles à la pratique du droit notarial. Le volet 2 comprend la formation notariale appliquée (6 crédits); sous forme d'études de cas, les trois cours se déroulent de façon intensive à l'été. Pour être autorisé à s'inscrire au stage, l'étudiant doit avoir réussi l'ensemble des cours en maintenant une moyenne cumulative minimale de 2,67 sur 4,33.

Stage

Le programme comporte un stage en milieu professionnel d'une durée de 16 semaines, d'au moins 35 heures par semaine. Le stage s'effectue auprès d'un notaire dans un milieu traditionnel, c'est-à-dire dans une étude notariale ou dans un environnement juridique non traditionnel. Un stage peut se dérouler, à titre d'exemple, auprès du Curateur public, au ministère de la Justice ou au greffe d'une ville dans la mesure où ce milieu non traditionnel permet l'atteinte des compétences visées par la formation. L'étudiant est responsable de trouver un milieu de stage et de le faire approuver par la direction de programme. Une seule reprise d'un stage échoué est permise.

TRAVAIL DE RÉDACTION

À la fin du stage, l'étudiant doit produire un rapport de stage. Ce dernier est composé de deux parties. La première présente le milieu de stage, expose les tâches réalisées par le stagiaire, contient une sélection de travaux significatifs et variés, incluant la description du contexte professionnel ayant donné lieu à chacun de ces travaux, fait le constat découlant des expériences professionnelles, fait la démonstration concluante du développement de chacune des compétences visées et de l'atteinte de tous les objectifs du stage et dresse un bilan de l'expérience de stage et de l'encadrement reçu. La deuxième partie comporte une réflexion théorique ou analytique suscitée par une question soulevée ou un problème rencontré en cours de stage.

Conditions d'admission

SESSION D'ADMISSION

AUTOMNE

ADMISSIBILITÉ

Le candidat doit être titulaire d'un grade de premier cycle en droit d'une université du Québec ou de la section de droit civil de l'Université d'Ottawa, ou d'un diplôme jugé équivalent.

Tout candidat diplômé d'une autre université devra effectuer une scolarité préparatoire déterminée par la direction de programme.

Documents requis

Le candidat doit fournir :

- un relevé de notes complet officiel de ses études universitaires;
- un curriculum vitæ;
- une lettre de motivation.

Scolarité préparatoire

La direction de programme recommande fortement à l'étudiant d'avoir préalablement réussi les cours en droit de premier cycle dans les matières suivantes :

- droit patrimonial de la famille;
- libéralités et successions;
- financement et sûretés;
- droit fiscal;
- droit des biens.

Autrement, l'étudiant se verra imposer la réussite d'un minimum de 15 heures de cours d'appoint dans chacune de ces matières.

Sélection

La sélection des candidats est effectuée sur la base de la qualité du dossier soumis. Le fait de satisfaire aux exigences d'admission au programme n'entraîne pas automatiquement l'admission d'un candidat.

Chaque candidature est évaluée par la direction de programme, qui tient compte de la préparation antérieure du candidat, de la qualité de son dossier scolaire, de sa motivation et de ses chances de réussite.

En savoir plus sur les études universitaires au Québec.

CONTINGENTEMENT OU CAPACITÉ D'ACCUEIL





Ce programme a une capacité d'accueil limitée à 50 places. La direction de programme tient alors compte des ressources humaines et matérielles de la Faculté.

DATE LIMITE DE DÉPÔT

La date à respecter pour le dépôt d'une demande d'admission varie selon le profil des candidats. Toute l'information se trouve dans la section Admission.

Structure du programme

ACTIVITÉS DE FORMATION COMMUNES

Cours	Titre	Crédits exigés
DROIT NOTARIAL		54
<u>DRT-6130</u>	Pratique notariale	3
<u>DRT-6131</u>	Publicité des droits	3
<u>DRT-6132</u>	Financement et sûretés	3
<u>DRT-6133</u>	Modalités et démembrements de la propriété	3
<u>DRT-6134</u>	Droit patrimonial de la famille	2
<u>DRT-6135</u>	Droit successoral	2
<u>DRT-6136</u>	Protection des personnes	2
<u>DRT-6137</u>	Examen des titres	 3
<u>DRT-6138</u>	Mutations de propriété et baux commerciaux	 3
<u>DRT-6139</u>	Droit des sociétés	 3
<u>DRT-</u>		

<u>6140</u>	Droit fiscal et taxes à la consommation		3
<u>DRT-6141</u>	Droit international privé		1
<u>DRT-6142</u>	Patrimoines d'affectation		1
<u>DRT-6143</u>	Procédures non contentieuses		1
<u>DRT-6144</u>	Zonage agricole		1
<u>DRT-6145</u>	Droit municipal et urbanisme		1
<u>DRT-6146</u>	Expropriation et environnement		1
<u>DRT-6200</u>	Études de cas en droit immobilier		2
<u>DRT-6201</u>	Études de cas en planification et liquidation successorales		2
<u>DRT-6202</u>	Études de cas en droit des affaires		2
<u>DRT-6500</u>	Stage en droit notarial		12

Version: 2014-10-08 14:06:11 / 2014-10-17 11:13:18

MICROPROGRAMME DE DEUXIÈME CYCLE EN DROIT - DROIT DE L'ENTREPRISE

Description officielle

Cette page est à jour en date du 5 août 2014 et constitue la version officielle de ce programme à compter de la session d'hiver 2015. L'Université Laval se réserve le droit de modifier ce programme sans préavis.

DIPLÔME

Attestation d'études de deuxième cycle

12
CRÉDITS
INSCRITS

Renseignements et directives

OBJECTIFS

Ce microprogramme vise à offrir une formation spécialisée à des praticiens du droit ou à des personnes qui, sans être juristes, travaillent dans des secteurs en liens étroits avec le droit. Cette formation porte sur certains aspects du droit de l'entreprise et la méthode pédagogique privilégiée est l'étude de cas.

Les objectifs poursuivis par ce microprogramme sont les suivants :

- permettre de mieux comprendre les incidences juridiques quant au choix de la forme juridique d'une entreprise;
- approfondir les connaissances sur les différents modes de financement de l'entreprise;
- présenter les aspects internationaux et transnationaux du droit de l'entreprise.

RESPONSABLE

Pour information

cycles-superieurs@fd.ulaval.ca

Faculté de rattachement

Faculté de droit

INSERTION DANS UN AUTRE PROGRAMME

Une fois terminé, ce microprogramme peut être intégré, en tout ou en partie, dans les programmes suivants si l'étudiant répond à leurs exigences d'admission :

- diplôme d'études supérieures spécialisées en droit - droit de l'entreprise;
- diplôme d'études supérieures spécialisées en droit - droit international et transnational;
- maîtrise avec mémoire en droit;
- maîtrise en droit - droit de l'entreprise;
- maîtrise en droit - droit international et transnational.

Conditions d'admission

SESSION D'ADMISSION

AUTOMNE HIVER

ADMISSIBILITÉ

Être titulaire d'un baccalauréat en droit, délivré par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent. La moyenne cumulative normalement exigée du titulaire d'un baccalauréat est de 3,00 sur 4,33 (des résultats scolaires jugés équivalents sont exigés pour des études effectuées dans des systèmes scolaires où la notation est différente). Toutefois, l'ensemble du dossier de candidature est pris en compte par la direction des programmes.

Le titulaire d'un baccalauréat dans une autre discipline qui dispose, par ailleurs, d'un certificat en droit ou d'une formation juridique équivalente est admissible au microprogramme, dans la mesure où il y a compatibilité entre la formation et le projet d'études du candidat.

Le candidat qui n'a pas fait ses études primaires et secondaires en français doit passer le Test de français international (TFI). L'obtention d'un résultat égal ou supérieur à 825/990 est une exigence d'admission. L'étudiant doit faire le test avant de soumettre sa demande d'admission.

L'étudiant qui n'obtient pas le résultat minimum peut, sous certaines conditions, être admis de manière conditionnelle dans le programme d'études. Cependant, il doit faire le nécessaire pour satisfaire à l'exigence avant la fin de sa première session d'inscription. Une scolarité d'appoint sera alors recommandée par l'École de langues de l'Université Laval. La réussite du cours FLE-3003, FLE-3311 ou FLE-3312 permet de satisfaire à l'exigence d'admission.

En savoir plus sur les études universitaires au Québec.

DATE LIMITE DE DÉPÔT

La date à respecter pour le dépôt d'une demande d'admission varie selon le profil des candidats. Toute l'information se trouve dans la section Admission.

Structure du programme

ACTIVITÉS DE FORMATION COMMUNES

Cours	Titre	Crédits exigés
	DROIT DE L'ENTREPRISE	12

RÈGLE 1 - 12 CRÉDITS PARMIS:

<u>DRT-6000</u>	Droit de l'Organisation mondiale du commerce		3
<u>DRT-6011</u>	Contrats commerciaux internationaux		3
<u>DRT-6020</u>	Création, fusion, acquisition et transmission d'entreprises		3
<u>DRT-6021</u>	L'entreprise et ses modes de financement		3
<u>DRT-6024</u>	Règlement des différends en droit privé interne et international : matières civiles et commerciales		3
<u>DRT-6025</u>	Droit de l'environnement et contrôle de la pollution		3
<u>DRT-6026</u>	Sujets spéciaux en droit des affaires I		3
<u>DRT-6027</u>	Sujets spéciaux en droit des affaires II		3
<u>DRT-6038</u>	Droit, gouvernance et développement durable		3
<u>DRT-6039</u>	Droits fondamentaux en milieu de travail		3
<u>DRT-6041</u>	Matières civiles et commerciales : droits québécois/européen		3
<u>DRT-6042</u>	Le contrat d'assurance et ses outils de régulation		3
<u>DRT-6043</u>	Droit contemporain des contrats		3
<u>DRT-6047</u>	La responsabilité civile et les nouveaux risques		3
<u>DRT-6048</u>	Droit bancaire international		3
<u>DRT-6056</u>	Gouvernance de l'entreprise		3
<u>DRT-6074</u>	Droit et gestion de la santé et de la sécurité au travail	 	3

<u>DRT-6092</u>	Instruments économiques en droit de l'environnement		3
<u>DRT-6094</u>	Régimes de redressement des entreprises		3
<u>DRT-6110</u>	Droit privé et environnement		3
<u>DRT-6114</u>	Aspects comparatifs et internationaux du droit de la concurrence		3
<u>DRT-7001</u>	Cours individualisé		3

Version: 2014-09-02 14:41:34 / 2014-11-04 16:50:42

MICROPROGRAMME DE DEUXIÈME CYCLE EN DROIT - LÉGISTIQUE

Description officielle

Cette page est à jour en date du 14 novembre 2014 et constitue la version officielle de ce microprogramme à compter de la session d'automne 2014. L'Université Laval se réserve le droit de modifier ce microprogramme sans préavis.

DIPLÔME

Attestation d'études de deuxième cycle

12
CRÉDITS
INSCRITS

Renseignements et directives

OBJECTIFS

Le microprogramme de deuxième cycle en droit - légistique offre une formation professionnelle et pratique dans le domaine de

la rédaction des lois et des règlements. À l'issue de cette formation, l'étudiant aura :

- acquis, sous l'angle légistique, des connaissances relatives à différents domaines du droit;
- approfondi la théorie du droit en lien avec les principes de la communication linguistique nécessaires à la rédaction de textes normatifs;
- acquis les compétences techniques nécessaires à la conception et à la rédaction des textes législatifs ou réglementaires.

DURÉE ET RÉGIME D'ÉTUDES

Ce microprogramme est offert à temps partiel seulement à raison d'un cours par session (automne et hiver).

RESPONSABLE

Pour information

cycles-superieurs@fd.ulaval.ca

Faculté de rattachement

Faculté de droit

Conditions d'admission

SESSION D'ADMISSION

Ce microprogramme accepte de nouveaux candidats seulement à la session d'automne (années paires).

La prochaine cohorte débutera à l'automne 2016.

ADMISSIBILITÉ

Être titulaire d'un baccalauréat en droit, délivré par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent. Le titulaire d'un baccalauréat dans une autre discipline, et qui dispose par ailleurs d'un certificat en droit ou d'une formation juridique équivalente, est admissible au microprogramme.

De plus, le candidat doit posséder au moins deux années d'expérience en milieu de travail. Dans le cas contraire, la candidature peut être considérée selon les places disponibles dans le microprogramme.


En savoir plus sur les études universitaires au Québec.

DATE LIMITE DE DÉPÔT

La date à respecter pour le dépôt d'une demande d'admission varie selon le profil des candidats. Toute l'information se trouve dans la section Admission.

Structure du programme

ACTIVITÉS DE FORMATION COMMUNES

Cours	Titre	Crédits exigés
LÉGISTIQUE		12
<u>DRT-6096</u>	Légistique I	3
<u>DRT-6097</u>	Légistique II	 3
<u>DRT-6098</u>	Légistique III	3
<u>DRT-6099</u>	Légistique IV	3

Version: 2014-11-13 14:12:21 / 2014-11-04 16:50:42



2325, rue de l'Université 418 656-2131
Québec (Québec) G1V 0A6 1 877 785-2825
Canada

© 2014 Université Laval. Tous droits réservés.

Ce site est sous la responsabilité de la Direction des communications.